



<http://www.numelyo.bm-lyon.fr>

Origine du droit des pauvres sur les théâtres de Lyon /

Auteur :Blanc, Albert, 1835-1904

Date :1906

Cote : 356251

Permalien : http://numelyo.bm-lyon.fr/BML:BML_00GOO0100137001104377713





1/2

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER, C. *, I. U, Doyen, professeur de droit civil, correspondant de l'Institut.

MABIRE, *, I. U, professeur honoraire.

GARRAUD, I. U, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. U, professeur de Droit romain.

FLURER, I. U, professeur de Droit civil, assesseur du Doyen.

THALLER, I. U, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. U, professeur honoraire.

COHENDY, *, I. U, professeur de Droit commercial.

PIC P., U, professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), A. U, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. U, professeur d'Histoire générale du Droit français.

BOUVIER, A. U, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, A. U, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

JOSSERAND, A. , professeur de Droit civil.

BROUILHET, A. U, professeur d'Économie politique.

HUVELIN A. U, professeur de Droit romain.

LÉVY, A. U, professeur de Procédure civile.

GONNARD, professeur d'Histoire des Doctrines Economiques et d'Économie politique.

BECQ (J.), I. U, secrétaire.

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. CAILLEMER, Doyen, professeur de droit civil, administrateur des Hospices civils de Lyon.

Assesseurs : { *M. CHARLÉTY, Professeur d'histoire de Lyon à la Faculté des Lettres.*
M. LAMEIRE, Professeur d'Histoire du droit public et de droit administratif.

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

ORIGINE

DU

DROIT DES PAUVRES

SUR LES THÉÂTRES DE LYON

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Économiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le vendredi 21 décembre 1906, à 2 heures

PAR

ALBERT BLANC

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE LYON
ANCIEN SECRÉTAIRE DE LA CONFÉRENCE DU STAGE

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

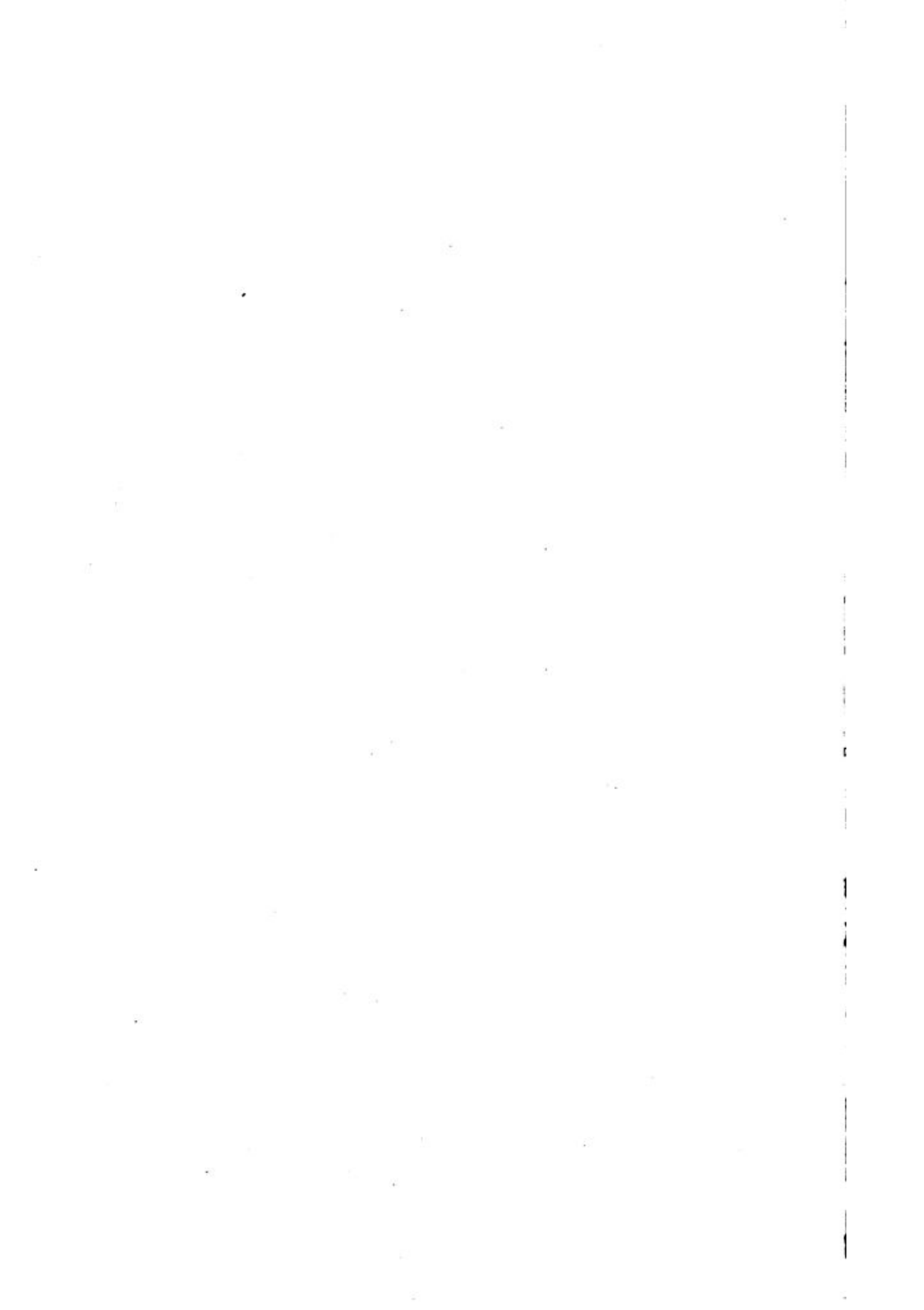
ÉDITEUR

14, rue Soufflot et rue Toullier, 13

1906



ORIGINE
DU
DROIT DES PAUVRES
SUR LES THÉÂTRES DE LYON



CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

LE DROIT DES PAUVRES.

Quelques idées générales sur sa nature, ses principaux caractères, sa moralité, son ancienneté à Paris.

On a souvent défini le droit des pauvres (1) « une redevance payée sur tous les spectacles publics payants au profit des pauvres ou plus exactement au profit des personnes morales représentatives des pauvres » (2). Nous verrons qu'il est plus exact d'appeler cette redevance « une contribution perçue par augmentation du prix d'entrée dans les spectacles publics » (3) au profit des mêmes personnes morales.

Ces personnes morales, représentatives des pauvres, sont les hospices, les bureaux de bienfaisance, et, depuis la loi du 15 juillet 1893, les bureaux d'assistance médicale gratuite (4).

(1) On emploie également les mots de contribution, perception, taxe, prélèvement ou impôt des pauvres. Dans les archives de la ville de Lyon (*Droit des pauvres*, Q¹ et R¹) on rencontre presque exclusivement le mot : droit des indigents, cela jusqu'en 1840.

(2) C'est la définition que donne André Gouachon dans son ouvrage sur *La dotation des hospices et les droits attribués par les textes spéciaux*, Lyon, 1905, p. 126.

(3) Georges Pector, *Le droit des pauvres*, Paris, 1888, p. 117.

(4) Circulaire ministérielle du 18 juillet 1894, dans le « Fascicule 46 » du Conseil supérieur de l'instruction publique, p. 73.

Avant 1789 le droit des pauvres (1) allait tout entier aux hospices. La loi du 7 frimaire an V en fit bénéficier exclusivement les bureaux de bienfaisance, mais avec la loi du 8 thermidor disparut cette exclusion des hospices qui recouvrèrent une part dans le produit de l'impôt. En pratique, la plus grosse part va aux bureaux de bienfaisance qui sont en général moins richement dotés que les hôpitaux, e même actuellement à Lyon les produits du droit des pauvres sont alloués en totalité au bureau de bienfaisance ; s'ils figurent encore sur les budgets des hospices, ce n'est plus que pour mémoire et comme protestation sans doute contre la suppression de cette partie de leurs anciennes recettes.

Le droit des pauvres est tout d'abord une « contribution indirecte » (2), une taxe de consommation qui porte sur le spectateur et non sur l'entreprise théâtrale. Il faut se garder de le confondre avec le droit de patente ou avec le pari mutuel ; celui-ci se superpose au droit des pauvres sans se confondre avec lui (3) ; il ne procède pas de la même source et n'est pas destiné à y suppléer (4). Quant au droit de pa-

(1) Par cette expression que nous emploierons toujours par abréviation, il est bien entendu que nous ne parlons du droit des pauvres qu'en ce qui concerne les théâtres.

(2) Béquet, *Régime et législation de l'assistance publique et privée*, n° 692, p. 250. — On ne saurait pourtant assimiler entièrement le droit des pauvres aux contributions indirectes, car les contestations auxquelles il donne lieu, sont portées devant le conseil de préfecture et jugées selon les formes prescrites en matière de contributions directes (Dalloz, *Code annoté des lois politiques et administratives*, t. II, V° « Etablissements de bienfaisance », n° 1518 et 1604-1618). D'ailleurs la loi du 25 mars 1817, dans son article 131, l'a simplement assimilé aux contributions publiques, sans préciser.

(3) *Gazette des Tribunaux*, 20 août 1887.

(4) Lettre du ministre de l'intérieur au préfet de Seine-et-Oise, 16 juillet 1887 : « l'un est le résultat d'une sorte de convention, intervenue entre certaines sociétés de courses et mon département. L'au-

Avant 1789 le droit des pauvres (1) allait tout entier aux hospices. La loi du 7 frimaire an V en fit bénéficier exclusivement les bureaux de bienfaisance, mais avec la loi du 8 thermidor disparut cette exclusion des hospices qui recouvrèrent une part dans le produit de l'impôt. En pratique, la plus grosse part va aux bureaux de bienfaisance qui sont en général moins richement dotés que les hôpitaux, e même actuellement à Lyon les produits du droit des pauvres sont alloués en totalité au bureau de bienfaisance ; s'ils figurent encore sur les budgets des hospices, ce n'est plus que pour mémoire et comme protestation sans doute contre la suppression de cette partie de leurs anciennes recettes.

Le droit des pauvres est tout d'abord une « contribution indirecte » (2), une taxe de consommation qui porte sur le spectateur et non sur l'entreprise théâtrale. Il faut se garder de le confondre avec le droit de patente ou avec le pari mutuel ; celui-ci se superpose au droit des pauvres sans se confondre avec lui (3) ; il ne procède pas de la même source et n'est pas destiné à y suppléer (4). Quant au droit de pa-

(1) Par cette expression que nous emploierons toujours par abréviation, il est bien entendu que nous ne parlons du droit des pauvres qu'en ce qui concerne les théâtres.

(2) Béquet, *Régime et législation de l'assistance publique et privée*, n° 692, p. 250. — On ne saurait pourtant assimiler entièrement le droit des pauvres aux contributions indirectes, car les contestations auxquelles il donne lieu, sont portées devant le conseil de préfecture et jugées selon les formes prescrites en matière de contributions directes (Dalloz, *Code annoté des lois politiques et administratives*, t. II, V° « Etablissements de bienfaisance », n° 1518 et 1604-1618). D'ailleurs la loi du 25 mars 1817, dans son article 131, l'a simplement assimilé aux contributions publiques, sans préciser.

(3) *Gazette des Tribunaux*, 20 août 1887.

(4) Lettre du ministre de l'intérieur au préfet de Seine-et-Oise, 16 juillet 1887 : « l'un est le résultat d'une sorte de convention, intervenue entre certaines sociétés de courses et mon département. L'au-

tente, il est imposé spécialement aux entrepreneurs de spectacles et payé personnellement par eux, tandis que le droit des pauvres est imposé au spectateur lui-même en sus du prix du billet d'entrée (1). « Dans l'état actuel des choses, disait Dupin aîné (2), l'impôt porte sur le spectateur. »

En payant le prix de sa place, ce spectateur acquitte en même temps le droit fixe réservé aux indigents, « exactement comme le voyageur qui prend un billet dans une gare, solde du même coup l'impôt dont l'Etat a frappé le transport des personnes en chemin de fer » (3).

Il n'en est point ainsi dans les législations étrangères, car le droit des pauvres qui existe dans la plupart des nations européennes (4), « frappe presque partout directement le directeur de l'entreprise théâtrale » (5). En France, c'est une taxe de consommation, pesant seulement « sur le consommateur bénévole qui, en entrant dans une salle de spectacle, démontre qu'il possède du superflu et peut s'offrir,

tre est fondé sur des lois ou des décrets ayant force de loi. L'objet en est différent comme l'origine, et on constate la même différence dans l'attribution et l'affectation des droits perçus ».

(1) Article 1^{er} de la loi du 7 frimaire an V (*Moniteur*, 14 brumaire an V).

(2) Explications sur le droit des pauvres fournies au Palais Bourbon le 12 mars 1851.

(3) Maxime du Camp, *L'Indigence à Paris et l'assistance publique* (*Revue des Deux-Mondes*, 15 juin 1870).

(4) Le droit des pauvres est très ancien dans certains pays, comme l'Autriche, la Russie, la Belgique, le Danemark, la Suisse et l'Allemagne. En Hollande, une taxe communale est perçue directement sur les spectacles. En Italie, l'impôt est établi par l'Etat ; en Espagne, un grand nombre de théâtres et non des moins importants sont la propriété des établissements de bienfaisance. En Angleterre, on pourvoit à l'entretien des pauvres à l'aide d'une taxe spéciale affectée directement au service de l'assistance (Cros-Mayrevieille, *Le droit des pauvres sur les spectacles en Europe*, Paris, 1889, p. 31).

(5) Cros-Mayrevieille, *op. cit.*, « Introduction », p. xiii.

grâce à ses ressources, des plaisirs qui ne sont pas indispensables » (1).

Ce « consommateur bénévole » acquitte la taxe qui le frappe, d'une manière strictement proportionnelle, car le droit des pauvres s'élève avec le prix des places « dans une proportionnalité rigoureusement constante » (2), et s'adapte, théoriquement tout au moins, au revenu du spectateur (3).

On l'a parfois qualifié de somptuaire (4), mais à tort, croyons-nous ; car l'impôt somptuaire « est moralisateur ou veut l'être (5), il a pour objet de punir le luxe et d'en empêcher les manifestations » (6). Or le législateur n'a point cherché à supprimer les théâtres, mais bien à en profiter.

(1) Cros-Mayrevieille, *op. cit.*, « Introduction », p. xiii.

(2) Edouard Béchet, *Le droit des pauvres, de l'impôt sur les billets d'entrée dans les théâtres et autres spectacles publics*, Paris, 1891, p. 90.

(3) *Le Progrès de Lyon* (numéro du 13 mars 1869, sous la signature de M. Pallu) dit à ce sujet : « Les travailleurs qui prennent les places à très bas prix, ne payent qu'un supplément très minime, pendant que pour les riches, le tarif est en quelque sorte progressif. Est-il contraire aux principes de 1789 ? Nous ne voyons rien dans les immortels principes qui s'oppose à ce que le trop plein de la fortune fasse retour, dans une mesure aussi restreinte, à ceux qui n'ont pas le nécessaire. »

(4) Ainsi Gouachon (*op. cit.*, p. 127), Ch. Duverdy (*Du droit des pauvres sur les spectacles*, *Gaz. Trib.*, 10 mars 1860), Gros-Mayrevieille (*Traité de l'administration hospitalière*, p. 294), Fleury-Ravarin (*De l'assistance communale en France*, p. 214), de Watteville (*Du droit des pauvres sur les spectacles, bals et concerts*, Feuilleton du *Journal des Débats*, 23 septembre 1848). — Ce dernier auteur prétend qu'on peut le regarder comme le seul impôt somptuaire établi en France.

(5) Pector fait observer (*op. cit.*, p. 193) que le droit des pauvres n'est pas plus moralisateur que somptuaire. « En droit, le plaisir n'a pas besoin d'être légitimé s'il ne trouble pas l'ordre public ; en morale même, il n'a pas besoin non plus d'être légitimé s'il est honnête ; et s'il ne l'est pas, aucune imposition ne saurait le justifier. »

(6) Béchet, *op. cit.*, p. 91.

« Qu'on dise, si l'on veut, que c'est un impôt sur le luxe. Le théâtre n'a rien d'un objet de première nécessité et celui qui y va, montre par là même qu'il a du superflu ; c'est à ce titre seulement que le droit des pauvres l'oblige à une aumône et non pas pour l'éloigner du théâtre et du délassement qui lui est offert » (1). Mais parler d'un impôt sur le luxe, n'est-ce point « une hérésie économique » (2) ?

Enfin le droit des pauvres est un impôt dont l'affectation est exclusive et bien déterminée, car son produit est destiné à remplir un but tout spécial. Par une dérogation aux principes généraux de l'ordre financier, sa recette ne tombe et ne se confond point avec d'autres recettes dans une même caisse publique, mais elle est versée spécialement et directement aux établissements chargés des pauvres. En ce sens c'est une taxe exceptionnelle, si l'on veut ; mais cette particularité n'est point unique dans notre législation financière (3), et on ne saurait en tirer un argument contre sa légitimité.

Quoi de plus juste « que les lieux de plaisir où on oublie

(1) René de Guillin, *Le droit des pauvres sur les spectacles à Paris*, Paris, 1900, p. 60.

(2) Da Costa Athias, *Essai sur le droit des pauvres* (*Revue critique de législation et de jurisprudence*, t. XXXVII, p. 245).

(3) De Guillin (*op.cit.*, p. 60) cite par exemple certains droits de péage et de port payés aux chambres de commerce. D'ailleurs quelques taxes sont perçues directement au profit des pauvres ; Pector (*op. cit.*, p. 60) en donne comme exemple le tiers du produit des concessions dans les cimetières et les amendes de police correctionnelle ou confiscations prononcées en faveur des hospices en vertu de certaines lois pénales. Nous savons aussi (*Les enchères commerciales et le droit des pauvres*, lettre de H. L... insérée dans l'*Economiste français* du 12 août 1876) que « il y a 50 ans le droit des pauvres de 1 franc pour 1.000 francs était perçu au Havre sur les ventes publiques ». Il en était de même à Bordeaux depuis la première vente publique de laine et peau de mouton en 1868.

la vie, soient les débiteurs de ceux où on se la rappelle trop (1) » ? N'oublions pas que la charité impose certains devoirs aux riches. « Il faudrait, disait Voltaire (2), avoir souvent dans l'esprit le contraste d'une feste de Versailles, d'un opéra de Paris, où tous les plaisirs et toutes les magnificences sont réunies avec tant d'art, et d'un Hôtel-Dieu où toutes les douleurs, tous les dégoûts de la mort sont entassés avec tant d'horreur. C'est ainsi que sont composées les grandes villes. Par une police admirable, les voluptés mêmes et le luxe servent la misère et la douleur. »

Il est donc bien que les riches prélèvent au profit des indigents une petite portion des sommes qu'ils consacrent à leurs plaisirs. Ce sera l'impôt du plaisir, « adorable euphémisme qui exprime parfaitement les idées baroques que le bourgeois officiel nourrit sur les arts » (3). Mais cet impôt sur son plaisir au profit de la souffrance, ce bourgeois le paiera facilement, l'acquittera joyeusement, même s'il y est contraint par la loi, sans jamais songer à l'arracher aux pauvres.

Assurément la charité obligatoire doit être bannie de la loi (4), mais nous sommes loin de penser qu'en toutes circonstances « l'aumône arrachée par la force, quelle que soit le nom de cette force, qu'elle soit entourée de respect ou de mépris, n'est plus l'aumône ; que c'est la spoliation de l'un au profit de l'autre ; et que cette manière d'obtenir le sou-

(1) F. Worms, *Rapport sur le droit des pauvres au conseil de surveillance de l'assistance publique*, Paris, 1898.

(2) Voltaire, *Œuvres complètes*, édition Lefèvre, t. XXIV ; *Dictionnaire philosophique*, V^o « Charité, Hôpitaux », p. 67.

(3) Clément Caraguel, *L'impôt des pauvres*, article inséré dans le *Charivari*, 11 mars 1851.

(4) De Gérando, *Bienfaisance publique*, t. II.

lagement de certaines misères en en faisant naître d'autres, n'a rien de noble ni de moral » (1).

Non, et il est préférable de partager l'opinion de Beaumarchais, qui discutant le compte des droits d'auteur qui lui étaient dus pour le « Barbier de Séville », disait que le plus respectable de tous les frais était l'impôt prélevé sur les spectacles en faveur des pauvres. « Cet impôt, ajoutait-il, est hors de tout conteste » (2).

En parlant ainsi de légitimité et en touchant au caractère moral du droit des pauvres, nous arrivons à une des questions à propos desquelles ce droit a été l'objet des attaques les plus vives et peut-être les plus injustes. « Je ne pense pas, disait Chaptal (3), que le droit des pauvres puisse être contesté. » L'opinion de ce ministre de l'an X ne semble pas avoir brillamment prévalu, car cette soi-disant « légitimation des distractions publiques par l'aumône publique » (4) a été « une admirable matière à mettre en discussions et en dissertations plus ou moins sentimentales (5) ». Il est vrai que « les questions les plus claires s'obscurcissent au faux jour de l'intérêt personnel ; les notions les plus simples se compliquent sous sa mauvaise influence ; et pour maintenir les lois les plus équitables, il faut lutter sans cesse contre cet ennemi, qui n'est jamais vaincu » (6).

(1) H. Berlioz, *Du droit des pauvres sur les théâtres, bals et concerts*, Feuilleton du *Journal des Débats*, 24 septembre 1848.

(2) Beaumarchais, « Compte rendu aux auteurs dramatiques », *Œuvres complètes*, t. VI, p. 14.

(3) Lettre du ministre de l'intérieur au préfet du Rhône le 26 fructidor an X de la République, *Archives de la ville de Lyon*, R² théâtre, droit des pauvres.

(4) Da Costa Athias, *op. cit.*, p. 246.

(5) Cros-Mayrevieille, *op. cit.*, « Introduction », p. xii.

(6) De Watteville, *op. cit.*, *Gaz. Trib.*, 21 septembre 1848.

Nous livrant à un travail historique, nous n'avons pas l'intention d'entreprendre une œuvre de polémique, et d'ailleurs nous ne pouvons songer à rappeler ici toutes les critiques qu'ont si souvent formulées à l'encontre du droit des pauvres les directeurs de théâtre et certains économistes. On a prétendu que cet impôt était illégal (1), qu'il était une cause de ruine pour les théâtres (2). Certains auteurs, tout en reconnaissant sa légalité, nous en parlent comme d'un impôt « critiquable au point de vue économique et au point de vue de l'équité » (3). C'est, dit-on, une taxe unique et exceptionnelle, inconciliable de plus avec la liberté industrielle des théâtres.

« Cette querelle ne serait que puérile, si elle n'essayait de spolier les indigents ; mais le but qu'elle poursuit, lui donne un caractère pénible » (4) et nous constaterons seulement que cet impôt, tel que nous l'avons très rapidement étudié, a résisté jusqu'ici aux attaques vigoureuses et incessantes dont il a été l'objet, malgré tout le talent dont ses adversaires ont fait preuve. Il faut donc croire que cet impôt, appelé jadis « impôt des hospices d'abord parce qu'il était perçu au profit des hospices, ensuite parce qu'il conduisait assez souvent les artistes à l'hôpital » (5), n'est point aussi monstrueux qu'on s'est plu à le dire, et que comptant déjà de nombreuses années d'existence, il sera maintenu,

(1) De Philipi, *Des théâtres modernes en Europe*, 1860. « Il est facile de prouver que le droit des pauvres ne repose sur aucun principe, qu'il n'a été que contemporain à toutes les époques, qu'il n'est plus qu'une taxe municipale non autorisée. »

(2) Protestations multiples des directeurs de théâtre, *Journal officiel*, Chambre, annexes, 1897, p. 1535.

(3) Ducrocq, *Cours de droit administratif*, 7^e éd., t. II, n° 715.

(4) Maxime du Camp, *op. cit.* (*Revue des Deux-Mondes*).

(5) Clément Caraguel, *op. cit.* (*Le Charivari*, 11 mars 1851).

avec quelques modifications peut-être, dans notre législation qui fera ainsi l'application d'un principe de forte et saine morale » (1).

Cette ancienneté du droit des pauvres ne remonte pas seulement à la loi du 7 frimaire an V complétée par diverses lois ou textes législatifs postérieurs ; car si nous remontons dans l'ancien droit à des époques beaucoup plus éloignées de nous, il nous est facile de constater que la Révolution française ne fit pas en l'an V une œuvre bien nouvelle, et que l'idée de faire participer les riches au soulagement des pauvres par une taxe sur les billets de théâtre, n'est point une idée originale des Jacobins ou de leurs successeurs.

Il est aisé de faire cette constatation lorsqu'on étudie les origines du droit des pauvres à Paris. Les lettres patentes signées par Charles VI le 24 avril 1407 imposant une quête pour les pauvres aux ménétriers dont il approuvait les statuts (2) ; l'arrêt du Parlement du 1^{er} septembre 1539 ordonnant aux entrepreneurs de mystères de donner au trésorier des pauvres la somme de 800 livres parisis « par forme de prêt » (3) ; l'édit du 27 janvier 1541 enjoignant à ces entrepreneurs de « bailler aux pauvres la somme de mil livres » (4) ; les arrêts du Parlement des 12 décembre 1541 (5) et 6 novembre 1574, les ordonnances des 30 avril 1673 et 27 juillet 1682 (6), l'importante ordonnance de Louis XIV

(1) Da Costa Athias, *op. cit.*, p. 246.

(2) Cros-Mayrevieille, *op. cit.*, p. 22. — D'après certains auteurs cette ordonnance serait apocryphe. En ce sens : de Watteville, *Journal des Débats*, 23 septembre 1848.

(3) Cros-Mayrevieille, *op. cit.*, p. 25.

(4) *Ibid.*, p. 26.

(5) C'est à cet arrêt que Ch. Duverdy fait remonter le principe du droit des pauvres (*Gaz. Trib.*, 10 mars 1869, *op. cit.*).

(6) Cros-Mayrevieille, *op. cit.*, p. 29.

du 25 février 1699 où l'on trouve pour la première fois nettement exprimée « la volonté du législateur de faire contribuer les plaisirs de la foule des heureux au soulagement des pauvres » (1) ; enfin un grand nombre d'ordonnances postérieures (2), tels sont les intéressants documents que l'on étudie en cherchant les origines de cet impôt, et d'après lesquels il est facile de faire la preuve que le droit des pauvres, simple redevance volontaire au début, devint peu à peu un impôt régulièrement établi, et que depuis Louis XIV sa perception fonctionna à peu près régulièrement, tout au moins jusqu'en 1790.

De nombreux auteurs se sont déjà livrés à cette étude (3), mais ils n'ont eu en vue que l'origine du droit des pauvres sur les théâtres de Paris. Il nous a paru intéressant de rechercher quelle pouvait être à Lyon l'origine de ce droit. L'amabilité et l'empressement bienveillant avec lesquels nous ont été ouvertes les Archives de la ville de Lyon et tout particulièrement les Archives hospitalières de la Cha-

(1) Cros-Mayrevieille, *op. cit.*, p. 33.

(2) Les principales sont celles du 30 août 1701, du 5 février 1706 qui la première, aux opéras et comédies ajoute « les autres spectacles » ; celles de 1713, du 5 février 1716, du 4 mars 1619, du 10 avril 1721. Elles sont rapportées dans Cros-Mayrevieille, *op. cit.*, p. 37, 38, 39 et 40.

(3) Il existe une bibliographie considérable sur la question du droit des pauvres. Worms et Derouin en ont donné une dans le Journal *Le Droit* (nos 125, 126 et 127, mai 1892) qui ne tient pas moins de dix grandes colonnes. Pour l'étude spéciale du droit des pauvres, c'est-à-dire pour l'étude complète de sa nature et de ses caractères principaux, de ses conditions de perception, de sa quotité et de ses modes de recouvrement, en un mot pour l'étude de sa législation et de sa jurisprudence actuelles et pour l'appréciation de notre législation et des réformes proposées, nous indiquons plus spécialement les ouvrages que nous avons cités, de Cros Mayrevieille, Da Costa Athias, Robert de Guillin, Georges Bureau et Edouard Béchet.

rité et de l'Hotel-Dieu, nous ont permis d'entreprendre cette étude et d'ébaucher un essai historique, nous serions presque tenté de dire anecdotique, sur le droit des pauvres sur les théâtres de Lyon, et de rechercher si cette institution « vieille de deux siècles déjà » (1) avait fonctionné à Lyon avant la loi de l'an V et même avant l'ordonnance du Roi Soleil.

Il serait assez intéressant de pouvoir établir ce dernier fait, qui prouverait une fois de plus que la ville de Lyon mérite à juste titre le renom que lui ont valu ses charités et ses aumônes, son dévouement infatigable et toutes les merveilles (2) qu'elle a déjà faites pour les pauvres et qui, d'après un historien du XVII^e siècle (3) « font l'admiration de tous les étrangers ».

(1) Georges Bureau, *op. cit.*, p. 289.

(2) Ainsi la Charité de Lyon, qui « est une merveille du monde, où les pauvres ont pour tuteurs, pour pères et pour officiers ce que Lyon a de plus noble, de plus grand et de plus illustre ». Ménestrier *Eloge historique de la ville de Lyon*, publié en 1669, II^e partie, p. 81.

(3) Ménestrier, *op. cit.*, II^e partie, p. 80.

CHAPITRE PREMIER

LE DROIT DES PAUVRES PENDANT LE RÉVEIL DRAMATIQUE A LYON

Les premiers symptômes du réveil dramatique. — Les moralités et les jeux dans les églises des Jacobins et de Saint-Bonaventure. — Les encouragements donnés aux représentations des mystères par Anne de Bretagne. — Les régimes de la censure et des subventions établis par le Consulat. — La troupe des Bavards de Notre-Dame de Confort. — Protection accordée au théâtre par l'Eglise et le Consulat.

Ferdinand de Kotzebue avait séjourné à Lyon en 1804. A son retour en Allemagne, il y fit paraître ses impressions de voyage (1), dans lesquelles il porte sur le théâtre de Lyon, à cette époque un jugement assez sévère : « Le théâtre de Lyon dit-il, est très médiocre sous tous les rapports. On donnait « Eugénie » : le rôle de lord Clarendon était beuglé par un acteur sexagénaire ; et plus il criait, plus les spectateurs applaudissaient, même quand ils n'avaient rien compris (2) ».

Peut-être Kotzebue aurait-il été plus sévère et plus dur pour les Lyonnais, s'il lui avait été donné d'assister ces dernières années à l'audition d'un certain nombre de piè-

(1) Kotzebue, *Souvenirs de Paris en 1804*, traduction de Guilbert de Pixéricourt, Paris, 1805, 2 vol. in-12.

(2) Kotzebue, *op. cit.*, t. I, p. 47, rapporté dans les « Tablettes chronologiques » de Péricaud (*Almanach de Lyon* de 1836).

ces jouées à Lyon. On ne saurait en tout cas généraliser un pareil jugement, ne serait-ce que par galanterie vis-à-vis des « belles » (1) lyonnaises et par respect pour leurs aïeules que passionnèrent, avec quelque raison, les représentations données à Lyon à différentes époques, et qui, tout au début du réveil de l'art dramatique, se portèrent en foule aux « jeux des beaux mystères », leur spectacle favori pendant de longues années.

Les premiers symptômes de ce réveil dramatique étaient apparus dans les palais, dans les rues, dans les églises, et « dès l'époque lointaine des épopées carlovingiennes, en le temps joyeux où les hostelleries, placées sous le trop bienveillant patronage de saint Julien, offraient un si large accueil aux clercs et aux paladins, la corde dramatique et la corde comique résonnaient déjà sous les doigts des ménestrels, si, du moins, elles devaient attendre le « Cid » et la verve de Molière pour donner leurs plus puissantes et leurs plus fines vibrations (2) ».

A Lyon, comme dans le reste de la France, « les abbayes de mal gouverné et leurs supposts, corporations folâtres et badines comme celle de la Bazoche » (3) organisent et dirigent les mascarades et les cortèges. Habillés avec luxe et figurant quelque moralité, les membres de ces corporations parcourent les rues « les uns de pied et les autres à cheval » (4) ; il se déploient à tous les carrefours et envahis-

(1) C'était l'avis de Grimod de la Reynière qui écrivait à Mercier : « Le sexe est ici beaucoup plus beau qu'à Paris ; les femmes y ont de la fraîcheur. » Cette lettre a été rééditée en 1843 par Boitel sous le nom de « Tableau de Lyon en 1788 » (*Revue du Lyonnais*, t. XII, 1^{er} mars 1856, p. 250).

(2) Georges Bureau, *op. cit.*, p. 3.

(3) Véricel, *Vieux usages lyonnais*, Lyon, 1893, p. 62, note 1.

(4) *Ibid.*, p. 56.

sent les cathédrales gothiques dont les voûtes servent de décor à toutes les cérémonies. Bientôt les couvents eux-mêmes « ouvrent leurs pieux asiles aux beaux mystères, premiers essais de notre muse dramatique » (1), et c'est dans leurs églises qu'on célèbre les fêtes par des réjouissances et des jeux où le clergé s'associe avec la foule « pour mener de burlesques processions » (2).

L'église des Jacobins semble avoir été le premier berceau de l'art dramatique dans notre ville. C'est là qu'une association laïque inaugura, en 1435, les représentations de pièces dramatiques, et « on peut se faire une idée de la simplicité de la scène en lisant la délibération consulaire qui ouvrit le vendredi 20 janvier un crédit de 6 livres tournois pour la construction des échafauds nécessaires à la représentation du surlendemain » (3).

Quelques années plus tard, en 1447, Lyon assiste dans l'église des frères mineurs de Saint-Bonaventure au jeu de la Passion de Notre-Seigneur, offert par ces religieux aux Pères du Concile alors réunis dans cette ville (4).

Mais de telles représentations étaient exemptes de « tout esprit de spéculation » (5), et nous ne voyons pas qu'on ait songé à demander une aumône spéciale en faveur des pauvres à toute cette foule dont on ne cherchait qu'à « retremper la foi en frappant son imagination » (6), ou à ces bala-

(1) Dugas-Montbel, article sur les poésies de Pernette du Guillet, inséré dans le *Courrier de Lyon*, 11 janvier 1832.

(2) Georges Bureau, *op. cit.*, p. 4.

(3) Brouchoud, *Les origines du théâtre de Lyon*, mémoire lu à la Sorbonne, le 21 avril 1865, lors de la réunion à Paris des délégués des Sociétés savantes, publié à Lyon et accompagné de pièces justificatives et documents inédits, p. 13.

(4) Monfalcon, *Histoire de la ville de Lyon*, Lyon, 1851, t. I, p. 632.

(5) Georges Bureau, *op. cit.*, p. 3.

(6) Cros-Mayrevieille, *op. cit.*, p. 21.

dins, « basteleurs, farceurs, jongleurs et joueurs », qui fort habiles en leur art, guidaient les cortèges « au son des buisines et des taborins » (1) et distraient les Lyonnais par leurs spectacles ambulants,

« Ces spectacles étaient le récit et la mise en scène de quelques histoires de l'Ancien ou du Nouveau Testament « plus ou moins grossièrement rendus selon le plus ou moins d'art de l'auteur » (2). Pendant le séjour qu'elle avait fait à Lyon en 1493, Anne de Bretagne avait contribué à « développer l'amour des mystères, roulant sur de pieuses histoires » (3), et le peuple lyonnais était « si avide de ces spectacles pieux qu'il abandonnait tout pour y assister, même la garde des portes de la ville » (4).

Il faut cependant faire une exception pour la jeunesse, dont « l'esprit éveillé trouvait trop fades les récits bibliques » (5) et qui avait dû en 1457 se porter de préférence vers les tréteaux dressés par certains clercs de la chevalerie « pour bafouer les ridicules du temps » (6). Le Consulat s'était d'ailleurs ému de ces premiers traits satiriques dirigés contre une partie de la population et « s'armant du

(1) Georges Bureau, *op. cit.*, p. 5.

(2) De Beauchamps, *Recherches sur les théâtres de France depuis 1161 jusqu'à présent*, Paris, 1735, t. I, préface.

(3) Victor de Laprade, *Notice sur les Augustins*, parue dans *Lyon ancien et moderne* de Boitel, t. I, p. 232.

(4) Emmanuel Vingtrinier, *Le théâtre à Lyon au XVIII^e siècle*, Lyon, 1879, p. 1 ; et Monfalcon, *Histoire de la ville de Lyon*, *op. cit.*, t. I, p. 633.

(5) Brouchoud, *op. cit.*, p. 14.

(6) Brouchoud ajoute (*op. cit.*, p. 14) qu'ils « dirigèrent leurs premiers traits satiriques contre les dames lyonnaises, dont les prédications du Dominicain Vincent Ferrier et du Carme Thomas Counecte avaient mis en reliefs le goût du luxe et des plaisirs associé aux pratiques de la plus extravagante humilité ».

pouvoir de la censure », avait exigé « l'autorisation préalable de la municipalité » (1) pour toutes les représentations.

Mais il faut dire aussi que la moralité et la farce « dont le cynisme était d'une étrange crudité » (2), étaient bientôt venues s'adjoindre au mystère proprement dit. Elles étaient jouées par des sociétés comiques de Lyon, sociétés « ne recourant qu'à elles-mêmes pour se recruter des poètes aussi bien que des acteurs » et « donnant des représentations où tout était du crû » (3).

La troupe des Bavards de Notre-Dame de Confort à Lyon fut assurément une des plus célèbres, et parmi les nombreuses « parrades de carrefour » qu'elle joua (4), quelques-unes furent longtemps aussi populaires et aussi courantes que les histoires et les plaisanteries que nous rappelle cette littérature « essentiellement roturière, narquoise et immorale » (5) de la fin du moyen âge.

Parmi les mystères, dont les représentations obtinrent le plus de succès à cette époque, nous citerons le « Mystère de la Vie de Madeleine », joué à Lyon l'année 1500, et celui de la « Vie de saint Nicolas de Tolentin », pour la représentation duquel le Consulat, sollicité par une requête de Mgr l'évêque suffragant de Lyon, avait accordé aux Augustins en 1506 la permission de faire bâtir un grand théâtre aux Terreaux, sur les fossés de la Porte Lanterne (6), mais à condi-

(1) Brouchoud, *op. cit.*, p. 16.

(2) Edouard Fournier, *Le théâtre français avant la Renaissance*, p. 156.

(3) *Ibid.*, « Introduction », p. vi.

(4) Edouard Fournier, dans son ouvrage, donne l'analyse de plusieurs pièces qui ont dû être jouées à Lyon à cette époque.

(5) Renan, *Essais de morale et de critique*, 1859, in-8°, p. 306 (cité par Edouard Fournier, *op. cit.*, p. 86).

(6) Victor de Laprade, *op. cit.*, p. 232.

tion qu'ils ne touchassent point aux murailles de la ville, et qu'ils remissent les Terreaux en leur premier état (1).

Non seulement on n'avait perçu aucune aumône spéciale à l'occasion de ces représentations, mais encore l'église de Lyon avait assigné une somme de 60 livres (2) pour les acteurs qui représentèrent le « Mystère de saint Nicolas de Tolentin » (3).

L'année suivante, il y eut au retour d'Italie de Louis XII une entrée triomphale du roi à Lyon, entrée dont tous les chroniqueurs ont rendu compte ; mais nous ne trouvons encore ici aucun indice quelconque pouvant nous permettre d'établir l'origine du droit des pauvres à Lyon, pas plus que nous n'en avons trouvé à propos des représentations qui furent données au Père du Peuple lors de ses séjours à Lyon en 1501 (4).

Quelques années plus tard, en 1513, les marchands florentins font jouer au puits de la Porcherie (5) « certains jeux et farces en faveur et à la louange du Pape » (6), et en 1518 la représentation des « Mystères de la Conception de Notre-Dame et de Saint-Jean-Baptiste » tient la foule ébahie sur la Place des Cordeliers pendant quatre jours successifs (6). Ces mystères, toujours en vogue à Lyon, étaient d'ailleurs

(1) Colonia, *Histoire littéraire de la ville de Lyon*, Lyon, 1728, t. II, p. 428.

(2) Pour les différentes valeurs successives de la livre tournoi ou parisis, voyez l'ouvrage de A. Bailly, *Histoire financière de la France*, Paris, 1830, en particulier le t. II, p. 302 et suiv.

(3) Aimé Guillon de Montléon, *Lyon tel qu'il était et tel qu'il est, ou tableau historique de sa splendeur passée*, Lyon, 1807, p. 77.

(4) Pour les différents séjours de Louis XII à Lyon, voyez l'ouvrage de M. E. Cuaz, *Histoire du couvent et du théâtre des Célestins*, Lyon, 1902, p. 136.

(5) Steyert (*op. cit.*, t. III, p. 67) nous apprend que c'était « un carrefour alors très vaste des rues de Gadagne et de la Loge ».

(6) Brouchoud, *op. cit.*, p. 19.

très « protégés et soutenus par Messieurs de ville, dans la pensée qu'ils détournaient le peuple de la débauche et des dissolutions où il se livrait d'ordinaire les jours de fêtes » (1).

Nous ne pouvons nous étendre plus longuement sur ces représentations à l'occasion desquelles nous ne trouvons aucune trace d'aumônes ou de dons faits en faveur des pauvres de la ville. Sans nous arrêter davantage aux jeux des divers mystères et farces qui furent encore donnés à Lyon, bien que certaines des pièces représentées à cette époque aient conservé une juste renommée (2), nous avons hâte d'arriver à l'année 1539 qui doit marquer une date importante dans notre étude historique.

(1) Extrait des « *Epoques remarquables et événements singuliers de la ville de Lyon, depuis sa fondation jusqu'en l'an 1600* », à l'année 1540. — Cet opuscule dont l'auteur est inconnu, a été inséré dans les almanachs de Lyon de 1745 et 1746. La suite de ces « *Epoques et événements* » depuis l'année 1600 jusqu'en 1643, a été publiée par les soins de M. A. Péricaud dans le *Courrier de Lyon*, numéros des 28 janvier et 7 février 1835.

(2) Nous citerons simplement deux pièces comme exemples : Le « *Mystère de la Nativité* » représenté en 1537 et la « *Farce de la cornette* » à peu près à la même époque. Dans un article sur *les théâtres de Lyon*, inséré dans l'*Annuaire de Lyon* de 1842, Boitel dit à propos de la première : « Bartélemi Aneau a une gloire particulière, c'est d'avoir en 1537 donné la première idée de nos opéras-comiques dans la pièce intitulée « *Mystère de la Nativité* », qui fut chantée en entier sur des airs en vogue de son temps » ; et à propos de la seconde, dont l'auteur est Jehan d'Abundance, notaire à Pont-Saint-Esprit, nous lisons dans Edouard Fournier (*op. cit.*, p. 438) : « Le type de la femme, un des quatre personnages de cette « farce nouvelle très bonne et très joyeuse » n'a qu'à grandir un peu pour devenir Béline ou Madame Evrard, compliquée d'une coquette. La comédie de quiproquo, avec scènes à double entente, est déjà en germe dans cette jolie farce, en même temps que la comédie de caractère. »



CHAPITRE II

LE DROIT DES PAUVRES DE 1539 A 1637.

Le première recette perçue au profit des pauvres par le trésorier de l'aumône générale. — Jean Neyron, fondateur du théâtre permanent à Lyon. — Les sommes qu'il verse à l'aumône. — Arrêts du Parlement de Paris du 27 janvier 1541 et du 17 novembre 1548. — Révolution accomplie dans le domaine théâtral à la suite de ce dernier arrêt. — Représentation donnée en l'honneur de Catherine de Médicis. — L'influence italienne prépondérante à Lyon. — Générosité des comédiens pour les pauvres. — L'autorité royale se préoccupe du sort des pauvres ; sa déclaration du 18 juillet 1572 visant spécialement la ville de Lyon. — Représentation théâtrale au Collège de la Trinité. — Recettes perçues du comédien Bellerose et des troupes jouant à Lyon. — Séjour d'une troupe ambulante de comédiens français. — Molière à Lyon et les pauvres.

C'est en 1539 que pour la première fois, nous voyons une recette provenant d'une représentation théâtrale être destinée aux pauvres. On lit, en effet, sur le livre de comptabilité du trésorier de l'Aumône générale que celui-ci a « reçu de Jehan Neyron pour certain appointment fait avecques iceluy de donner, chaque jour qui fera jouer en son eschaffault 5 livres tournois ; le premier jour commencé le 16^e de novembre 1539 duquel il a baillé 5 livres » (1). Ce Jean Neyron est le fondateur du théâtre permanent à Lyon.

(1) *Archives de la Charité*, E 152, p. 26.

Dans son *Histoire véritable de la ville de Lyon*, Claude de Rubys, racontant (1) l'entrée à Lyon « par la porte du Pont du Rhosne » du Cardinal de Ferrare, nouvellement pourvu de l'archevêché de cette ville rendu vacant par la mort de « Messire François de Rouen », nous fait connaître que « les rues où il passa, furent tapissées et plusieurs moralités représentées en la place du Puis pelu, en la Grand'rue de la Grenette, à la place de l'Herberie et à la place des Changes ». Nous voyons ainsi que les représentations étaient fort en honneur à Lyon et que les « beaux mystères » étaient « ce qui figurait avec le plus d'éclat aux entrées et aux réceptions » (2) des souverains et des princes.

Puis Claude de Rubys ajoute : « Ce fut environ ce mesme temps qu'un certain homme, nommé Jean Neiron, natif de Lyon, vendit tout le bien que son père lui avait laissé pour acheter des grands Grages, voisines du jardin des Augustins et du couvent des Dames de la Déserte, où il fit construire un beau grand théâtre avec son paradis au-dessus et l'enfer au-dessous et tout autour environné d'eschaffaux en forme de galeries pour recevoir les apparents de la ville, et estoient à trois estages l'un sur l'autre, et au-dessous y avait une place grande et spacieuse, avec des bancs pour le petit menu peuple, le tout bien cloz et couvert contre l'injure du temps. Et là par l'espace de trois ou quatre ans, les jours de dimanches et les festes après disner, furent représentées la pluspart des histoires du viel et nouveau testament avec la farce au bout pour récréer les assistants » (3).

De Rubys mentionnant la création à Lyon en 1640 d'un

(1) Claude de Rubys, *Histoire véritable de la ville de Lyon*, Lyon, 1604, p. 37.

(2) De Colonia, *op. cit.*, t. II, p. 429.

(3) Claude de Rubys, *op. cit.*, p. 37.

théâtre permanent, semble ne pas en avoir donné la date exacte, puisque dès 1539 Jean Neyron devait « bailler 5 livres chaque jour qu'il fera jouer en son eschaffault ». Et cette recette de 5 livres, que nous avons vu figurer à la date du 16 novembre sur le livre de comptabilité du trésorier de l'Aumône générale, se trouve mentionnée plusieurs fois encore cette même année 1539.

Ainsi le dimanche 7 décembre Neyron verse « pour deux journées de jeu qu'il a joué le... pour deux dimanches dix livres » (1); quelques jours plus tard la même recette de 10 livres est reçue par le trésorier « pour deux dymanches jusques au dymanche 14^e décembre par quictance ». Enfin on perçoit « du sieur Jean Neyron pour le dymanche 20^e décembre ledict jour 5 livres » (2).

Quelle était la nature exacte de ces recettes que nous voyons figurer en 1539 pour la première fois sur les livres de recettes et dépenses de l'Aumône générale ? Peut-on y voir l'origine de notre droit des pauvres actuel ? Ne serait-ce pas tout au moins une taxe équivalente ? Il nous suffit pour le moment de constater les faits et de retenir l'année 1539 comme marquant une date importante dans notre étude historique du droit des pauvres à Lyon.

En continuant à feuilleter le livre du trésorier de l'Aumône, nous trouvons encore des recettes provenant des représentations données par Jean Neyron « en son eschaffault ». Ainsi le dimanche 12 janvier il « donne à l'Aulmosne 5 livres » et le 13 février « pour le jeu qui fut joué » (3) le trésorier reçut pareille somme de Neyron.

(1) *Archives de la Charité*, E 152, p. 16.

(2) *Ibid.*, p. 28.

(3) *Ibid.*, p. 28.

Toutes ces représentations sont mentionnées comme ayant été données en la même année 1539, mais une erreur de date semble avoir été commise par le trésorier de l'Aumône générale, et il faut faire figurer à l'année 1540 les dons que fit Neyron pour les jeux joués le 12 janvier et le 15 février. En tout cas, Neyron « avait acheté dès le 4 avril 1538 dans la rue des Bouchers un jardin provenant des Carmes et plusieurs maisons situées entre l'église des Augustins et le monastère de la Déserte » (1); il avait eu le temps par conséquent, avant le 16 novembre 1539 ou même avant le mois de janvier, d'installer son théâtre dont « le haut, suivant Colonia (2), représentait le Paradis dont on voyait les joies; et le bas, l'enfer dont on entendait les hurlemens », et de l'environner « de balcons et de loges pour y recevoir un grand nombre de spectateurs ».

Ce qui nous prouve que les représentations données par Jean Neyron n'étaient point accidentelles et avaient lieu sur un véritable théâtre, bien qu'on l'appelât à cette époque un « eschaffault », et que malgré ses balcons et ses loges on ne puisse mettre en doute sa simplicité, c'est la mention que nous trouvons sur le registre suivant du trésorier de l'Aumône générale, où celui-ci déclare avoir « reçu de Jean Neyron qui a baillé à l'Aulmosne pour les jeux et mistères qu'il a fait jouer en son eschaffaulx despuys le 21^e de novembre 1540 jusques au 6^e de novembre 1541 à plusieurs foyz la somme de 50 livres tournois » (3).

Nulle trace de pareille recette dans le livre suivant de comptabilité. C'est que Neyron était mort à la fin de 1541, et Cochard nous apprend que « le théâtre ne subsista que

(1) Victor de Laprade, *op. cit.*, p. 232.

(2) Colonia, *op. cit.*, t. II, p. 429.

(3) *Archives de la Charité*, E 153, p. 34.

jusqu'à la mort de ce particulier » (1). Personne ne s'appliqua à soutenir l'œuvre qu'avait fondée Neyron ; à sa mort « l'esprit et la poésie disparaissent, les divertissements redescendent alors dans la rue » (2). Nul ne songea à donner de nouvelles représentations des « beaux mystères », ni surtout à suivre son généreux exemple et à donner comme lui son obole ou sa contribution aux pauvres de la Charité.

Il n'en était pas de même à Paris, où les nombreuses représentations des mystères et des farces provoquaient toujours le même enthousiasme et où cette même année le Parlement avait prescrit aux confrères de la Passion de « bailler aux pauvres la somme de mille livres tournois, sauf à ordonner plus grande somme (3) ». Nous ne voyons nulle part qu'il ait été question à Lyon de faire mettre en vigueur de telles prescriptions.

D'ailleurs, à cette époque, une véritable révolution allait s'accomplir dans le domaine théâtral, et cette révolution atteignait principalement les « beaux mystères » dont les représentations avaient été si longtemps en honneur, et

(1) Cochard, *Le guide du voyageur et de l'amateur à Lyon*, Lyon, 1826, p. 352.

(2) Brouchoud, *op. cit.*, p. 24.

(3) Da Costa Athias (*op. cit.*, p. 241) nous dit que « le Parlement alarmé du succès de la troupe qui, légèrement oublieuse de ses pieux débuts, s'était lancée dans des mises en scène peu orthodoxes, préoccupé surtout de la concurrence sérieuse que le théâtre faisait à l'Eglise prit vis à-vis des confrères une mesure de rigueur très connue dans l'histoire du théâtre. Par son arrêt du 27 janvier 1541 il leur prescrivit de commencer leur spectacle à une heure après midi, et de finir à cinq ; et à cause, y lisons-nous, « que le peuple sera distrait du service divin, et que cela diminuera les aumônes, ils bailleront aux pauvres la somme de mille livres tournois, sauf à ordonner plus grande somme ».

« dont le grand succès avait inspiré un dessein fort singulier à un de nos plus riches citoyens » (1).

Quelques années, en effet, après la mort du « particulier » Neyron, le Parlement, par un arrêt du 17 novembre 1548 (2), « inhibe et défend aux dits suppléans (les confrères de la Passion) de jouer le Mystère de la Passion de Notre-Seigneur, ne autres mystères sacrés, sous peine d'amende arbitraire ». C'est que les scènes grossières et les indécences « qui attireraient sans doute le gros de la foule » (3), avaient peu à peu envahi le drame religieux « si élevé lui-même et si émouvant » (3), et que le Concile de Trente qui venait de se réunir, « avait défendu de prendre dans l'Écriture des sujets d'amusement public et avait enjoint aux évêques de sévir contre ceux qui violeraient cette interdiction » (3). Le Parlement, par son arrêt du 17 novembre (4), « apportait sa propre sanction aux décrets du Concile » (5).

Certains auteurs (6) ont prétendu que cet arrêt avait aboli ou supprimé non seulement la représentation des mystères, mais encore toutes sortes de spectacles. Il semblerait donc

(1) Colonia (*op. cit.*, t. II, p. 429) fait allusion ici à la construction du « vaste théâtre » élevé à Lyon par Neyron.

(2) Le texte de cet arrêt est rapporté dans Georges Bureau, *op. cit.*, p. 26.

(3) Georges Bureau, *op. cit.*, p. 27.

(4) C'est de cette époque que daterait, selon Emmanuel Vingtrinier (*op. cit.*, p. 2), la fermeture par le Consulat du théâtre construit par Neyron « près de l'église des Augustins, sur lequel furent représentés les ouvrages du poète Choquet ». C'est aussi l'avis de Péricaud (*Notes et documents*, à l'année 1540).

(5) Georges Bureau, *op. cit.*, p. 27.

(6) Péricaud (*Notes et documents*, à l'année 1540) pense que « le théâtre de Jean Neyron fut probablement fermé comme tous ceux du même genre en 1548 » à la suite de l'arrêt du 17 novembre. Péricaud ajoute que « c'est probablement à cette époque que doit remonter l'origine des théâtres de la Crèche ».

très naturel qu'à partir de cette époque nous ne trouvions plus trace, sur les livres des trésoriers de l'Aumône, de recettes provenant des générosités des comédiens ou d'un droit des pauvres quelconque sur les théâtres.

En réalité, le Parlement en se conformant aux prescriptions du concile de Trente, fit seulement défense aux comédiens de représenter sur le théâtre des sujets sacrés, « leur permettant néanmoins, de pouvoir jouer autres mystères profanes, honnêtes et licites, sans offenser ni injurier autres personnes ». L'arrêt du 17 novembre ne portait ainsi atteinte qu'aux représentations des mystères proprement dits, et quelques années après, en 1566, le concile de Tolède venait fortifier l'arrêt du Parlement en prohibant « les farces et bouffonneries dont l'autel était souillé » (1).

C'est à cette époque, disent Lacan et Paulmier, « qu'on préleva sur le produit des représentations ce qu'on appelait l'aumône de la seconde porte, qui n'était autre chose qu'un droit des pauvres, et qui avait, disait-on, pour but d'absoudre du péché les spectateurs » (1). Il en fut peut-être ainsi à Paris, où l'arrêt du Parlement, rendu contre les confrères de la Passion, était sans doute appliqué dans toute sa rigueur ; mais si nous allons « à la dépouille » (2) des registres de l'Aumône générale, nous n'y trouvons aucune mention de cette « aumône de la seconde porte » qui aurait été un véritable droit des pauvres frappant les spectateurs à l'entrée des théâtres de Lyon.

L'arrêt de 1548, interdisant la représentation des mystères, laissa donc subsister les autres spectacles, et c'est

(1) Lacan et Paulmier, *Traité de la législation et de la jurisprudence des théâtres*, 2 vol. Paris, 1853, « Notice historique », p. 31.

(2) Nous empruntons cette expression à l'un des trésoriers de l'Aumône générale. — Voyez *Archives de la Charité*, E 463.

ainsi qu'au moment des fêtes données à Lyon en l'honneur de Catherine de Médicis, lorsque Henri II vint la rejoindre à Ainay, non seulement « pour bailler passe temps au roi logé à l'abbaye d'Ainay et à Messeigneurs les princes et seigneurs de sa cour », (1) on créa certain jeu de paume entre la Saône et le chemin d'Ainay (2), mais encore des représentations furent données en leur honneur, et le mercredi 25 septembre « sur les cinq heures du soir leurs Majestés allèrent à la comédie » (3). Et nous savons « qu'on vit dans cette comédie un spectacle nouveau en France, des vols et des enlèvements et d'autres machines. Lequel esbat fut à Sa Majesté d'une telle délectation qu'il ne s'en voulut contenter pour une seule fois » (4).

Lyon continue donc à cette époque à avoir des spectacles et des représentations, mais les pauvres ne semblent point avoir profité des recettes que pouvaient fournir les comédies et autres pièces qu'y jouaient les comédiens italiens. Depuis les fêtes données en l'honneur de Catherine de Médicis, l'influence italienne était en effet devenue prépondérante à Lyon comme à la cour, et les comédiens italiens avaient « profité de ces circonstances favorables » ; ils res-

(1) Bleton, *Lyon pittoresque*. Lyon, 1896, p. 49.

(2) Il est probable que ce jeu de paume remplaça l'ancien jeu de paume d'Ainay qui était sur l'emplacement des maisons réparties entre le quai d'Occident et la rue Sainte-Claire, et où le Dauphin François but le verre d'eau qui causa sa mort en 1536 (Steyert, *op. cit.*, t. III, p. 79).

(3) Brouchoud (*op. cit.*, p. 26) nous apprend que c'était le jeu de la Calendra, représenté par des artistes italiens, sous la conduite du Florentin Francisco Andriny.

(4) Colonia, *op. cit.*, t. II, p. 533. — L'auteur ajoute en note : « Ce fut la nation florentine qui fit représenter cette pièce de théâtre. Le roi en fut si charmé qu'il fit donner 500 écus d'or aux acteurs qu'on avait fait venir exprès de Florence, et la Reine leur en fit donner 300. »

tèrent pendant un siècle « les maîtres de l'art théâtral » (1).

Il faut arriver à l'année 1571 pour retrouver à Lyon une trace de générosité des comédiens à l'égard des pauvres. A cette date, en effet, le trésorier de l'Aumône mentionne sur son livre de comptabilité qu'il a « reçu des Italiens joueurs de comédie la somme de 26 livres 11 solz 1 denier pour ung don qu'ils ont fait à la dicte Aulmosne ». Pareil don fut renouvelé « un jour qu'ils jouèrent le lundy 22 décembre » (2).

Quelques années plus tard la générosité de ces comédiens se manifeste à nouveau. Le 4 novembre 1575 ils font à l'Aumône générale « don de la somme de 35 livres 10 solz 6 deniers tournois » (3), et le trésorier de cette maison hospitalière reçut « de la quête faicte une journée donnée par les comédiens italiens le 26^e de janvier 1576 la somme de 23 livres 10 solz tournois » (4).

Ces comédiens italiens (5), qui possédaient alors toutes les faveurs du public lyonnais, avaient complètement détrôné « les farceurs, les joueurs de la Basoche (6) et autres sortes de badins et joueurs de badinages, farces, mômeries et sotteries » (7). Mais il ne semble pas qu'ils aient donné des représentations à Lyon d'une manière permanente, ou du moins leur générosité à l'égard des pauvres, à l'occasion des spectacles qu'ils donnaient, était-elle des plus intermittentes.

(1) Steyert, *op. cit.*, t. III, p. 87.

(2) *Archives de la Charité*, E 177, folio 9.

(3) *Ibid.*, E 180, folio 44.

(4) *Ibid.*, folio 41.

(5) Sur ces comédiens italiens, voyez la note très intéressante de Brouchoud (*op. cit.*, p. 26, note 1).

(6) Pour la Basoche à Lyon, voyez Colonia (*op. cit.*, t. II, p. 578).

(7) Colonia, *op. cit.*, t. II, p. 537.

Au mois d'avril de l'année 1584 le trésorier de l'Aumône reçoit encore d'eux « la somme d'ung escu ung tiers, pour don qu'ils ont fait à ladicté Aulmone » (1). Puis jusqu'à la fin du xvi^e siècle, aucune recette de ce genre ne se trouve plus mentionnée sur les livres des trésoriers.

Cependant, à cette époque, le sort des pauvres ne laissait point indifférente l'autorité royale. Par son édit du mois de février 1572 et sa déclaration du 18 juillet visant spécialement la ville de Lyon, elle leur attribuait le produit de certaines amendes (2), mais elle ne songeait pas (3) à les faire bénéficier d'un prélèvement quelconque sur les recettes que pouvaient faire les comédiens jouant à Lyon ou les troupes de passage qui souvent venaient y donner des représentations.

Nous ne savons pas où avaient lieu ces représentations. Les gouverneurs de Lyon avaient bien dans leur hôtel une salle de spectacle, mais « a société officielle y goûtait seule les charmes des spirituels divertissements » (4) qu'on y donnait en son honneur, et il n'existait à cette époque au-

(1) *Archives de la Charité*, E 189, folio 7.

(2) Nous lisons dans Dagier (*op. cit.*, t. I, p. 161 à l'année 1593) : « Charles IX par son édit de février 1572, jugeant à propos de créer des juges de police dans toutes les villes du royaume, attribua aux pauvres les amendes qui seraient prononcées par ces juges ; et par sa déclaration du 18 juillet de la même année il voulut que cette attribution fût spéciale dans la ville de Lyon. Depuis divers jugements et arrêts ont adjugé les amendes pour faits de police moitié à l'Hôtel-Dieu et moitié à l'Aumône générale, malgré les efforts de ce dernier établissement qui prétendait y avoir seul droit. »

(3) C'est par erreur que M. Lombard de Buffières, dans sa note relative à l'origine des droits perçus sur les billets de spectacle, communiquée par l'auteur le 30 janvier 1865 au *Courrier de Lyon*, parle d'une ordonnance de 1591.

(4) Brouchoud, *op. cit.*, p. 26.

cun théâtre pour le public lyonnais. Lorsqu'Henri IV et son épouse vinrent à Lyon en 1600, il fallut « disposer de la salle des Clergeons à Saint Jean (1) pour les représentations que les comédiens italiens devaient donner » (2). Ces comédiens venaient de Florence, et la décision du roi leur accordant une salle de l'archevêché de Lyon pour y jouer la comédie, causa dans la ville un tel scandale (3) que pour l'en prévenir « le procureur et co-vicaire de Sainte-Croix fut envoyé le 15 novembre en Savoye où estoit le roy ». La salle des enfants de chœur ne fut alors accordée aux comédiens que « pour jouer pendant que le roy et la reyne seraient à Lyon » (4). Mais le grand scandale qui avait failli éclater et avait nécessité un voyage en Savoie, paraît avoir beaucoup plus préoccupé certaines personnes que le souci des malheureux et la pensée des recettes qu'on aurait pu leur procurer par quelque don généreux et plus ou moins volontaire de la part des comédiens, ou par un léger prélèvement effectué sur le produit des représentations offertes « au roy et à la reyne ».

(1) « La salle des enfants de chœur ou des Clergeons était dans le remarquable bâtiment du x^e siècle auquel on a donné le nom de Vieille-Manecanterie... C'est là que les troupes de comédiens attachés à la cour de France, ont donné leurs représentations... La salle se prêtait bien par ses vastes proportions aux nécessités de l'art dramatique italien. » Lettre de Brouchoud à Eudore Soulié à Versailles, p. 29 et 31 (Cette lettre est insérée dans la *Revue du Lyonnais*, 3^e série, t. I (année 1866, p. 298).

(2) Cochard, *Description historique de Lyon*, Lyon, 1817, p. 166.

(3) Nous savons cependant que c'était déjà là qu'avait été donné le jeu de la Calendra en 1548 devant Henri II et Catherine de Médicis (Brouchoud, *op. cit.*, p. 26).

(4) En novembre 1600 (Eudore Soulié, *Molière et sa troupe à Lyon*, p. 3. — Cet article a été inséré dans la *Revue du Lyonnais*, année 1866, t. I, p. 234 et 282).

En dehors des spectacles donnés à Lyon en l'honneur des souverains de passage, il semble qu'à cette époque les exercices dramatiques se soient presque entièrement réfugiés dans le collège de la Trinité. Depuis 1567, les Jésuites avaient remplacé Barthélemy Aneau (1) dans la direction de cet établissement. Sans doute, comme nous l'apprennent les contemporains, l'éclat des représentations données par leurs élèves, fut très considérable, mais nous constatons qu'il fut malheureusement sans aucun profit pour « l'entretennement des pauvres » (2).

C'est seulement à partir de 1621 que nous retrouvons sur les registres de comptabilité des trésoriers de l'Aumône générale les traces de la générosité des comédiens. C'est ainsi que « fait recepte le dict Garnier de la somme de 92 livres 3 solz qu'il a receu le 23 février 1621 pour autant qu'il s'est amassé par la libéralité des comédiens » (3); que le 19 septembre 1623 le trésorier reçoit « 81 livres 8 sols qu'est les frais distraicts que s'est trouvé dans la boyte de la comédie jouée le 9^e du présent au bénéfice des pau-

(1) Nous avons déjà eu l'occasion de parler de Barthélemy Aneau, dit l'Agneau, qui fut recteur du collège de la Trinité en 1540 puis en 1558. Charlety (*Histoire de Lyon*, p. 103) nous dit qu'il fut « un des premiers et le plus célèbre des recteurs du premier collège laïque et public fondé le 21 juillet 1527 ». Barthélemy Aneau est l'auteur de *Lyon marchand*, satire française, sous allégories et énigmes, par personnages mystiques, représentée en 1541 (de Beauchamps, *op. cit.*, t. I, p. 336). C'est aux représentations de cette satire que « les Lyonnais venaient applaudir au jugement de Dame Vérité, qui dans la comparaison de Paris, Rohan, Lyon, Orléans, donnait naturellement la palme à Lyon marchand » (C. L. Grandperret, article sur *les théâtres*, p. 323, article inséré dans *Lyon ancien et moderne*, de Léon Boitel, t. II, p. 321).

(2) C'est l'expression dont se sert le Parlement de Paris dans un arrêt du 6 novembre 1574, arrêt rapporté dans Cros-Mayrevieille, *op. cit.*, p. 28.

(3) *Archives de la Charité*, E 245, folio 1.

vres » (1) ; enfin que le 13 juillet 1626 un des recteurs lui remet 116 livres 10 sols 6 deniers « pour ce qui s'estoit amassé à la comédie faicte le 10^e mois, par la compagnie du sieur Bellerose » (2).

Nous ne savons si Bellerose fit de bonnes ou de mauvaises affaires à Lyon et s'il continua à y donner des représentations. En tout cas, l'Aumône générale n'eut pas la bonne fortune de voir à nouveau « s'amasser » quelques livres à la comédie « faicte » par sa compagnie.

Mais en arrivant à l'année 1641, nous constatons qu'il n'est presque pas d'années où les pauvres de l'Aumône ne profitent des représentations données par les troupes de comédiens. Ce sont des comédiens italiens, ou bien des comédiens au service du Prince d'Orange ou de Son Altesse royale (3) ; ils donnent aux pauvres le « provenu » (4) de certaines comédies, mais quelquefois ils en déduisent « leurs frais des chandelles et aultres » (5). Ce sont encore « les comédiens dicte la seule troupe royale » qui au mois de juillet 1648 jouent au profit des pauvres une comédie « dont le sujet fut Héraclius » (6), ou les comédiens « nommés la troupe des Fontaines » (7), au mois de décembre de la même année.

Les recettes que mentionne le trésorier de l'Aumône, dé-

(1) *Archives de la Charité*, E 251, p. LXX.

(2) *Ibid.*, E 256, folio 2.

(3) *Ibid.*, E 275, p. 4. — Le 22 janvier 1646 la Charité reçoit 283 livres, 11 sols des comédiens de son Altesse royale, Gaston, duc d'Orléans, frère de Louis XIII, qui après avoir entretenu la troupe de l'illustre Théâtre à Paris, lui avait retiré sa protection pour l'accorder à cette troupe de comédiens de campagne (Eudore Soulié, *op. cit.*, p. 6).

(4) *Archives de la Charité*, E 269, p. 5 ; E 1498 ; E. 275, p. 4.

(5) *Ibid.*, E 276, feuillet XIII.

(6) *Ibid.*, feuillet XVII.

(7) *Ibid.*, feuillet XXV.

passent quelquefois le chiffre de 350 livres (1) ; et quelquefois aussi la même troupe de comédiens donne une seconde représentation (2) en faveur des pauvres, ou bien plusieurs troupes se trouvant de passage à Lyon en même temps (3), chacune vient apporter aux pauvres de l'Aumône le « provenu » de sa comédie, la recette de sa « boyte » (4) ou les sommes provenant « des questes faictes à la porte de la comédie » (5).

Jusqu'à cette époque les différentes troupes qui parcouraient les provinces « comme le font encore aujourd'hui les troupes de cirque » (6), et qui s'arrêtant à Lyon témoignaient ainsi de leur générosité plus ou moins bénévole à l'égard des pauvres, étaient composées presque exclusivement de comédiens italiens, car les troupes ambulantes de comédiens français n'apparurent guère à Lyon que vers 1640. « La première, nous dit Brouchoud, sur le passage de laquelle il n'existe aucune incertitude, est celle de Dufresne

(1) Ainsi le 2 juillet 1648 (E 276, feuillet XVII), le 15 février 1752 (E 278, p. 2). « Ce jour là fut sans doute jouée la tragi-comédie de Villemot, puisque c'était le jour anniversaire de la Conversion de Saint-Paul » (Brouchoud, *op. cit.*, p. 74).

(2) Cela arrive en 1650 (E 283, p. 7).

(3) Il dut en être ainsi en 1655 (E 281).

(4) Cette « boyte » ou « boette » était donnée aux comédiens pour recevoir les aumônes, et ouverte de temps en temps par les recieurs de la Charité. Elles étaient sans doute comme celles qui servaient à recueillir dans toute la ville les offrandes des particuliers et dont plusieurs ont été conservées aux Archives de la Charité où on peut les voir.

(5) *Archives de la Charité*, E 279, p. 9.

(6) Auguste Bleton, *Molière à Lyon*. Lecture faite en séance privée du 21 juillet 1899 et en séance publique du 30 mai 1900 à l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Lyon, p. 6. — L'auteur fait très justement remarquer que « le théâtre actuel paraît d'ailleurs revenir ces traditions ».

en 1643 » (1). Mais nous ne trouvons cette année là aucune trace de « comédie donnée par les comédiens pour les pauvres de la dicte Aulmosne ».

L'année suivante, la troupe de Mitalla et de Jeanne de Roncerre arrive à Lyon et gagne à un tel point les faveurs du public qu'elle se fixe dans notre ville pendant plusieurs années. Ce sont sans doute ces comédiens qui font bénéficier les pauvres des recettes mentionnées sur les registres de l'Aumône générale en 1644 et de 1650 à 1652, car nous savons par ces registres le nom des différentes troupes de comédiens qui jouèrent dans l'intervalle pour les pauvres.

Il est probable que la troupe de Mitalla dut quitter Lyon en 1652 ; de nouveaux comédiens venaient en effet d'y arriver, et dès le début le succès de leurs représentations fut tel que Jeanne de Roncerre et ses compagnons, depuis longtemps en possession de divertir les Lyonnais, furent obligés de plier bagage et de reprendre leur ancienne vie nomade.

Cette nouvelle troupe était celle de Molière ; elle était arrivée à Lyon au commencement de l'année (2), et peut-être la tragi-comédie de Villemot représentée le jour anniversaire de la Conversion de Saint-Paul et dont la recette abondante procura aux pauvres la somme de 402 livres (3), fut-elle jouée par les anciens acteurs de l'IllustreThéâtre (4).

(1) Brouchoud, *op. cit.*, p. 74.

(2) Brouchoud, *op. cit.*, p. 74.

(3) *Archives de la Charité*, E 278, p. 2.

(4) Nous savons par le Lyonnais Chappuzeau que la troupe de Molière jouait à Lyon dans le quartier Saint-Paul. Auguste Bleton (*op. cit.*, p. 6, 7 et 8) nous dit que c'était au jeu de paume du quartier de l'Angile, et nous donne la description et la topographie de la salle. Brouchoud place cette salle de spectacles tantôt entre la rue de l'An-

Nombreux sont les auteurs qui ont étudié les séjours à Lyon du plus illustre de nos poètes comiques, et nous ne pouvons songer à suivre le développement de l'art théâtral à Lyon dans cette phase, pourtant si intéressante. Nous insisterons plutôt sur les nombreuses recettes provenant des comédies qui sont données à cette époque pour les pauvres et dont l'importance prouve la rapidité des succès de Molière à Lyon, si toutefois il était possible d'identifier la personnalité des acteurs ou de reconstituer le programme de leurs représentations,

Malheureusement il est rare de trouver mentionné sur les registres de l'Aumône générale le nom des comédiens ou le titre de leurs pièces. En 1626 nous y lisons le nom de Bel-lerose, ce brillant acteur qui joua longtemps les héros de Corneille à l'Hôtel de Bourgogne ; et nous savons qu'en 1648 une comédie fut « donnée... dont le sujet fut Héraclius ». Combien serait-il plus intéressant d'y voir figurer le nom de Molière et de savoir que notre grand comique avait joué au bénéfice des pauvres de Lyon le rôle de Mascarille ? (1).

En tout cas, il est permis de supposer que quelques-unes des représentations données pour les pauvres doivent être attribuées à la troupe de Molière ; quelques-unes, disons-nous, car Molière ne se fixa point à Lyon, comme l'avaient fait ses prédécesseurs immédiats. Mais nous savons qu'au mois d'avril 1655 il était revenu dans « ce très beau village » (2), et que, si la recette recueillie par M. de Fonta-

gile et l'impasse de la Douane (*op. cit.*, p. 36), tantôt dans la rue du Bœuf (*op. cit.*, p. 37, note 7).

(1) Mascarille est le nom du valet de l'« Etourdi », comédie de Molière, dont la première représentation eut lieu à Lyon en 1653.

(2) Charles Coyneau d'Assouci, *Aventures*, édition de 1678, t. I, p. 13

nelle le 23 mai 1654 (1) ou par M. de la Coste le 25 janvier 1655 (2) ne doit pas être le fruit de sa générosité, il semble au contraire presque certain que les comédies jouées au bénéfice des pauvres les 9 juin et 24 décembre de la même année (3) furent représentées par la troupe du Prince de Conti, dont Molière était depuis quelques années le protégé.

Nous pensons qu'il faut également attribuer à cette troupe la représentation du 28 février 1656 dont le produit s'éleva à plus de 360 livres, car d'Assouci, dans ses *Aventures*, nous apprend que « trouvant le séjour fort agréable et le peuple très honnête », il demeura trois mois à Lyon avec Molière et « Messieurs les Béjart... parmi les jeux, la comédie et le festin », et nous savons enfin qu'il ne partit pour Narbonne en leur compagnie qu'en mars ou avril 1656 (4).

(1) *Archives de la Charité*, E 279, p. 2.

(2) *Ibid.*, E 281, p. 1.

(3) *Ibid.*, E 281, p. 3.

(4) Brouchoud, *op cit.*, p. 7.



CHAPITRE III

LE DROIT DES PAUVRES DE 1657 A 1721.

La délibération prise en 1657 par les recteurs de l'Hôtel-Dieu et la première recette perçue au profit des pauvres par le trésorier de cet établissement. — Générosités des comédiens à l'égard des deux maisons hospitalières de Lyon. — Nombreuses troupes ambulantes jouant la comédie. — Les ballets et les opéras. — Louis XIV à un ballet donné au collège de la Trinité. — Les recettes d'opéras au profit des pauvres. — Ordonnance du 25 février 1699. — Les troupes sédentaires à Lyon et les sommes versées aux pauvres.

C'est donc à Nicolas Bies, dont la troupe avait succédé à celle de Molière, qu'il faut sans doute attribuer la représentation du 6 février 1657, dont la recette atteignit le chiffre de 322 livres 15 sous 6 deniers (1). Rien ne nous prouve cependant que ce soit cette nouvelle troupe dont parle l'historien de l'hôpital général de Lyon. « Des comédiens, dit-il, sont arrivés à Lyon. Les recteurs qui profitent de toutes les circonstances favorables à l'Hôtel-Dieu, s'adressent aussitôt à l'archevêque en sa qualité de lieutenant général au gouvernement de Lyon, pour être autorisés à enjoindre aux comédiens de jouer une fois au bénéfice des pauvres. Le Prélat accorde gracieusement cette autorisation, non seulement pour les comédiens actuels, mais encore pour tous ceux qui viendront à Lyon » (2).

(1) *Archives de la Charité*, E 1502.

(2) Dagier, *op. cit.*, t. I, p. 403 à l'année 1657.

Jusqu'à présent, quand les comédiens ont donné des représentations pour les pauvres, nous n'avons trouvé trace de ces recettes que sur les registres de l'Aumône générale. En 1657 les recteurs de l'Hôtel-Dieu obtiennent de l'archevêque le droit d'exiger des comédiens jouant à Lyon le bénéfice d'une représentation au profit des pauvres de cette maison, et les comédiens se soumettent à l'ordre qui leur est ainsi donné. A cette occasion les recteurs font imprimer des billets spéciaux (1); portant les armoiries de l'Hôtel-Dieu, et les comédiens, avec l'autorisation du Prélat (2), jouent le 19 février « dans la grand'salle de l'hostel de Monseigneur le gouverneur où réside mon dit Seigneur l'archevêque » (3).

A la suite de cette représentation, les recteurs mentionnent le 21 février, sur le registre des actes de leur bureau, l'autorisation qui leur a été accordée par l'archevêque d'exiger « une comédie pour lesdits pauvres malades », et la recette de 409 livres qui fut « mise es-mains dudit sieur Arthaud pour la passer en sa feuille et mettre en son compte ». Il est probable que les comédiens s'étaient pliés de bonne grâce aux exigences des recteurs, et qu'ils avaient même tenu à rehausser de leur mieux l'éclat de cette représentation charitable, car nous voyons les recteurs « rabattre à icelle somme les frais d'un ballet » (4) et accorder aux comédiens « 14 louis d'or » (4).

(1) Il y avait des billets pour le parterre, l'amphithéâtre, les premières et deuxième loges; il y avait aussi des contremarques. On en a conservé dans les Archives de l'Hôtel-Dieu, boîte 437.

(2) Auguste Bleton, *op. cit.*, p. 18.

(3) *Archives de l'Hôtel-Dieu*, extrait du registre des actes du bureau de 1656-1658, folio 92.

(4) *Archives de l'Hôtel-Dieu*, compte rendu du trésorier de 1656-1657, p. 6.

Certains auteurs ont pensé qu'il fallait attribuer aux succès de Molière à Lyon la pensée émise par les recteurs du grand hôpital. Il est permis, en effet, de le supposer, mais les recteurs ne nous ont pas transmis le nom des comédiens qui jouèrent alors dans la salle du gouverneur. Nous savons cependant que Molière était revenu à Lyon (1) ; on peut donc lui attribuer non seulement la représentation du 19 février, mais encore celle du 4 juin pour laquelle les « susdits comédiens pour autre comédie donnée... dite année » (2) versèrent la somme de « 51 livres 18 sols à icelle desdits 13 louis d'or à eux donnés ».

Malgré la contribution que leur impose la décision de 1657, les comédiens continuent à jouer au profit de l'Aumône générale. La représentation qui est donnée le 1^{er} juin pour les pauvres produit la somme de 225 livres 1 sol (3) et celle du « dernier jour dudit mois de décembre de la dicte année » (4) leur procure la somme de 217 livres.

L'année suivante (5), le trésorier reçoit encore « de MM.

(1) « Molière était à Lyon en 1657. C'est là que la rupture devint définitive entre le poète et son ancien protecteur. Celui-ci passa par la ville se rendant de Paris en Italie et il écrivit le 15 mai à son directeur l'abbé de Ciron à qui Pavillon l'avait confié : « il y a des comédiens ici qui portaient autrefois mon nom ; je leur ai fait dire de le quitter et vous pensez bien que je n'ai eu garde de les aller voir. » Raoul Allier, *La cabale des Dévots*, 1627-1666 (Paris, Armand Colin, 1906), p. 395. Le Prince de Conti avait été converti en 1653-1656 à Pézenas par Pavillon, évêque d'Alet. « Le prince, ajoute Raoul Allier, passa du jour au lendemain des pires excès de débauche à l'ascétisme le plus farouche, et rêvant tout à coup de la sainteté l'exigeait des autres avec autant de fureur que de lui-même. »

(2) *Archives de l'Hôtel-Dieu*, compte rendu du trésorier de 1656-1657, p. 6.

(3) *Archives de la Charité*, E 282, p. 2.

(4) *Ibid.*, E 282, p. 3.

(5) Molière était encore à Lyon en 1658, et c'est pendant ce séjour

les comédiens le 27^e dudict mois de febvrier, la somme de 101 livres 4 sols pour la comédie qu'ils ont donnée aux pauvres de la dicte Aumosne » (1). Peut-être les comédiens représentèrent-ils ce jour là la pièce de Dorimond intitulée « le Festin de Pierre ou le fils criminel » (2), ou « l'Andromède » de Corneille (3). Mais s'ils jouèrent ainsi au bénéfice de l'Aumône générale, nous ne trouvons aucune trace, sur les registres de l'Hôtel-Dieu, d'une représentation donnée au profit des malades indigents de cet hôpital, conformément à la décision rendue l'année précédente par l'Archevêque de Lyon.

En 1659 cette représentation eut lieu, car « le 2^e mars du susdit mois dudit an » (4) les comédiens font remise au trésorier de l'Hôtel-Dieu de « 251 livres 5 sols provenu d'une comédie qu'ils ont donnée ». Le mois précédent, ils avaient versé à l'Aumône générale la somme de 321 livres 13 sols « sur laquelle somme a esté desduict les frais qui ont été

de 1657-1658 que l'on place généralement l'anecdote de l'apothicaire Fleurant auquel Molière aurait dit un jour : « On parlera longtemps de vous, M. Fleurant » (Péridaud, *Tablettes chronologiques*, à l'année 1657). Il se peut que l'apothicaire Fleurant ait été un habitué du théâtre de la rue du Boeuf (Brouchoud, *Lettre à Eudore Soulié*, *op. cit.*, p. 27).

(1) *Archives de la Charité*, E 282, p. 4.

(2) Dorimond rendait ainsi populaire l'œuvre espagnole de Gabriel Tellez, religieux franciscain, qui sous le pseudonyme de Tirso de Molina, avait composé un drame intitulé : « Et Burlador de Sévilla », où Molière puisa l'idée de son « Don Juan » joué à Paris le 15 janvier 1665.

(3) « On a récemment signalé un exemplaire de l'« Andromède » de Corneille avec une distribution manuscrite, qui se rapporte selon toute vraisemblance à une représentation donnée à Lyon ; elle a fort bien pu être l'objet d'une de ces représentations à bénéfice. » Auguste Bleton, *op. cit.*, p. 19.

(4) *Archives de l'Hôtel-Dieu*, compte rendu du trésorier de 1658-1660, p. 4.

faicts tant pour les danseurs, violons que ce qui a esté donné aux suisses de Monseigneur l'Archevesque » (1), et plus tard aux mois de mai (2), d'août et de décembre (3) leur générosité se manifeste à nouveau à l'égard des pauvres de Lyon.

Nous trouvons encore la trace de cette générosité sur les registres de la Charité vers 1660, car « la dicte Aumosne » bénéficie alors de nouvelles représentations données aux pauvres. Il est vrai que le 6 mai il fallut déduire de la recette « les frais qui y ont esté faicts et 2 escus qui se sont trouvés faux » (4), et que le 10 mai la somme versée au trésorier ne fut que de 31 livres 1 sol 6 deniers « à icelle desduict » en effet 88 livres « pour avoir ladicte comédie ». La représentation du 30 décembre fut plus fructueuse, peut-être parce qu'elle fut « jouée chez Monseigneur le gouverneur (5) ».

A en juger par le nombre des comédies données chaque année aux pauvres de l'Aumône générale, il semble que les troupes de comédiens aient été assez nombreuses à cette époque, et qu'à Lyon il s'en soit souvent rencontré plusieurs à la fois. Mais toutes ne paraissent pas s'être conformées bien scrupuleusement à la décision de 1657. Le trésorier de l'Hôtel-Dieu mentionne cependant sur son livre de comptabilité « le 3 mars 1631 la somme de 202 livres 18 sols 6 deniers qu'on a receus de la comédie que Monseigneur l'Archevesque a accordé au profit des susdits pauvres » (6),

(1) *Archives de la Charité*, E 283, p. 2.

(2) *Ibid.*, E 283, p. 5.

(3) *Ibid.*, E 1504.

(4) *Ibid.*, E 283, p. 7.

(5) *Ibid.*, E 283, p. 8.

(6) *Archives de l'Hôtel-Dieu*, compte rendu du trésorier de 1661-1662, p. 2.

mais il est à remarquer que le trésorier de l'Aumône générale inscrit en même temps sur son registre plusieurs recettes, provenant des comédies qui furent « données par aumône aux pauvres », le 28 février (1), le 10 mai (2) et le 22 décembre (3).

Pendant les années qui suivent, et jusqu'en 1679, sauf cependant en 1667, nous relevons très souvent et plusieurs fois la même année, des mentions identiques sur les registres de la Charité (4). Le zèle charitable des troupes de comédiens ne se ralentit donc point à cette époque (5), mais il est bon de remarquer toutefois que les frais à déduire de la recette augmentent peu à peu.

Et par contre, durant tout ce laps de temps, nous ne trouvons que fort peu de représentations données au bénéfice des pauvres de l'Hôtel-Dieu. Le 1^{er} mars 1675 il fut « reçu à la porte de la comédie déduits les frais 190 livres 14 sols » (6) ; le 20 février de l'année suivante « le net restant de la comédie déduits les frais ne produisit que 179 livres 18 sols » (7) ; M. Tardy, l'un des recteurs, reçut probablement en 1677, « pour le net provenu de la comédie 123 livres 5 sols » (8), et le 28 février 1678 il ne fut « retiré de la comédie » que 21 livres 6 sols (9).

(1) *Archives de la Charité*, E 286, p. 30.

(2) *Ibid.*, E 1506.

(3) *Ibid.*, E 286, p. 30.

(4) *Ibid.*, E 289, p. 104.

(5) « A cette époque (1660), nous dit Brouchoud (*op. cit.*, p. 76), les troupes commencèrent à ralentir leur zèle charitable. »

(6) *Archives de l'Hôtel-Dieu*, compte rendu du trésorier de 1675-1676 folio 1.

(7) *Ibid.*, folio 3.

(8) *Ibid.*, compte rendu de 1677-1678, p. 2.

(9) *Ibid.*, p. 5.

La comédie ne cessait donc pas d'être jouée à Lyon, « bien que des troupes de campagne y soutinssent seules le mouvement dramatique » (1) ; il est probable que « leurs succès rendirent même longtemps impossible l'institution d'une troupe permanente » (1). Mais la réussite populaire des comédies représentées par ces troupes de campagne, ne pouvait faire concurrence à celle des autres genres de divertissements, tels que ballets ou opéras, dont le succès allait toujours croissant grâce aux encouragements bienveillants et aux marques de préférence que leur prodiguaient certaines personnes (2).

Déjà en 1658 Louis XIV (3) qui, le 14 novembre, avait fait avec sa cour une entrée solennelle à Lyon, avait assisté le 12 décembre dans le collège de la Trinité à Lyon à la représentation d'un ballet (4) du Jésuite Menestrier, ballet intitulé : « L'ancien autel de Lyon consacré autrefois à l'empereur Auguste et depuis rétabli et renouvelé à la gloire de

(1) Brouchoud, *op. cit.*, p. 41,

(2) C'est ainsi que nous voyons en 1675 l'archevêque Camille, frère du duc Nicolas de Villeroy, « accepter la dédicace du Ballet des « Amours de Diane et d'Endymion », en machines, dansé sur le fameux théâtre de Lyon par la troupe des comédiens de Monseigneur le duc de Villeroy ». Auguste Bleton, *op. cit.*, p. 18.

(3) On sait que le grand roi aimait tout particulièrement ce genre de divertissement « à cause de la hardiesse des vols et de la pompe des décorations », et qu'il ne craignit point de compromettre son prestige en dansant le 2 décembre 1666 sur le théâtre du château de Saint-Germain-en-Laye le ballet des « Muses » [dont les auteurs étaient Bensérade et Lulli], et en figurant l'année suivante, en compagnie de Mlle de La Vallière et de plusieurs seigneurs de la cour, dans le ballet de Molière intitulé « le Sicilien ».

(4) Nous pouvons citer encore une autre représentation célèbre d'un Ballet à 4 entrées, dansé à Lyon, le 28 mars 1663 devant la duchesse de Savoye, Mademoiselle de Valois. De Beauchamp, *op. cit.*, t. III, p. 154.

Louis-Auguste » (1). Nous savons aussi que, l'année précédente, un ballet dont les recteurs avaient payé les frais, avait embelli le spectacle du 19 février, jour de la première représentation donnée au profit des pauvres malades de l'Hôpital général.

Quant à l'opéra (2), il était parvenu « à s'établir à Lyon vers 1676 » (3), et « la salle consacrée à ces divertissements nouveaux fut construite (4) dans le voisinage de ce même théâtre où Barthélemy Aneau avait en 1537 donné la première idée de nos opéras » (5).

C'est en 1688, le 18 février, que le premier opéra au bénéfice des pauvres est donné « par la faveur de Monseigneur le duc de Villeroy » (6), et nous trouvons inscrite sur le registre du trésorier de l'Aumône la recette de « 1.659 livres 3 sols 6 deniers desduction faicte de 2 livres pour le vin aux machinistes, 15 livres aux huit commis des portes et pour les affiches 7 livres 10 sols aux soldats du guet qui gardent la porte, 11 livres 5 sols à M. Olivier soultz-lieutenant du guet et 450 livres au sieur Legay (7) directeur dudict opéra

(1) Péricaud, *Tablettes chronologiques*, op. cit., à l'année 1658.

(2) « Le fondateur de l'opéra en France est un Lyonnais, Pierre Perrin. Il vint à Paris avec le petit collet, et se donnant le titre d'abbé quoique son abbaye ne fût autre chose que la première pièce française mise en musique en 1659 par Cambert. » Morel de Voleine, *Lyonnoisanna*, Lyon, 1870, p. 29.

(3) Brouchoud, op. cit., p. 41.

(4) Cochard (*Description historique*, op. cit., p. 102) nous apprend que la salle d'opéra était dans la rue du Garet.

(5) Brouchoud, op. cit., p. 42.

(6) *Archives de la Charité*, E 1522.

(7) Legay était le directeur de l'Académie royale de musique à Lyon, et avait obtenu le privilège d'y donner des représentations théâtrales, (Emmanuel Vingtrinier, op. cit., p. 3). Pour l'aider, le Consulat lui avait donné une pension de 1.200 livres (Clerjon et Morin, *Histoire de Lyon*, t. VI, p. 260-263).

pour leurs frais » (1). Semblable représentation eut encore lieu en 1692, mais les pauvres ne bénéficièrent que de « la moitié de ce qui s'est questé à l'opéra donné aujourd'huy. . . étant convenu avec les acteurs qu'on partagerait » (2).

La représentation de ces opéras au bénéfice des pauvres ne rompt point les généreuses traditions des comédiens qui continuent à donner en même temps des comédies en faveur de l'Aumône générale. Les trésoriers inscrivent, en effet, chaque année sur leurs registres « le revenant bon des questes faites à l'opéra et comédie » (3) ; des mentions du même genre se trouvent aussi sur les comptes rendus de l'hôpital du Pont du Rhône, mais elles y sont beaucoup plus rares, car les recettes provenant d'opéra n'y sont plus inscrites qu'en 1696 et 1697.

L'examen des registres de l'Hôtel-Dieu en ces dernières années nous porte à croire que la fameuse décision de 1657 ne fut appliquée que très irrégulièrement, et cette constatation est bien faite pour nous surprendre ; car à la même époque, l'autorité royale « ne créait pas positivement » (4) le droit des pauvres, mais « instituait le mode de perception dont s'inspire la législation moderne ». Nous voyons, en effet, Louis XIV, par son ordonnance du 25 février 1699, ordonner « qu'à l'avenir, à commencer du premier mars prochain, il sera levé et perçu au profit dudit hôpital général un sixième en sus des sommes qu'on reçoit à présent, et que l'on recevra à l'avenir pour l'entrée auxdits opéras et comédies ; lequel sixième sera remis au receveur dudit

(1) *Archives de la Charité*, E 299, p. 30.

(2) *Ibid.*, E 301, p. 30.

(3) *Ibid.*, E 306, p. 43.

(4) Georges Bureau, *op. cit.*, p. 43.

hôpital, pour servir à la subsistance des pauvres » (1). Ce sixième était pris « sur le produit des places desdits opéras et comédies, sans aucune diminution ni retranchement, sous prétexte de frais ou autrement » (2), et il paraît qu'il fut « acquitté normalement » (3).

Les recteurs auraient pu, à cette occasion, se prévaloir avec un peu plus d'énergie, de l'autorisation qui leur avait été donnée par l'Archevêque quelques années auparavant, et réclamer des troupes de comédiens jouant à Lyon le bénéfice d'une représentation dont la recette aurait été l'équivalent du sixième octroyé par Louis XIV à l'Hôpital général de Paris.

Il est vrai qu'à cette époque « les troupes d'acteurs, étant devenues bientôt sédentaires, échappèrent à l'application du règlement de 1637 » (4). Elles continuèrent néanmoins à faire preuve de leur libéralité à l'égard des pauvres de Lyon, et si nous n'en trouvons plus que bien rarement la trace sur les comptes rendus de l'Hôpital général, il n'en est pas de même lorsque nous parcourons les registres du trésorier de l'Aumône.

Nous y voyons même à nouveau « une comédie représentée aujourd'hui pour les pauvres par les comédiens italiens » (5). Cette comédie, dont le titre était « le Banqueroutier ou l'Arlequin roy de chimère » (6), fut jouée le 3 mai 1703, probablement par la troupe italienne qui était « installée

(1) Cette ordonnance est rapportée dans le *Code de l'Hôpital général de Paris*, publié en 1786 (Georges Bureau, *op. cit.*, p. 83).

(2) Ordonnance du 30 août 1701 (Georges Bureau, *op. cit.*, p. 85).

(3) Georges Bureau, *op. cit.*, p. 83.

(4) Brouchoud, *op. cit.*, p. 78.

(5) *Archives de la Charité*, E 308, p. 63.

(6) *Ibid.*, E 1526.

dans la salle de l'Opéra de Bellecour » (1) ; et la mention inscrite par le trésorier de l'Aumône, nous apprend qu'on abandonna aux acteurs une partie de la recette « pour les frais et pour dédommager les dits, attendu que c'est une première représentation et un jour de feste » (2). Quelques mois plus tard, l'Aumône ne bénéficie que de « la moitié du provenu de la recette faite à la porte des Sauteurs (3), l'autre moitié étant pour l'Hôpital » (4).

Puis chaque année, sauf de rares exceptions (5), les pauvres de l'Aumône profitent de la bienfaisance des troupes de comédiens qui représentent en leur faveur des comédies ou des opéras. Le premier jeudi du Carême de l'année 1711, l'opéra « des Fêtes vénitiennes » joué dans la salle de spectacle « en place Bellecour » (6) produit la somme de 1.100 livres (7). Les recettes des représentations « d'Iphigénie » en 1712 (7) et 1714 (8) dans la salle du gouvernement, d'« Om-

(1) De Beauchamp, *op. cit.*, t. III, p. 329.

(2) *Archives de la Charité*, E 308, p. 63.

(3) Ces sauteurs, qui sont sans doute des danseurs de ballet, donnaient ce jour-là leur première représentation (*Archives de l'Hôtel-Dieu*, compte rendu du trésorier de 1702-1703, p. 8).

(4) *Archives de la Charité*, E 1526.

(5) Ces exceptions se réfèrent aux années 1704, 1709, 1716 et 1718.

(6) Extrait d'une relation manuscrite des ducs d'Anjou, de Bourgogne et de Berry, attribuée à Duché de Vancy qui appartenait à leur suite. « Après avoir traversé le pont de la Guillotière, on arrive en place Bellecour... elle a du côté droit de la ville de belles maisons, sur la gauche le cours, en face la maison où se joue l'opéra derrière laquelle la Saône passe et vient tomber à 100 pas de là dans le Rhône. » Rapporté dans la *Revue du Lyonnais*, 1838, p. 202. Cette maison où se jouait l'opéra était celle du sieur Dechaponay, louée par le Consulat au profit de Legay. Une inondation emporta le derrière de la salle, et Legay se réfugia dans l'Hôtel du gouvernement (*Archives municipales, Inventaire Chappe*, t. XVI).

(7) *Archives de la Charité*, E 312, p. 42.

(8) *Ibid.*, E 313, p. 46.

phale » en 1713 (1) et de « Callirhoé » en 1715 (2), sont encore à noter, bien qu'elles n'atteignent pas « le revenant bon de la comédie représentée pour les pauvres le 18^e de ce mois (février 1706) déduction faite des espèces fausses et défectueuses » (3).

Et pendant que nous continuons, jusqu'en 1721, à trouver sur les registres de l'Aumône les recettes de comédies et d'opéras joués en faveur des pauvres, pour la dernière fois nous relevons en 1701 sur le compte rendu de l'Hôpital général « le provenu de la comédie » (4) représentée au profit des pauvres malades conformément au règlement de 1657.

(1) *Archives de la Charité*, E 313, p. 46.

(2) *Ibid.*, E 1528 et E 314, p. 39.

(3) *Ibid.*, E 309, p. 60.

(4) *Archives de l'Hôtel-Dieu*, compte rendu du trésorier de 1706-1707, p. 4.

CHAPITRE IV

DROIT DES PAUVRES DE 1721 A 1789

Mentions nouvelles inscrites en 1721 sur les registres des trésoriers de la Charité. — Les bals de l'Opéra et les fêtes données à Lyon. — Les concerts et la protection que leur accorde le Consulat. — L'abandon des anciennes traditions de bienfaisance à l'égard des pauvres. — Les courses de chevaux de 1774 et la générosité de Mme Lobreau.

Si les pauvres de l'Aumône ont souvent bénéficié de la libéralité des troupes de comédiens à leur égard, si les recettes provenant des représentations données en leur faveur font l'objet de mentions beaucoup plus nombreuses sur les registres de la Charité que celles figurant sur les livres de comptabilité de l'Hôtel-Dieu, si elles atteignent encore un chiffre généralement plus élevé, cependant nous savons que les pauvres valides de Lyon ne profitèrent guère plus longtemps que les pauvres malades, de la bienveillante générosité des comédiens. Car dès le début de l'année 1721 nous trouvons une inscription nouvelle sur le registre du trésorier.

Il n'y est plus question d'une comédie donnée pour les pauvres, mais d'une somme reçue « de plusieurs personnes charitables pour dédommager cet hôpital du produit de la représentation de la comédie qui ne jouera point pour les pauvres comme anciennement et toutes les années (1) ». Un

(1) *Archives de la Charité*, E 317, p. 4.

mois plus tard, une autre mention nous apprend « qu'on n'a pas fait jouer (2) » la comédie, et que « plusieurs personnes charitables pour indemniser les pauvres » (1) ont versé une nouvelle somme entre les mains du trésorier.

Celui-ci ne nous renseigne en aucune façon sur les événements qui ont empêché les comédiens de jouer « comme anciennement et toutes les années », et nous n'avons trouvé dans les archives hospitalières aucune trace de règlement nouveau imposé aux troupes jouant à Lyon, ni aucun indice nous renseignant sur l'existence à cette époque d'un droit des pauvres sur les théâtres de Lyon, ou même nous permettant de découvrir une institution équivalente dans quelque nouvelle prescription qui aurait été mise alors en vigueur.

Les archives de la ville ne nous fournissent également aucune indication à ce sujet, et ainsi il ne nous est pas donné d'entrevoir les raisons pour lesquelles les recteurs des maisons hospitalières de Lyon ne crurent pas devoir remettre en vigueur l'ancien règlement de 1637 ou faire prendre une nouvelle décision à l'égard des comédiens, alors qu'à Paris le droit des pauvres venait d'être augmenté et que l'expression « quart des pauvres » y devenait courante (2).

Ce que nous savons, c'est qu'en 1722 le théâtre continue à fonctionner à Lyon comme par le passé, et que des trou-

(1) *Archives de la Charité*, E 317, p. 6.

(2) Le 5 février 1716 une ordonnance établit une nouvelle taxe d'un neuvième en sus du prix d'entrée, pour être employée à l'agrandissement des bâtiments de l'Hôtel-Dieu. Ce neuvième en sus, joint au sixième que l'on percevait pour l'Hôpital général, aboutissait à faire prélever à peu près le quart de la recette (Georges Bureau, *op. cit.*, p. 110).

pes ambulantes y donnent des représentations en même temps que les comédiens italiens privilégiés du duc de Villeroy. Mais bientôt le public, effrayé peut-être par les incendies qui à deux reprises consumèrent alors la salle de spectacle (1), semble préférer au théâtre « les profusions de fusées et les excès de lampions » (2) que fait la ville pour les feux d'artifice sur l'eau et les illuminations en l'honneur de la naissance ou du mariage de quelque prince de la cour ; il se laisse aussi attirer par de nouveaux divertissements, tels que les danseurs de corde (3) et les bals de l'Opéra (4).

(1) Les *Archives municipales* (série BB, reg. 246) nous apprennent que la salle dite du Jeu de Paume dans le quartier des Terreaux, fut incendiée en 1689, et Cohard (*Description historique, op. cit.*, p. 102) nous raconte que c'était le troisième incendie de cette salle de la rue du Garet. Nous avons vu que le théâtre avait été installé à Bellecour ; après une inondation, il fut en 1713 transporté dans la maison de la veuve Pramiral, qu'avait achetée le maréchal de Villeroy, sur la Place du Gouvernement (Cohard, *Guide du voyageur, op. cit.*, p. 352). Cette salle fut incendiée le 4 juin 1722. Reconstitué et augmenté de la maison du sieur de Chanzay, le théâtre est incendié en décembre 1723. A la suite de ces incendies, le Consulat accorde le 31 décembre 1726 une indemnité à Mlle Desmarets, alors directrice du spectacle. *Archives municipales*, série BB, reg. 286 et *Inventaire Chappe*, t. XVI, p. 463 et s.

(2) Vingtrinier, *op. cit.*, p. 7.

(3) « Il y a des danseurs de corde sur la place des Terreaux ; une jeune fille descend sur une corde tendue du sommet du dôme de l'Hôtel de Ville jusqu'à l'entrée de la rue de la Loge. Ils établissent un théâtre sur la place. » Morel de Voleine, *Petite chronique lyonnaise, 1714-1784* (insérée dans la *Revue du Lyonnais* de 1851) au 25 juillet 1734.

(4) Ces bals avaient lieu à l'Opéra, et nous savons que la dame Desmarets qui avait le privilège de l'opéra, donnait deux grands bals par semaine. C'est à un de ces bals qu'est conduit le 22 novembre 1741 l'ambassadeur turc, Mehemet-Pacha Beglerbey de Romélie, et où il était, dit-il, si étonné de voir tant de liberté dans ces sortes de fêtes tant de la part des hommes que des femmes, qu'il fallait être de vrais saints ou eunuques pour ne pas succomber à la tentation de la chair (Morel de Voleine, *Petite chronique lyonnaise, op. cit.*). Il est intéressant

Il faut ajouter que « le dilettantisme devenait à la mode ; toute la noblesse allait entendre les symphonies » (1) qui se jouaient dans la nouvelle salle de concert (2). « Le public subissait l'attrait de cette nouveauté et l'Opéra battait de l'aile » (3), bien qu'il ne se jouât plus « en Bellecour », ce quartier trop éloigné du centre de la ville (4) où « aucune voiture n'existait pour s'y rendre » (5).

Depuis quelque temps l'Opéra avait été installé sur la courtine du Rhône, derrière le jardin de l'Hôtel de ville, dans le jeu de paume du sieur Louis Bron. Mais il paraît qu'on y jouait rarement, parce qu'il ne s'y trouvait, au dire d'un contemporain (6), « que des libertins et des filles de joie » (7). Si bien qu'en 1729 le Consulat était obligé de

de remarquer que cette liberté d'allures, en contraste si frappant avec la froide réserve des Lyonnais actuels, était déjà mentionnée au siècle précédent par le Lyonnais Chappuzeau : « C'est Bellecour, dit-il revêtu d'un gazon toujours vert et si uni que l'on croit plutôt fouler aux pieds ces tapis qu'à inventer la mollesse turque. C'est là où se pratiquent toutes sortes d'honnêtes galanteries, marques trop visibles de la douce liberté lyonnaise. C'est là qu'il se voit mille personnes lestement vêtues... » (Chappuzeau, *Lyon dans son lustre*, Lyon, chez Scipion Jasserre, aux dépens de l'auteur 1636, in-4° de xxiv et 112 pages).

(1) Vingtrinier, *op. cit.*, p. 12.

(2) Cette nouvelle salle de concert, réservée à l'Académie des Beaux-Arts fondée en 1713, fut construite en 1724 par Servandoni, entre l'église des Cordeliers et les Halles actuelles. Elle fut démolie en 1837 (André Steyert, *op. cit.*, t. III, p. 367).

(3) Vingtrinier, *op. cit.*, p. 13.

(4) Voyez à ce sujet la lettre écrite au Consulat le 5 janvier 1706 par Prost de Grangeblanche, avocat et procureur général de la ville et communauté de Lyon (*Archives municipales, Inventaire Chappe*, t. XVI).

(5) Rapporté par Holstein, *Le conservatoire de musique et les salles de concert à Lyon*, étude historique parue dans la *Revue d'histoire de Lyon*, 1904, p. 176. — C'est vers 1730 que les fiacres furent installés à Lyon au nombre de 13 ; en 1755 il y en eut 23 (Steyert, *op. cit.*, t. III, p. 364).

(6) Rapporté par Vingtrinier, *op. cit.*, p. 11.

(7) Tout est bien relatif et il faut se méfier des exagérations. Nous

voter une subvention de 4.000 livres pour soutenir le spectacle jusqu'à la clôture « sans lequel secours estoit sur le point d'être renvoyé par l'impossibilité de payer les acteurs du produit de la recette » (1).

Quelques années plus tard « le beau monde reprenait le chemin du théâtre » (2) pour applaudir la célèbre tragédienne Clairon (3) et les comédiens de Monseigneur le duc de Villeroy (4). La direction fait alors salle comble avec certaine pièce qui obtient des Lyonnaises « un grand succès de sensibilité » (5).

Durant toute cette période, où le mouvement théâtral se développe beaucoup à Lyon, le Consulat s'occupe uniquement de l'éclat des représentations, de la réparation (6) et surtout de l'embellissement des salles de spectacle, de l'ordre et de la tranquillité qui doivent y régner (7) ; il ne né-

savons d'ailleurs qu'en avril 1720 la duchesse de Modène, fille du Régent, séjourna quelques jours à Lyon et que l'Archevêque de Rochemore la mena partout, même au spectacle (Morel de Voleine, *Petite chronique lyonnaise*, *op. cit.*, au 14 avril 1720; et Vingtrinier, *op. cit.*, p. 7).

(1) *Archives municipales*, série BB, reg. 293.

(2) Vingtrinier, *op. cit.*, p. 16.

(3) Le 30 avril 1756 a lieu l'inauguration de la salle Soufflot, élevée dans le jardin de l'Hôtel de Ville. Après un prologue en vers libres, intitulé le « Réveil d'Appolon », Clairon joue le rôle d'Agrippine dans « Britannicus » ; le lendemain elle joue Idamé dans « l'Orpheline de la Chine ». *Archives du Rhône*, t. XIII, p. 437.

(4) Les comédiens dépendaient à Paris des gentilshommes de la chambre, et à Lyon du gouverneur.

(5) Les *Affiches de Lyon*, numéro du 6 mai 1761, nous apprennent que la première représentation du « Père de famille », de Diderot, eut un grand succès de sensibilité en février 1761.

(6) Ainsi en 1739, *Archives municipales*, série BB, reg. 309, à l'année 1739, folio 77 ; en 1746, série BB, reg. 309, à l'année 1746, folio 118. — Voyez d'ailleurs à ce sujet la notice de Bellin sur l'édification du Grand Théâtre.

(7) Ainsi l'ordonnance du 7 juin 1746, *Archives municipales*, série BB, reg. 318, à l'année 1746, folio 91.

glige rien pour assurer la bonne composition des troupes d'opéra, il assigne des pensions viagères aux principaux acteurs et actrices (1), à des chanteuses comme Marie Huguenot (2) ou Marie-Françoise Sélim (3). Mais il ne s'occupe nullement des secours « certains et abondants » qu'une légère contribution imposée soit aux directeurs, soit aux spectateurs, aurait pu procurer aux pauvres de la ville.

Le Consulat pensait-il que « il ne devait plus y avoir de pauvres à l'avenir (4), le ministre d'Argenson l'ayant décidé dans sa haute sagesse » (5) et ayant supprimé la taxe des pauvres à Paris en 1749 (6) ? Nous ne le pensons pas ; car non seulement il venait en aide aux ouvriers pauvres de la fabrique (7), aux ouvriers en « étofes de soye » (8), et donnait tous les ans des aumônes aux prisonniers et aux reli-

(1) *Archives municipales*, série BB, reg. 309, folio 130.

(2) Le 13 juin 1737 le Consulat lui accorde 1.000 livres de rente, *Archives municipales*, série BB, reg. 309, folio 70.

(3) *Archives municipales*, série BB, reg. 318, à l'année 1744, folio 30 ; à l'année 1745, folio 117 et à l'année 1748, folio 67.

(4) « Pour supprimer le paupérisme l'ingénieux ministre s'était avisé que le meilleur moyen était de faire disparaître les pauvres eux-mêmes en les transportant tous aux colonies sans leur demander leur avis. » Béchet, *op. cit.*, p. 83. — Voyez aussi le *Journal de Collé*, p. 230, cité par de Guillin, *op. cit.*, p. 23.

(5) L. Hesse, *Rapport sur le droit des pauvres à la conférence Molé*, Paris, 1878.

(6) La taxe fut vite rétablie par d'Argenson lui-même. A la suite de procès interminables, un arrangement survint en 1762 qui consentait des abonnements avec réduction.

(7) Ainsi en 1740 mandement de 11.401 livres 2 sols 9 deniers à la date du 29 décembre (*Archives municipales*, série BB, reg. 309, à l'année 1740, folio 202). De même en 1742 (*Ibid.*, à l'année 1742, folio 161).

(8) Ainsi en 1743 (*Archives municipales*, série BB, reg. 309, à l'année 1743, folio 166). De même le 31 décembre 1744 (*Ibid.*, à l'année 1744, folio 173).

gieux mendiants ; non seulement il distribuait ou faisait distribuer par les curés (1) des secours en argent et en nature (2) aux pauvres des neuf paroisses de la ville ; mais encore il cherchait par tous les moyens à venir en aide le plus possible aux hôpitaux de Lyon ; il supprimait même l'éclairage des rues (3) pour en appliquer les frais aux besoins de l'hospice de la Charité (4), et il créait des rentes perpétuelles au profit des pauvres de l'Hôtel-Dieu (5).

Le théâtre lui-même, s'il paraissait avoir oublié ses anciennes et longues traditions de générosité à l'égard des pauvres lorsqu'il leur donnait le « provenu net » d'une comédie ou le « revenant bon » d'un opéra, du moins ne restait-il point indifférent aux diverses œuvres de charité, et il lui arrivait encore d'abandonner à quelque-une d'entre elles la recette d'une première représentation (6).

Mais il survient alors un fait qu'il nous faut signaler. Nous savons qu'au mois de janvier 1774 un Anglais qui

(1) Ainsi en 1740 mandement du Consulat de 8.308 livres 10 deniers à la date du 15 mars (*Archives municipales*, série BB, reg. 309, à l'année 1740, folio 49).

(2) Mandement de 12.081 livres 10 sols, le 11 avril 1741, pour la valeur des légumes distribués (*Archives municipales*, série BB, reg. 309, à l'année, 1741, folio 52).

(3) Cet éclairage fut repris en 1754.

(4) Rapporté par Steyert, *op. cit.*, t. III, p. 363.

(5) Le 24 février 1745 un acte consulaire porte création de 725 livres de rente perpétuelle. *Archives municipales*, série BB, reg. 318, à l'année 1746, folio 25.

(6) Suivant l'exemple de Beaumarchais, le théâtre de Lyon donne au profit des pauvres mères nourrices, le 3 mars 1785 la première représentation de « Norac et Javolei », drame en 3 actes de Marsollier, tiré des « Mémoires » de Beaumarchais. La recette de 30.74 livres fut envoyée par la directrice du théâtre, Mlle Destouches, au dépôt des secours (*Revue du Lyonnais*, III^e série, t. V, *Petite chronique*, 16 novembre 1785).

depuis deux mois donnait des spectacles de courses de chevaux dans la rue d'Auvergne près des sœurs de la Marmite, donna pour ses adieux deux séances au profit des pauvres de la paroisse, et que Mme Lobreau, directrice des théâtres, fit abandon de son quart à cette occasion (1).

Quel est ce quart? Pouvons-nous y voir une trace de l'existence du droit des pauvres sur les spectacles de Lyon à cette époque? Evidemment il n'était pas encore question d'appliquer le droit des pauvres aux prix d'entrée sur les champs de courses (2). Mais la « bonne » (3) Mme Lobreau, ayant peut-être l'abonnement du droit des pauvres et pouvant par suite prélever le quart de la recette des courses, l'aurait abandonné aux pauvres au profit desquels étaient données les deux séances d'adieux. Malheureusement il est assez difficile de chercher à étayer une pareille supposition, et il est plus probable que le quart abandonné par la « fée Urgelle » (4) était une simple redevance et pour ainsi dire

(1) Morel de Voleine, *Petite chronique lyonnaise*, op. cit., janvier 1774.

(2) C'est en 1871 que pour la première fois, croyons-nous, cette question a été posée. C'était à l'occasion des courses de Saint-Etienne de Rouvray (Seine-Inférieure). — Voyez à ce sujet l'article de Georges Michel sur « Le droit des pauvres », dans l'*Economiste français* du 20 juin 1891.

(3) Morel de Voleine, *Petite chronique lyonnaise*, op. cit. — Nous voyons qu'à la date du 5 septembre 1785 eut lieu une relâche extraordinaire au théâtre à cause de la mort de Mme Lobreau. « Elle a été regrettée généralement, ajoute-t-on, et plus particulièrement des pauvres de la paroisse de Saint-Pierre. »

(4) C'est ainsi que l'appelait le comédien Fleury (Grandperret, *Théâtres*, op. cit., dans Boitel, op. cit., t. II, p. 340). Fleury, dans ses *Mémoires*, raconte que sous le règne de cette directrice le théâtre de Lyon pouvait rivaliser de magnificence et d'éclat avec les plus brillants de la capitale ». Nous savons d'autre part que, par une délibération du 6 juin 1780 (*Archives municipales*, sér. BB, reg. 349, f° 234),

un droit à l'existence que les directeurs des différents spectacles de la ville devaient payer au directeur du grand théâtre, seul bénéficiaire d'une concession municipale ou de privilèges quelconques (1).

Et c'est ainsi que nous arrivons à l'année 1789 où éclate ce grand bouleversement qui doit « renverser l'antique édifice de la monarchie française et livrer le pays à d'épouvantables catastrophes, à de sanglantes révolutions périodiquement renouvelées » (2), et où notre malheureuse ville va payer de la richesse et du sang de ses citoyens l'ambition et les rivalités de quelques hommes dont « les opinions se résument en appétits » (3).

le Consulat témoigna sa satisfaction à Mme Lobreau et lui fit offrir une bourse de 120 jettons. — A propos des mémoires du comédien Fleury, Vingtrinier (*op. cit.*, p. 36) fait observer qu'ils ont été composés par P. Lafitte (1835-1837) qui a mis à contribution les mémoires du temps, « car, dit-il, il résulte de témoignages authentiques que Fleury n'a pas laissé d'écrits ».

(1) Nous verrons plus loin, d'après un acte consulaire du 28 mai 1790 qu'il a dû en être ainsi : d'ailleurs ce régime de privilège semble avoir survécu à la Révolution, car nous savons que de 1806 à 1864 certains spectacles de province devaient acquitter une redevance au profit des troupes privilégiées, et qu'à Paris l'ordonnance du 24 août 1831 avait affranchi de cette redevance les diverses entreprises qui payaient tribut à l'opéra. — Voyez à ce sujet Georges Bureau, *op. cit.*, p. 130 et 131.

(2) André Steyert, *op. cit.*, t. III, p. 443.

(3) *Ibid.*, p. 487.

CHAPITRE V

LE DROIT DES PAUVRES DEPUIS LA RÉVOLUTION JUSQU'À LA LOI DU 7 FRIMAIRE AN V.

La tourmente révolutionnaire à Lyon et les interruptions constantes des représentations. — Loi des 16-24 août 1790. — Liberté des théâtres établie par la loi des 13-19 janvier 1791 et abolition de toutes les charges comme conséquence de cette émancipation. — Lyon dans le sang. — Arrêté du Directoire exécutif du 11 nivôse en IV. — Représentations données au bénéfice des indigents. — Loi du 7 frimaire an V et établissement définitif du droit des pauvres. — Création du bureau de bienfaisance à Lyon et sa substitution aux hôpitaux pour les recettes perçues dans les théâtres.

On dit parfois que la tourmente révolutionnaire supprima le droit des pauvres (1). Cela n'est pas rigoureusement exact. « La tendance des hommes d'alors, et il faut leur en faire gloire, n'était pas de sacrifier le sort des humbles aux intérêts des grands ; il serait donc étrange que le même législateur qui faisait de l'assistance une dette nationale eût supprimé purement et simplement la seule taxe perçue en faveur des pauvres (2). Il faut reconnaître cependant que l'impôt sur les billets d'entrée au théâtre fut atteint dans son principe, là où il existait, par le décret du 4 août 1789 qui faisait disparaître toutes les redevances dues aux gens de main morte.

(1) Ainsi voyez le *Répertoire général alphabétique du droit français*, de Fuzier-Herman, V^e *Droit des pauvres*, n^o 12.

(2) Béchet, *op. cit.*, p. 84.

Mais il devait être pourvu d'une autre manière au soulagement des pauvres, et jusqu'à ce moment la perception de taxe était provisoirement maintenue par le décret du 4 août. Nous n'en trouvons aucune application à Lyon ; et si le corps municipal « assemblé en l'hôtel commun » (1) s'occupe des spectacles, c'est uniquement pour contrôler les recettes, veiller au paiement des appointements des acteurs (2) ou des hommes de la Compagnie du guet chargés de la garde du théâtre au lieu et place des anciens gardes du gouverneur (3), ou enfin laisser à « Farges et consorts (4) » l'entreprise des spectacles et « le privilège des dits spectacles et de tous ceux qui pourroient se donner à Lyon, le droit d'exiger le quart (5) de toutes les recettes de tous les spectacles se donnant dans le ressort de la municipalité » (6).

Il est vrai que bientôt un ordre de la municipalité fermait les nombreuses salles (7) de spectacle où « les tristes ou-

(1) Ordonnance du corps municipal assemblé en l'hôtel commun, relative au contrôle des recettes des spectacles, en date du 15 avril 1790 (*Procès-verbaux des séances des corps municipaux de la ville de Lyon*, II^e partie, « Administration municipale »).

(2) Délibération municipale du 8 mai 1790 (*Procès-verbaux*, *ibid.*).

(3) Délibération municipale du 17 juin 1798.

(4) Délibération municipale du 22 mai 1790.

(5) C'est ce quart dont Mme Lobreau, directrice des théâtres, devait avoir le bénéfice et qu'elle abandonna en faveur des pauvres au mois de janvier 1775, comme nous l'avons vu plus haut.

(6) Délibération municipale du 28 mai 1790 (*Procès-verbaux*, *op. cit.*).

(7) Les principales salles de spectacle à cette époque étaient le Grand théâtre (salle Soufflot) et le Théâtre des Célestins qui fut ouvert au public le 7 avril 1792 et s'appelait l'Ecole des mœurs républicaine, puis Théâtre des Variétés (Cuaz, *op. cit.*, p. 251). Nous savons aussi par Cocharde (*Guide du voyageur*, *op. cit.*, p. 354) que « durant nos désordres politiques de la Révolution le Théâtre des Capucins, celui de St-Marcel, des Bleus Célestes, etc..., eurent une grande vogue ». Pour

vrages éclos en un jour de malheur » (1) avaient pris la place des chefs-d'œuvre des maîtres. « Depuis le 26 juillet jusques et compris le 17 août, temps pendant lequel le drapeau rouge a été déployé en cette ville » (2), les spectacles sont interrompus à Lyon ; mais cet état de choses était un peu général, puisque la loi des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire, autorisa dans son titre XI, article 4, la réouverture des spectacles publics qui « ne pourront être permis et autorisés que par les officiers municipaux » et « à charge d'une redevance envers les pauvres », redevance fixée au quart de la recette brute comme avant la Révolution.

La « halle ordinaire des spectacles » (3) ouvre donc à nouveau ses portes au public lyonnais, mais il ne semble pas qu'aucune redevance en faveur des pauvres ait jamais été perçue à cette époque sur les entrepreneurs ou directeurs de théâtres à Lyon. Nous ne savons rien non plus sur l'application de la fameuse loi des 13-19 janvier 1791, établissant la liberté des théâtres (4) et entraînant comme con-

le Théâtre des Bleus Célestes, voyez Paul Saint-Olive, *Mélanges historiques de Lyon*, Lyon, 1864, p. 108. Cochard nous apprend encore (*op. cit.*, p. 450) que « après le règne de la Terreur, la privation que le peuple avait eue de l'usage des théâtres les fit rechercher avec ivresse. Deux salles à la fois s'établirent sur la petite Place des Capucins ; l'une sous le titre de Théâtre des jeunes artistes et l'autre sous celui de Théâtre de la Gaité ». Cette Place des Capucins avait été ouverte sur le sol du jardin des Capucins du Petit Foreys, établis à Lyon en 1622, et non des grands Capucins établis en 1575 dans la maison du Gagne.

(1) Vingtrinier, *op. cit.*, p. 113.

(2) Délibération municipale du 27 novembre 1790 (*Procès-verbaux*, *op. cit.*).

(3) Délibération municipale du 5 janvier 1791.

(4) Voyez au sujet de cette loi et des décrets qui suivirent en janvier et juillet 1791, le mémoire pour les comédiens des spectacles de

séquence de cette émancipation l'abolition de toutes charges. Sans doute « cette liberté, loyalement proclamée avec tant d'autres, était destinée, comme elles, à demeurer dans le domaine, inviolable celui-là, des principes. Les événements la reconnurent assez illusoire » (1).

Bientôt, en effet, de nouvelles réquisitions de ne pas jouer étaient faites à plusieurs reprises aux directeurs des théâtres (2). C'est que la municipalité lyonnaise s'occupait alors beaucoup plus de police que de charité ; elle faisait même disparaître ce mot du fronton de l'Hôtel-Dieu (3) ; et malgré la fraternité dont elle s'honore d'avoir appliqué les principes, il n'est plus question d'un droit des pauvres quelconque à cette époque où « l'attention publique était tout entière au dehors, sollicitée par les terribles événements dont Lyon allait devenir le théâtre » (4).

Au mois de novembre 1793 la commission temporaire de surveillance républicaine établit son quartier général au grand théâtre où l'on ne joue plus la comédie (5), et peu de temps après certains acteurs (6) « liaient leur nom aux plus sanglants souvenirs de la révolution de Lyon » (7).

Le théâtre ne rouvre ses portes à Commune-Affranchie (8)

Lyon contre les auteurs dramatiques (*Bibliothèque de la ville de Lyon*, « Auteurs lyonnais », t. XI).

(1) Bureau, *op. cit.*, p. 118.

(2) Ainsi en mars 1793, délibération municipale du 27.

(3) Délibération municipale du 20 janvier 1793.

(4) Vingtrinier, *op. cit.*, p. 113.

(5) Péricaud, *Tablettes chronologiques pour servir à l'histoire de Lyon, pendant le XVIII^e siècle*, à la date du 15 novembre 1793.

(6) Ainsi Collot d'Herbois, Dorfeuille (le président du tribunal révolutionnaire).

(7) Morel de Voleine, *Lyonnoisanna*, *op. cit.*, p. 14.

(8) Péricaud, *Ephémérides lyonnaises*, à la date du 12 octobre 1793.

— Un décret de la Convention avait à cette date détruit Lyon et donné

qu'au mois de septembre 1794 ; des commissaires sont chargés de veiller « à ce que dans l'intérieur de la salle, la décence y règne et que les citoyens y jouissent du double plaisir que procure le délassement honnête joint à l'instruction » (1). Les représentants du peuple ordonnent même des représentations gratuites de pièces « propres à nourrir dans l'âme des citoyens les principes de républicanisme » (2).

Mais en même temps « la fusillade et la guillotine ne vont pas mal » (3) ; Lyon, au pouvoir de quelques démagogues dont il vaut mieux ne pas rappeler les noms, car « de tels noms s'ils ne sont pas strictement nécessaires à l'histoire, en souillent la majesté » (4), Lyon « baigne dans le sang de ses habitants » (5).

Il paraît que la justice nationale réclame « encore des têtes et chaque jour des têtes » (6). Dans les prisons ont lieu

le nom de Commune-Affranchie aux maisons conservées. Une loi du 7 octobre 1794 rendit à Commune-Affranchie son ancien nom de Lyon.

(1) Lettre du citoyen Tarpan jeune, agent national de Commune Affranchie, aux représentants du peuple à la suite de leur arrêté du 14 fructidor courant (Péridaud, *Ephémérides lyonnaises*, à la date du 2 septembre 1794).

(2) Péridaud, *Tablettes chronologiques*, à la date du 20 septembre 1794.

(3) Lettre de Piot à son ami Gravier (Charles Massas, *Le siège de Lyon*, p. 98, note 42).

(4) Coignet, *Le siège de Lyon*, p. 53.

(5) *Ibid.*, p. 157.

(6) Lettre (Charles Massas, *op. cit.*, p. 96, note 42) du révolutionnaire Achard, ancien perruquier barbier, soi-disant chirurgien Place Grenouille, à son ami Gravier, fabricant de vinaigre et de moutarde, rue du Bourg-Chanin (Guillon de Montléon, *Mémoires pour servir à l'histoire de la ville de Lyon pendant la Révolution*, 3 vol., Paris, 1824, t. I, p. 464).

d'horribles massacres, et les salles de spectacle retentissent du chant du « Réveil du peuple » (1). Enfin, quelques mois plus tard, en exécution de la loi du 28 pluviôse an IV, l'édifice Soufflot est vendu et devient propriété particulière (2).

Deux mois auparavant, une lettre (3) du ministre de l'intérieur avait fait connaître aux administrateurs du département du Rhône, l'arrêté pris le 11 nivôse par le Directoire exécutif. « Tous les entrepreneurs ou sociétaires de tous les théâtres de Paris et des communes de la République, dit l'article 1^{er} de cet arrêté, sont invités à donner tous les mois et à dater de cette époque, une représentation au profit des pauvres (4), dont le produit, déduction faite des frais journaliers et de la part d'auteur, sera versé dans les caisses désignées... » (5) L'arrêté ajoutait que « ces jours là les comédiens concourront par tous les moyens qui sont en leur pouvoir à rendre la représentation plus lucrative ».

(1) Péricaud, *Tablettes chronologiques*, au 15 septembre 1795.

(2) Grandperret, *op. cit.*, p. 343.

(3) Lettre du 24 nivôse an IV, *Archives de l'Hôtel de Ville*, R².

(4) Extrait des Registres du Directoire exécutif, du 11 nivôse an IV, *Archives de l'Hôtel de Ville*, R².

(5) Ce n'est qu'à partir de cette époque qu'il est question de faire contribuer les plaisirs du théâtre au soulagement de tous les pauvres de la ville, en ce sens que jusqu'à présent seuls les pauvres des maisons hospitalières avaient bénéficié des représentations données en leur faveur. On sait à ce sujet que l'Aumône générale, fondée à la suite de la famine de l'an 1531 (Jean de Saint-Aubin, *Histoire de la ville de Lyon ancienne et moderne*, à Lyon, chez Benoist Coral, en rue Mercière, à l'enseigne de la Victoire, 1666, p. 302), ne reçut bientôt (en 1541) que les pauvres malades. En 1614, tous les mendiants et vagabonds y furent recueillis et furent même contraints à y résider (Monfalcon, *Histoire monumentale de la ville de Lyon*, t. II, p. 28). Un suisse était habillé en 1684 aux frais de l'Aumône générale, pour « empêcher la quémanderie des pauvres par la ville ». *Archives de la Charité*, E 470, année 1684.

Le prix des places pouvait même être tiercé, et les entrepreneurs étaient autorisés à « recevoir les rétributions volontaires de tous ceux qui désiraient concourir à cette bonne œuvre ».

Nous retrouvons donc enfin la trace du droit des pauvres à Lyon, ou plus exactement nous assistons à la « restauration » (1) d'une contribution philanthropique en faveur des pauvres, à cette époque « où le régime des assignats et tant d'autres mesures anti-économiques avaient créé une misère telle que les fonctionnaires publics et les rentiers payés en assignats obtenaient d'être assimilés aux indigents pour conserver leur ration de pain » (2).

Les entrepreneurs de tous les théâtres étaient donc « invités » à donner une représentation par mois au profit des indigents. Mais cette invitation était « formelle » comme l'écrivait le ministre aux administrateurs du Rhône. « Vous sentirez sûrement, disait-il encore, que cette invitation par son motif et par son caractère devient en quelque sorte un ordre à tous les entrepreneurs et sociétaires de spectacle qui ne voudront pas s'attirer le reproche de se refuser à une œuvre de bienfaisance que l'humanité réclame et que le gouvernement auroit peut-être le droit d'ordonner, s'il n'était sûr d'avance du zèle avec lequel on s'empressera d'y coopérer (3). »

Nous savons que les directeurs des théâtres de Lyon, auxquels la fin de la tourmente révolutionnaire avait permis de reconquérir les faveurs du public (4), se soumirent

(1) Il est évident que nous ne saurions parler de création, après les nombreux documents que nous avons trouvés.

(2) G. de Molinari, *La liberté des théâtres et le droit des pauvres* (*Journal des Economistes*, mars 1869, p. 370).

(3) Lettre du 24 nivôse an IV, *Archives de l'Hôtel de Ville*, R².

(4) « En 1796 les théâtres refluissent et le public payera les billets

à cette invitation devenue pour eux un ordre formel, tout au moins ceux du théâtre des Terreaux et du théâtre de l'École des mœurs républicaines dit des Célestins.

Dès le mois suivant une représentation est donnée dans chacun de ces deux théâtres, au bénéfice des indigents de la ville. La recette au théâtre des Terreaux s'éleva à la somme de 59.796 livres 4, « dont 59 787 livres 10 en assignats et 8 francs 14 sous en numéraire » (1); au théâtre des Célestins elle produisit « 71.897 livres 10 en assignats et 10 francs 2 sous et 6 deniers en numéraire » (1). Le conseil municipal décida dans la séance du 1^{er} ventôse que la recette totale de 131.703 livres 16 sous 6 deniers serait versée « dans la caisse du comité, nous disons du trésorier de la commune qui en fournira son récépissé pour y rester déposée jusqu'à ce que le Ministre ait répondu aux lettres qui lui ont été écrites pour lui en demander l'emploi » (2).

Le lendemain le citoyen Sablié aîné, trésorier de la commune perçoit cette somme et en donne reçu au citoyen Piegay. Celui-ci dépose le reçu sur le bureau du conseil municipal qui, à la date du 4 ventôse, le fait transcrire sur le registre de ses délibérations (3).

Quelques jours plus tard, sur la proposition d'un de ses membres, le conseil de la municipalité du Midi (3) décidait

de par terre jusqu'à mille francs en assignats (c'est-à-dire 3 à 4 fr. en numéraire), somme relativement considérable en ce temps de calamité financière. » Vingtrinier, *op. cit.*, p. 112.

(1) *Actes consulaires*, délibération du 1^{er} ventôse an IV (conseil municipal, D 10, folio supplémentaire 7).

(2) *Ibid.*, folio supplémentaire 13.

(3) Lyon, qui ne comprenait pas encore les faubourgs de la Croix-Rousse, La Guillotière et Vaise venait d'être divisée en 3 municipali-

« que les artistes de la salle des Célestins, Ecole des Mœurs républicaine donnerait jeudy prochain 17 mars (V.) et 27 ventôse les pièces de « Roméo et Juliette » précédé de la « Bonne Mère », et qu'avis sera donné à la municipalité du Nord, pour que le spectacle ne donne pas pour le même motif au profit susdit » (1).

La représentation eut lieu le 27 ventôse, ainsi que l'avait enjoint l'arrêté du 24. Les citoyens Baudrier et Froment commissaire du Directoire exécutif, se transportèrent « à l'heure de 5 de relevé (2) à la salle de l'Ecole des Mœurs républicaine dite des Célestins pour procéder à la recette qui proviendroient des représentations des deux pièces suivantes « Roméo et Juliette », opéra en trois actes, horné de tout son spectacle précédée de la « Bonne Mère » comédie en prose et en un acte de Florian » (2). La recette qu'ils percurent « s'est portée comme suit en assignats à la somme totale de soixante un mille cinq cent quatre vingt sept livres dix sols déduction faite de celle de dix sept mille six cent soixante cinq livres pour les frais de théâtre, suivant le compte qui accompagne le présent et acquité par le citoyen Derouvre » (2). Il faut encore ajouter à cette recette « en espèces numéraires ce portant à la somme de deux cent quarante neuf livres quatre sols six deniers » (3).

Entre les mains de qui cette somme devait-elle être ver-

tés : Nord, Midi et Ouest. Ces municipalités avaient été installées à la date du 7 ventôse.

(1) Délibération du 24 ventôse an IV (*Municipalité Midi*, D 1^o, p. 13).

(2) Le rideau se levait à 5 heures et demie, et à partir de ce moment on ne vendait plus de billets. — Voyez à ce sujet l'ordonnance de police relative aux spectacles du 10 mars 1791 dans les *Procès-verbaux des séances des corps municipaux de la ville de Lyon*, 11^e partie, « Administration municipale ».

(3) Délibération du 28 ventôse an IV, *Municipalité Midi*, D 1^o, p. 16.

sée pour être répartie entre les indigents de la ville? Le corps consulaire de la municipalité du Midi ne le dit pas, et dans sa séance du 1^{er} germinal il arrête (1) que « copie du procès-verbal sera envoyé à l'administration départementale », en même temps qu'on lui demandera l'emploi de la recette perçue « le 27^e expiré au bénéfice des indigents ».

Le ministre des finances, en effet, n'avait pas fait connaître quel devait être cet emploi, et le 6 germinal (2) nous voyons « le citoyen Saissy chargé de la recette des sommes provenant de la représentation donnée le 1^{er} germinal courant au théâtre des Terreaux au bénéfice des indigents », déposer sur le bureau du corps consulaire « le bordereau de la somme totale de 24.918 francs 13 sous et 6 deniers produit de ladite représentation dont 24.560 francs en assignats et 358 francs 3 sous et 6 deniers en espèce, laquelle somme, par la déduction à faire de 6.570 francs en assignats et de 133 francs et 10 en espèce métallique, pour frais de théâtre payés au Directeur, conformément au procès-verbal mis sous les yeux du conseil, et réduite à celle de 18.214 francs 13 sous et 5 deniers en espèce métallique ». L'administration municipale de Lyon-Nord ordonne que « ladite somme » sera versée, en attendant les instructions du ministre, « dans la caisse du trésorier de la commune qui en fournira son récépissé ».

Ces instructions ne se firent pas attendre, et l'administration départementale les transmet bientôt au corps consulaire, qui versa les recettes en question « entre les mains du citoyen Nivière Chol, Receveur général de l'arrondissement du département du Rhône » (3). Mais cette lettre de

(1) *Municipalité Midi*, D 1^o, p. 20.

(2) *Municipalité Nord*, D 1^o, p. 36

(3) Délibération du 12 germinal, *Municipalité Midi*, D 1^o, p. 36.

l'administration départementale n'était adressée qu'au corps municipal du canton de Lyon « division du Midy » et ne concernait que les sommes provenant des représentations données aux Célestins.

Le versement de ces sommes fut effectué par le citoyen Golliet, secrétaire greffier, entre les mains du Receveur général du département, qui en donna récépissé et garda « par devers lui » la somme qui venait de lui être comptée... déduction faite de deux assignats faux et cinquante sols » (1).

Et à propos de déduction, il est intéressant de remarquer que « les frais journaliers et la part d'auteur » devaient être retranchés du produit total de la recette, d'après l'arrêté pris le 11 nivôse par le Directoire exécutif. C'est ainsi que le 29 germinal la déduction atteignit « la somme de 14.674 livres 6 deniers pour le montant des frais de théâtre et part d'auteur suivant le récépissé signé Luville » (2). Et lorsque le directeur avait oublié de rappeler les « dits frais » et adressait une réclamation à ce sujet, le conseil de l'administration municipale en était immédiatement informé, et la part « restant due pour parfaire » les droits du Directeur était payée « sur le produit de la prochaine représentation » (2).

Une réclamation de cette nature avait eu lieu pour la représentation donnée le 27 ventôse, elle atteignait le chiffre de « deux mille trois cents treize livres ». Le 29 germinal l'administration fait droit à la réclamation du Directeur, mais en partie seulement, faute de ressources ; et nous ne savons pas si le « restant dû pour parfaire » lui fut postérieurement accordé, car cette représentation du 27 ventôse

(1) Délibération municipale du 13 germinal an IV, *Municipalité Midi*, D I^o, p. 40.

(2) *Municipalité Midi*, D I^o, p. 72.

semble avoir été la dernière donnée aux Célestins en exécution de l'arrêté du Directoire exécutif. Quant au théâtre des Terreaux, la dernière recette provenant d'une représentation en faveur des pauvres fut recueillie à la date du 4 floréal par « les citoyens Saissy et Guillot ». Cette recette s'élevant à la somme de 13.196 francs 17 fut encore déposée dans la caisse du trésorier de la commune, car le ministre des finances n'avait pas encore fait connaître à la municipalité de la division du Nord l'emploi qui devait en être fait (1).

Peu importait d'ailleurs, et il était indifférent que les sommes ainsi perçues fussent remises au trésorier de la commune ou au receveur général du département, du moment qu'on « n'avait pas la satisfaction de les voir distribuer à ceux pour qui elles sont destinées ».

C'est ce que faisait observer le 21 floréal un des membres de la municipalité du Midi. Le conseil arrêta en conséquence « qu'il sera écrit à l'administration centrale du département du Rhône, à ce sujet » (2).

Cet arrêté fut-il exécuté, et quelle fut la réponse de l'administration départementale ? Nous ne le savons pas, et il est permis de supposer que les indigents furent peut-être encore moins favorisés que le Directeur de « Roméo et Juliette », d'autant plus qu'à cette époque il n'existait plus « d'agences de secours » pour la « distribution des sommes affectées aux indigents » (2).

Comme à Paris, en effet, les agences de secours avaient disparu pendant la tourmente révolutionnaire ; partout l'assistance publique et les œuvres de bienfaisance devaient

(1) Délibération municipale du 14 floréal, *Municipalité Nord*, D I°, p. 70.

(2) Délibération municipale du 21 floréal, *Municipalité Midi*, D I°, p. 115.

être réorganisées. Les diverses Assemblées révolutionnaires, et surtout la Convention, avaient élaboré à ce sujet plusieurs projets, mais le temps avait manqué et rien n'avait été encore fait.

Le Directoire voulut remédier à un tel état de choses. Voyant « s'avancer la saison rigoureuse », et comprenant que « les besoins de l'indigence allaient s'augmenter avec elle », et que « la diminution des travaux moins multipliés que dans les beaux jours, affaibliraient les ressources des familles laborieuses » (1), cette assemblée présenta au Conseil des Cinq-Cents un nouveau projet, qui devint la loi du 7 frimaire an V.

Cette loi organisait les bureaux de bienfaisance, et pour leur donner des ressources, elle « reprit l'ancien système de la monarchie » (2). Comme « le temps le plus dur à passer pour ceux qui ne peuvent gagner le pain du jour, c'est le temps des plaisirs pour les personnes favorisées de la fortune » le Directoire ordonna « une légère augmentation du prix des places aux spectacles dans toute la République ». Cette augmentation fut « d'un décime par franc en sus du prix de chaque billet d'entrée » (3) et servit « à secourir les indigents qui ne sont pas dans les hospices » (4).

Cette augmentation était, sans doute, une mesure temporaire dans l'esprit du Directoire (5), puisque c'était un moyen provisoire de secourir les pauvres pendant l'hiver.

(1) Considérants du projet de loi sur la taxe des pauvres présenté par le Directoire (*Recueil des lois, ordonnances et décrets applicables à l'administration générale de l'assistance publique*, Paris, 1887, p. 257).

(2) Bureau, *op. cit.*, p. 268.

(3) Article 1^{er} de la loi.

(4) Article 2 de la loi.

(5) Cela ressort très nettement des considérants du projet présenté par le Directoire.

Ajoutons que le taux était considérablement abaissé par rapport à ce qui existait sous l'ancien régime (1), mais que l'impôt s'appliquait aux théâtres et à tous les genres de spectacles connus à cette époque (2).

Nous n'insisterons pas davantage sur la loi du 7 frimaire an V, bien qu'elle soit la loi organique en cette matière du droit des pauvres. Mais son étude, d'ailleurs fort bien faite déjà par de nombreux auteurs, dépasserait le cadre de notre étude historique (3); et après avoir recherché à Lyon l'origine de ce droit et suivi son développement, il nous suffit de constater à cette époque sa restauration définitive.

Car si la loi du 7 frimaire n'avait statué en principe que pour une période de six mois, le délai fut renouvelé et plusieurs prorogations furent apportées jusqu'au décret du 9 décembre 1809 (4) qui donna au droit des pauvres son caractère de permanence.

En terminant l'exposé de nos recherches, nous ferons simplement observer qu'aucun document ne vient nous éclairer sur la mise en vigueur de la loi de frimaire à Lyon. Nous savons seulement que la loi y fut appliquée, mais avec la même timidité sans doute qu'à Paris, puisque le 26 fructidor de l'an X le ministre de l'intérieur écrivant au préfet du Rhône, regrettait qu'on n'ait pas su « tirer jusqu'à

(1) Le taux passe du quart de la recette au onzième.

(2) G. Pector, *Le droit des pauvres*, *op. cit.*, a fait ressortir ce fait comme une innovation de la nouvelle taxe. Mais l'innovation n'est pas entière, car avant 1789 on n'avait pas négligé d'imposer les waux-halls et les cirques. — Voyez à ce sujet Bureau, *op. cit.*, p. 265.

(3) Voyez d'ailleurs à ce sujet notre chapitre préliminaire et les nombreux renvois que nous y indiquons.

(4) Ce décret ne fut inséré ni au *Moniteur*, ni au *Bulletin des lois*. Il ne fut publié que le 13 février 1812, dans un décret relatif à l'introduction de l'impôt dans les départements de Rome et de Trasimène.

présent de ces droits toutes les ressources que l'on devait cependant espérer » (1).

C'est le 10 décembre 1797 que fut établi à Lyon le bureau de bienfaisance (2). Après avoir bénéficié seul de la nouvelle taxe, il dut, conformément à la loi du 8 thermidor an V (3), en partager le produit avec les hospices. Depuis cette époque et jusqu'au 30 pluviôse an VI inclusivement « la portion des indigents dans l'impôt sur les spectacles réservée aux deux hôpitaux, était de 3.000 livres ; à l'avenir elle devait être comme à Paris du quart de cet impôt » (4). Ce quart leur fut alors payé à la fin de chaque mois et le reste était employé à secourir pendant l'hiver, autant que les fonds pouvaient le permettre, les indigents de Lyon (5).

Un tel partage ne pouvait durer, car il rendait le produit des droits trop modique pour chacune des administrations et doublait la surveillance que les préfets avaient à exercer sur l'emploi que l'administration respective était chargée d'en faire. Pour ces deux raisons, le ministre de l'intérieur par une circulaire du 24 fructidor invita les préfets à examiner « s'il était utile de diviser les produits des droits sur les spectacles et fêtes publiques, et s'il ne serait pas convenable de les affecter totalement soit aux secours à domicile, soit aux dépenses des hôpitaux » (6).

(1) *Archives municipales*, R².

(2) Steyert (*op. cit.*, t. III, p. 572) donne la date du 3 novembre ; mais ce doit être par erreur, car la loi créant les bureaux de bienfaisance est du 7 frimaire, c'est-à-dire du 27 novembre.

(3) L'article 3 de cette loi rend aux hospices une part du produit de l'impôt « dans les proportions qui seraient déterminées par le bureau central dans les communes où il y a plusieurs municipalités et par l'administration municipale dans les autres ».

(4) Dagier, *op. cit.*, t. II, p. 373 à l'année 1798.

(5) *Almanach de la ville de Lyon*, année 1801, p. 151.

(6) Lettre du préfet du Rhône à la commission des hospices, du 6 brumaire an IX (*Archives de l'Hôtel-Dieu*).

Aux considérations émises par le ministre, le préfet du Rhône ajouta « celle de l'affectation exclusive d'une partie des produits de l'octroi, aux besoins des hospices » (1), et le 12 vendémiaire, il prit « une décision portant que le produit des droits sur les spectacles et fêtes publiques seraient totalement affectés à ce dernier genre de secours » (1), c'est-à-dire au bureau de bienfaisance. La commission administrative des hospices en fut avisée le 19 vendémiaire par le président du bureau de bienfaisance ; le 3 brumaire elle écrivit à ce sujet au préfet, et celui-ci, par une lettre en date du 6, lui répondit : « J'ai soumis cette décision au ministre qui l'avait provoquée et je l'ai transmise aux bureaux de bienfaisance, dont le président a été fondé à vous donner l'avis renfermé dans sa lettre » (1).

Il est probable que les considérations du préfet prévalurent auprès du ministre de l'Intérieur, car l'année suivante les instructions ministérielles étaient rappelées à celui-ci dans une lettre du 26 fructidor. « Quant à l'emploi des produits, écrivait le ministre, ... à Paris les droits dont il s'agit font exclusivement partie des ressources des bureaux de bienfaisance ; et comme ces institutions sont plus répandues que les hôpitaux, je pense que ce qui a été fait pour cette ville doit être suivi pour les autres communes (2). »

Les hospices de Lyon ne bénéficient donc plus à cette époque du droit des pauvres, dont les recettes sont distribuées en dons et secours par le bureau de bienfaisance (3).

(1) Lettre du préfet du Rhône à la commission des hospices, du 6 brumaire an IX (*Archives de l'Hôtel-Dieu*).

(2) Lettre du ministre de l'intérieur au préfet du Rhône, du 26 fructidor an X (*Archives municipales*).

(3) *Almanach de l'an X pour la ville de Lyon, V^o Bureau de bienfaisance.*

Tous les fonds provenant du décime par franc perçu sur les billets d'entrée dans tous les spectacles sont désormais versés dans la caisse du bureau général de bienfaisance qui est établie à l'hospice de la Charité, mais qui est distincte et séparée de celle de l'Hospice général (1).

Puis survinrent d'autres modifications dans le détail desquelles nous ne saurions entrer (2) ; et arrêtant là nos recherches, nous résumerons brièvement cette étude historique pour essayer d'en dégager la meilleure conclusion possible.

(1) *Almanach de l'an XI, V^o Bureau de bienfaisance.*

(2) On peut consulter à cet égard, et en particulier pour le mode de perception à Lyon, la *Revue des établissements de bienfaisance*, année 1891, p. 381.

CHAPITRE VI

CONCLUSION.

Nature des sommes perçues par les trésoriers des hôpitaux. — Abonnement et don gratuit. — Générosité connue des comédiens, sa mise à l'épreuve en 1657. — Les déductions opérées sur les recettes. — Les théories générales sur l'origine du droit des pauvres. — Cette origine à Lyon.

C'est dans les livres de comptabilité des recteurs-trésoriers de la Charité ou dans leurs grands livres de raison que nous avons trouvé les premières mentions de recettes théâtrales perçues en faveur des pauvres.

Les trésoriers inscrivent parfois ces recettes dans un chapitre spécial intitulé « Deniers provenant de la comédie » (1) ; ils les font aussi figurer dans les « dons inopinés » (2), dans les « dons, aumônes, présents, amendes et restes d'avances » (3), ou encore dans les « dons des particuliers » (4) et les « dons gratuits faits par les particuliers » (5). Quelquefois ces recettes sont mentionnées dans les « cas imprévus » (6) ou « cas inopinés et d'aventures » (7). Enfin, si

(1) Ainsi *Archives de la Charité*, E 251.

(2) *Ibid.*, E 180 ; E 256.

(3) *Ibid.*, E 245.

(4) *Ibid.*, E 177.

(5) *Ibid.*, E 189.

(6) *Ibid.*, E 153..

(7) *Ibid.*, E 152.

elles ne sont inscrites dans les « parties casuelles » (1), elles figurent tout simplement sous le seul titre de « recettes » (2).

L'indication de ces différents chapitres fait d'ores et déjà connaître que l'on était encore peu fixé sur la nature des sommes perçues ; et s'il était permis de tirer une conclusion de cette première constatation, nous serions tentés de dire que ces sommes étaient très probablement considérées par les recteurs comme un don gratuit, un don inopiné et d'aventure fait par les comédiens.

D'ailleurs qu'elles figurent sous l'une ou l'autre des différentes rubriques précédentes, les mentions inscrites sur les registres de comptabilité sont loin d'être toujours identiques et ne peuvent donc nous permettre d'arriver à une conclusion bien certaine et bien nette.

Les premières sont celles qui mentionnent les sommes reçues de Jean Neyron. Il semble bien que dès cette époque, une sorte de contrat soit intervenu entre les recteurs de l'Aumône générale et le fondateur du théâtre à Lyon ; car Neyron « pour certain appointment fait avecques iceluy de donner, chaque jour qui fera jouer », donne cinq livres tournois ; et il est permis de supposer que cette somme qu'il « baille pour les jeux et mistères qu'il faict jouer en son échaffaulx » est perçue en vertu d'un véritable abonnement qui lui a été consenti par les recteurs.

Et cependant ces différentes recettes successives de cinq livres tournois sont toujours inscrites parmi les « cas inopinés et d'aventure », parmi les cas imprévus.

Quoi qu'il en soit, cette idée d'abonnement accordé aux comédiens jouant à Lyon, ne peut plus se dégager des autres mentions inscrites par les trésoriers sur leurs registres

(1) *Archives de la Charité*, E 274 ; E 275 ; E 276.

(2) *Ibid.*, E 309 ; E 315.

de comptabilité. Ce sont, en effet, « des Italiens joueurs de comédie » qui font « ung don » ou qui « donnent » une représentation « par aumône aux pauvres » ou « par charité en faveur des pauvres ». Ceux-ci bénéficient du « provenu de la comédie » ou du « net restant de l'opéra », et recueillent [« ce qui s'est amassé par la libéralité des comédiens »].

Cette dernière mention, inscrite à l'année 1621, nous rappelle ce qu'écrivait en 1674 le Lyonnais Chappuzeau : « Les comédiens, dit-il, sont généreux... J'ai vu même des troupes de campagne qui ne font pas de grans grains, dévouer aux hôpitaux des lieux où elles se trouvent, la recette entière d'une représentation, choisissant pour ce jour là leur plus belle pièce afin d'attirer plus de monde » (1). Chappuzeau dit encore : « Les troupes de Paris prennent de leur mouvement des boistes de plusieurs hôpitaux et maisons religieuses qu'on leur ouvre tous les mois » (1).

Cet usage avait également cours à Lyon, puisque les trésoriers de l'Aumône inscrivent parmi leurs recettes « ce qui s'est trouvé dans la boyte de la comédie » (2) ou le produit « de la bouette ouverte le 21 juillet pour les comédiens » (3).

Souvent aussi les registres mentionnent des quêtes « faictes à l'Opéra » ou « faictes une journée donnée par les comédiens ». Ces quêtes avaient lieu « à la porte » de la salle de spectacle ou pendant la représentation ; elles étaient faites par quelques-uns des recteurs de la Charité, parmi lesquels étaient généralement le président du bureau (4).

(1) Chappuzeau, *Le théâtre français*, Lyon, 1674, p. 134.

(2) Ainsi en 1623.

(3) Ainsi en 1660.

(4) En 1655 par exemple, la quête est faite par MM. de Crémeaux, Charrier, Sabot et Richard, recteurs ; le président du bureau était M. de Crémeaux, sacristain de Lyon et comte de Lyon.

Donc « le revenant bon des questes faictes à l'Opéra et comédie », les « dons » provenant de la libéralité des comédiens, les recettes de leurs « bouettes » ; telles sont les sommes mentionnées sur les livres des trésoriers depuis l'année 1539 jusqu'à l'année 1721 où des personnes charitables viennent « dédommager cet hôpital » et « indemniser les pauvres » du produit « de la comédie qui ne jouera point comme anciennement et toutes les années » (1). Une seule fois la mention varie ; c'est en 1668, où se trouve inscrite la recette « d'une comédie accordée en faveur des pauvres ». La comédie n'est plus « donnée pour les pauvres », elle est « accordée » en leur faveur.

La différence n'est pas très sensible au premier abord, mais elle existe ; et certain document puisé aux Archives de l'Hôtel-Dieu va nous permettre d'en mesurer toute l'étendue.

Nous voulons parler de la délibération prise le 21 février 1657 par le bureau du grand Hôtel-Dieu du Pont-du-Rhône. Les recteurs de cette maison s'étaient adressés à l'Archevêque en sa qualité de lieutenant général au gouvernement de Lyon, pour être autorisés à enjoindre aux comédiens jouant alors à Lyon, de donner une représentation au bénéfice des pauvres. Le firent-ils par voie de requête ? Nous n'en avons pas retrouvé la trace dans les Archives de l'Hôtel-Dieu. Cette requête d'ailleurs n'a pas dû exister, car les recteurs « jamais ne compromettaient leur propre dignité et ne confiaient au hasard le succès d'une

(1) On joue donc toutes les années la comédie en faveur des pauvres, mais il ne nous a pas été donné de retrouver chaque année la recette perçue.

demande » (1). En l'occurrence ils durent agir « par voie de commissaires délégués, dont la charité individuelle toujours active et lumineuse, fortifiée d'ailleurs par celle de leurs collègues, ne faisait aucune place à l'incertitude et à l'hésitation, renversait tout obstacle et assurait à l'honorable mission des délégués le triomphe le plus prompt et le plus complet » (1).

C'est ce que pense Dagier, historien de l'Hôtel-Dieu, à propos de cette demande des recteurs, qui voulaient « obtenir dans l'intérêt des pauvres un secours particulier et surtout une grâce particulière par sa nature » (1).

Quoi qu'il en soit, nous savons que le prélat accorda gracieusement l'autorisation sollicitée, non seulement pour « lesdits comédiens qui sont actuellement en cette ville... mais encore ceux qui viendroient cy après... » (2). Et nous trouvons dans la délibération du bureau du grand Hôtel-Dieu, prise le 21 février 1657, « une espèce de procès-verbal de ce qui a été demandé, de ce qui a été concédé par Monseigneur l'Archevêque, des ordres que ce prélat a donnés directement en exécution de sa promesse » (3).

C'est ainsi que nous expliquons le mot « accordée » inscrit en 1668 par le trésorier ; assurément les comédies étaient encore « données » pour les pauvres, et leurs recettes sont d'ailleurs mentionnées la plupart du temps en ces termes dans les comptes rendus de l'Hôtel-Dieu ; mais il est permis de supposer que les trésoriers des hôpitaux en se

(1) Lettre de Dagier insérée dans le *Courrier de Lyon* du 25 novembre 1835, en réponse à un article de Péricaud paru le 5 octobre dans ce journal.

(2) « Registre des actes du bureau du Grand Hôtel-Dieu », délibération du 21 février 1657, folio 92 (Brouchoud, *op. cit.*, p. 64).

(3) Lettre de Dagier, *op. cit.*

servant parfois d'un autre mot, ont voulu rappeler aux troupes jouant à Lyon qu'une représentation avait été « accordée par Monseigneur l'Archevesque au profit des susdits pauvres » (1).

Les plaisirs du théâtre sont donc mis à contribution pour le soulagement des pauvres de la ville de Lyon, mais c'est aux comédiens que l'on s'adresse, c'est à eux seuls que l'on pense tout d'abord. Ils s'exécutent d'ailleurs de bonne grâce, et nombreuses sont les recettes qui figurent de ce chef sur les livres de comptabilité des maisons hospitalières de Lyon.

Mais nulle trace encore à cette époque d'un véritable droit des pauvres tel qu'il fonctionne aujourd'hui, ou tout au moins tel qu'il fonctionnait à Paris.

On a beaucoup écrit sur l'origine du droit des pauvres en général ; les opinions émises à ce sujet sont fort nombreuses et bien diverses. Pour certains (2), cette taxe n'a été imaginée que pour indemniser les églises de la diminution des aumônes, diminution résultant de ce que les représentations théâtrales avaient lieu pendant le service divin. Il suffit de lire l'arrêt du 27 janvier 1541 pour se convaincre que le Parlement, parfois peu favorable au clergé, n'entendait pas que la somme versée par les comédiens revînt à l'Eglise, mais bien aux pauvres, et que la décision qu'il prenait, reposait bien sur une pensée philanthropique qui est aussi la pensée de la loi moderne (3).

D'autres auteurs attribuent l'établissement de cette taxe à un double sentiment d'hostilité contre le théâtre. Ce serait à la fois une atténuation aux bénéfices exceptionnels et

(1) *Archives de l'Hôtel-Dieu*, compte rendu de 1661-1662, p. 2.

(2) Ainsi Lacan et Paulmier, *op. cit.*, t. I, n° 129.

(3) Dalloz, *Répertoire*, V° *Théâtre*, *Spectacle*, n° 113.

considérables que procurait alors au spectacle le régime du privilège « encore dans sa fleur » (1), et une rançon par laquelle devait se racheter le théâtre persécuté par l'Eglise et proscrit par elle comme un scandale.

Mais il nous semble que c'est bien plus la nécessité de subvenir aux besoins de l'Hôpital général de Paris pour les mendiants et les malheureux abandonnés, qui a dicté à Louis XIV l'ordonnance du 25 février 1699, constitutive de la taxe sur les billets de spectacle, que son désir, alors que vieillissant il était tombé dans la dévotion et était devenu « la proie des Jésuites » (2), de racheter et d'expier les péchés de sa jeunesse mondaine. De même qu'on ne saurait plus actuellement prétendre que ce droit, « exaction monstrueuse qui s'exerce à l'abri d'un pieux prétexte, iniquité révoltante qui se couvre du manteau de la charité » (3), ne fut rétabli plus tard que « pour soulager les misères créées par les assignats et les autres péchés de la Révolution » (4).

Au surplus, peu nous importent ces théories générales sur l'origine du droit des pauvres, car nous ne trouvons point l'application de ce droit à Lyon, et en définitive si les pauvres, valides ou malades, y bénéficient de recettes provenant des représentations théâtrales, c'est grâce à la libéralité et à la grande charité des comédiens dont le zèle, d'abord très bénévole, pour soulager les pauvres, ne se ralentit pas lorsque l'archevêque Camille de Neuville leur impose en 1637 un prélèvement charitable sous la forme

(1) De Molinari, *op. cit.*, *Journal des économistes*, mars 1869, p. 370.

(2) Georges Bureau, *op. cit.*, p. 83.

(3) Eugène Guinot, *Revue de Paris*, Feuilleton du Journal *Le Siècle* du 19 mars 1848.

(4) De Molinari, *op. cit.*

d'une représentation dont le produit total est versé dans le trésor de l'assistance.

Toutefois de ce produit total, nous avons constaté qu'il fallait le plus souvent « rabattre » les frais du ballet venant rehausser l'éclat de la représentation exceptionnelle, les « sous aux joueurs de violons » amenés par les « sieurs de Bargue et la Violette », les étrennes « au portier et aultres », « aux gardes de Monseigneur l'Archevesque et à ses suisses » et « aux soldats du guet qui gardent la porte ». C'étaient enfin les frais « qui ont été faicts tant pour les danseurs, et autres menus frais », parmi lesquels on peut citer « le vin aux machinistes » et « les affiches ».

Les comédiens obligés à quelques dépenses reçoivent 14 ou 15 louis d'or, quelquefois plus « bien qu'on ait accoutumé de leur donner 10 pistoles ». Il arrive parfois « que le surplus leur est donné pour les frais et pour dédommager lesdits attendu que c'est une première représentation et un jour de feste », ou même qu'on convient avec eux « qu'on partagerait » le produit de la représentation.

Signalons enfin la déduction faite des « espèces fausses et defectueuses » ou « du billon mis au sac de la Charité », et les frais payés aux auteurs des comédies et opéras joués au bénéfice des pauvres.

Toutes ces déductions entamaient assez largement la recette des représentations « accordées par Monseigneur l'Archevesque », mais elles étaient équitables, puisqu'à cette époque ce n'était pas encore le spectateur qui payait le véritable droit des pauvres en sus de son billet d'entrée. Il était juste qu'on prélevât au profit des comédiens les frais journaliers de la représentation qu'ils donnaient pour les pauvres.

Nous avons vu que ces mêmes déductions furent auto-

risés par le Directoire exécutif, lorsque, imitant l'Archevêque de Lyon, il invita au mois de nivôse an IV tous les entrepreneurs ou sociétaires des théâtres à donner tous les mois une représentation au profit des pauvres. A cette époque les théâtres étaient devenus permanents, il ne pouvait donc plus être question d'une seule représentation donnée par les comédiens à chaque séjour qu'ils feraient à Lyon. Nous avons vu du reste que, prévenant les désirs des recteurs et se conformant de la manière la plus large aux ordres de l'Archevêque, les mêmes troupes de comédiens jouèrent plusieurs fois au bénéfice des pauvres de la ville.

Désormais pour ne pas s'attirer le reproche de se refuser « à une œuvre de bienfaisance que l'humanité réclame », les comédiens doivent donner « une représentation par mois au profit des indigens », et ils concourent par tous les moyens qui sont en leur pouvoir à rendre ces jours-là la représentation plus lucrative.

Comme nous l'avons vu, les ordres du Directoire exécutif furent suivis à Lyon, tout au moins pendant les premiers mois : mais ces ordres ne visaient encore que les entrepreneurs ou sociétaires des théâtres. Et c'est ainsi que nous arrivons à la loi du 7 frimaire an V sans avoir trouvé à Lyon la moindre application de ce quart des pauvres frappant depuis bien des années le spectateur des théâtres de Paris.

Déjà celui-ci, en acquittant un impôt applicable au soulagement des misères et des souffrances publiques, ne versait pas la modique contribution qui lui était réclamée, pour purifier un plaisir que la loi religieuse condamne, mais pour resserrer le lien étroit de solidarité qui unit tous les citoyens, et enlever au plaisir toute apparence d'égoïsme ; il savait que « à côté des gens qui s'amuse d'un spectacle ou d'une

fête publique, d'autres gens languissent et meurent misérablement » (1), et il trouvait naturel que « l'humanité repousse un tel contraste et par une combinaison ingénieuse et profondément chrétienne, demande au théâtre les ressources de l'Hôtel-Dieu ».

Ce sont ces sentiments de solidarité sociale qui, lentement éclos tout d'abord, peu à peu fortifiés pendant tout le cours du XVIII^e siècle, furent consacrés d'une manière définitive par le législateur de l'an V. Désormais le droit des pauvres existe à Lyon. Mais comme nous savons actuellement que son origine est loin d'être très ancienne, il nous semble que la conclusion de toute cette étude doit se résumer en un simple procès-verbal de carence.

C'est malheureusement la seule solution qu'il nous soit permis d'adopter (2), mais n'oublions pas que « les roses ne se cueillent que dans les épines, les perles dans la mer, les diamants qu'en la croûte des rochers, ni l'or qu'en les cachots de la terre ; ainsi on ne peut recueillir le contentement d'une vraie félicité qu'avec la peine et le labeur » (3).

Et ne songeant nullement à adopter pour notre compte

(1) Du Casta Athias, *op. cit.*, p. 243.

(2) Cette solution est la seule possible si l'on envisage l'origine du droit des pauvres tel que nous le concevons aujourd'hui, et si l'on ne se préoccupe que de l'application moderne que nous faisons de ce droit. Mais si l'on s'attache à l'idée première du droit des pauvres, il est facile de reconnaître après toutes ces recherches que cette idée première fut une idée charitable et chrétienne, adoptée par l'Eglise et mise en pratique par elle de diverses façons d'abord dans les églises, ensuite dans les théâtres, et que l'origine de ce droit, très ancienne à ce point de vue, se manifeste clairement à Lyon tout au moins depuis le XVI^e siècle.

(3) Paroles de M. Langlois, lieutenant particulier, assesseur criminel, recteur sortant faisant don au bureau de 300 livres (Dagier, *op. cit.*, t. I, p. 323 à l'année 1634).

le charmant petit quatrain d'un auteur lyonnais du xvi^e siècle (1), il nous suffit à cette heure d'avoir assemblé quelques matériaux épars, dont quelques-uns étaient même encore bien inconnus, et d'avoir apporté une modeste contribution à l'histoire de Lyon. « Il n'est pas trop des efforts de tous, disait Emmanuel Vingtrinier, pour atteindre le but souhaité, et il ne faut pas dédaigner les plus humbles travaux » (2).

(1) C'est par le quatrain suivant que Claude Mermet (né à Saint-Rambert-en-Bugey en 1550 et résidant à Lyon en 1583), terminait son traité sur l'orthographe française (Bleton, *Lyon pittoresque*, *op. cit.*, p. 65) :

« Si quelqu'un parle par envie,
Du petit livre que j'ai fait,
Sans colère je le supplie
D'en faire un autre plus parfait. »

(2) Vingtrinier, *op. cit.*, p. 119.



ANNEXES

I

Archives de la Charité.

Extrait des registres de comptabilité des Recteurs trésoriers et des grands livres de raison de la Charité et Aumône générale.

E 152, p. 26, « receu de M. Jean Neyron, pour certain ap-
pointement fait avecques iceluy de donner, chacun jour qui fera
jouer en son eschaffault 5 livres tournois ; le 1^{er} jour commencé
le 16^e de novembre 1539 duquel il a baillé 5 livres ».

P. 27, « receu de Jehan Neyron pour deux journées de jeu
qu'il a joué le..., pour deux dymanches, estant le dymanche
7 décembre 10 livres ».

P. 27, « receu dudict, pour deux dymanches jusques au dy-
manche 14^e décembre par quittance 10 livres ».

P. 28, « receu de sieur Jehan Neyron pour le dymanche 20^e dé-
cembre ledict jour 5 livres ».

P. 28, « receu de Jehan Neyron qu'il a donné à l'Aulmosne pour
ung dymanche 12^e janvier 5 livres ».

P. 28, « receu de Jehan Neyron le 15^e de febvrier 1539, pour
le jeu que fut joué, 5 livres ».

E 153, p. 34, « receu de Jehan Neyron qui a baillé à l'Aul-
mosne pour les jeux et mistères qu'il a faict jouer en son eschaf-
faulx despuys le 21^e de novembre 1540 jusques au 6^e de novembre
1541 à plusieurs foyz, la somme de 50 livres tournois ».

E 177, folio 9, « receu des Italiens joueurs de comédie la somme
de 26 livres 11 solz 1 denier pour ung don qu'ils ont faict à la
dicte Aulmosne » (1).

(1) Le registre de comptabilité est de 1571-1572, mais il ne donne
pas l'année des représentations.

Folio 9, « receu d'ung jour qu'ils jouèrent le lundy 22^e décembre... 26 livres 11 solz 1 denier » (1).

E 180, folio 41, « receu de la queste faicte une journée donnée par les comédiens italiens le 26^e janvier 1576 la somme de 23 livres 10 solz tournois » (2).

Folio 44, « du don faict par les comédiens au mois de novembre (4 novembre) 1575 la somme de 35 livres 10 solz 6 deniers tournois » (3).

E 189, folio 7, « de comédiens italiens la somme d'ung escu ung tiers, pour don qu'ils ont faict à la dicte Aulmosne » (avril 1584).

E 245, folio 1, « faict recepte ledict Garnier de la somme de 92 livres 3 solz qu'il a receu le 23^e février 1621 pour autant qu'il s'est amassé par la libéralité des comédiens pour la comédie jouée ledict jour au bénéfice des pauvres de ladicte aulmosne ».

E 251, p. LXX, « le 19^e jour de septembre 1623 receu 81 livres 8 sols qu'est les frais distraicts que s'est trouvé dans la boyte de la comédie jouée le 9^e du présent au bénéfice des pauvres, ouverte en présence du sieur Gueston recteur ».

E 256, folio 2, « et 116 livres 10 sols 6 deniers qu'il a receus le 13^e juillet audict an (1626) des mains de M. Bolloson, recteur de ladite Aulmosne pour ce qui s'estoit amassé à la comédie faicte le 10^e dudict mois. par la compagnie du sieur Bellerose ».

(1) Le registre de comptabilité est de 1571-1572, mais il ne donne pas l'année des représentations.

(2) Brouchoud (*op. cit.*, annexes) mentionne cette recette en des termes que nous n'avons pas retrouvés. « A esté cuelly et amassé des personnes qui ont esté à la commédie et aultres jeux que jouarent certains Italiens qui sont de présent en ceste ville pour une chambrée que ont donnée les dits Italiens aux dits pauvres de ladite Aulmosne que a esté jouée le 26^e jour dudit mois de janvier année présente 1576, la somme de 23 livres 10 sols. »

(3) Nous n'avons pas retrouvé non plus dans les registres des trésoriers la mention que donne Brouchoud pour cette recette. « A esté... assisté à la commédie le quatriesme jour du présent mois de novembre année présente la somme de 35 livres 10 sols 6 deniers dont lesquels commédiens ont fait don de la chambrée dudit jour aux pauvres de ladite aulsmone. »

E 269, p. 5, « du 3^e janvier 1636 reçu la somme de 48 livres 5 solz 9 deniers des comédiens pour le provenu de la comédie qu'ils ont donnée pour les pauvres de ladicte aumosne ».

E 1498 (1), « du 5 février 1641 pour une comédie donnée par les comédiens 122 livres 9 sous 3 deniers » (2).

« 18 décembre 1641 pour une comédie donnée par les comédiens 50 livres 16 sous ».

« 1642, pour la comédie des Italiens 87 livres 3 sous 9 deniers ».

« 4 février 1644, à la porte de la comédie par M. Mazenod 83 livres ».

« 1645, de MM. les comédiens de son Altesse royale pour le provenu de la comédie qu'ils ont donnée pour les pauvres 283 livres 11 sous ».

E 275, p. 4, « du 22 janvier 1646 reçu la somme de 283 livres 11 solz de MM. les comédiens des ou Altesse royale pour le provenu de la comédie qu'ils ont donnée pour les pauvres de ladicte Aumosne » (3).

E 276, feuillet XIII, « du 18^e dudict (janvier 1647) reçu la somme de 199 livres 8 solz de M. Guillaume Bonnefoux l'un des recteurs de ladicte Aumosne pour la comédie que les comédiens du prince d'Orange ont donnée le mercredi 16 dudict (4), desduict leurs frais des chandelles et aultres ».

Feuillet XVII, « du 2^e dudict (juillet 1648) (5) reçu la somme de 353 livres 1 sol 3 deniers pour la comédie qui a esté donnée par

(1) Parmi les livres de comptabilité des trésoriers, ceux qui sont cotés à partir de E 1498 ne contiennent aucune indication de pages ou feuillets. Ce sont des volumes considérables intitulés *Grand livre de raison de la Charité et Aumône générale*. Les indications que nous fournissons à ce sujet, sont entièrement extraites de l'*Inventaire sommaire des Archives de la Charité*.

(2) Cette recette du 5 février 1641 figure aussi au registre de comptabilité coté E 274, elle y est conçue en ces termes : « du 5 février 1641 la somme de 122 livres 9 solz 3 deniers reçu de la comédie ».

(3) Il semble que cette recette de 1646 soit la même que celle mentionnée en 1645.

(4) Et non 13 janvier comme l'indique l'*Inventaire sommaire*.

(5) Et non 1647 comme il est dit dans l'*Inventaire*.

les comédiens dicte la seule troupe royale dont le subject fut Hé-
raclius ».

Feuillet XXV, « du 22^e dudict (décembre 1648) receu la somme
de 107 livres 1 sol de. . . l'un des recteurs de ladicte Aumosne
pour la comédie que les comédiens nommés la troupe des Fontai-
nes ont donnée pour les pauvres de ladicte Aumosne ».

E 277, p. 9, « receu le 28^e dudit (février 1649) la somme de
295 livres 19 solz 9 deniers au Bureau de ladicte Aumosne pour la
queste faicte cy devant par MM. les recteurs à la porte de la co-
médie ».

P. 23, « receu le 21 janvier 1650 la somme de 219 livres 17 solz
de MM. les recteurs, qui a esté questé, à la comédie pour les pau-
vres ».

E 278, p. 1, « receu le 12^e janvier 1651 la somme de 303 livres
18 solz 3 deniers pour la comédie que les comédiens ont don-
née » (1).

P. 2, « receu le 15 février 1652 la somme de 402 livres de la co-
médie que l'on a reçue le jour de la conversion de Saint-Paul ».

E 279, p. 1, « receu le 9^e (février 1653) pour la comédie que
les comédiens ont donnée cy 308 livres » (2).

P. 2, « le 23^e (décembre 1653) pour la comédie que les comé-
diens ont donnée cy 89 livres 6 solz 3 deniers ».

P. 2, « le 23^e (mai 1654) de M. de Fontanelle pour argent receu
à la comédie cy 335 livres 12 solz » (3).

E 281, p. 1, « du 25^e dudict (janvier 1655) receu de M. de la
Coste, l'un des recteurs, pour la comédie donnée aux pauvres, la
somme de 297 livres 6 solz 6 deniers » (4).

P. 3, « du 9^e dudict (juin 1655) receu de MM. de Crèmeaux,

(1) Dans le Grand Livre de raisons coté E 1500 cette recette figure
à la date du 22 janvier et elle est mentionnée comme ayant été reçue
« aux portes de la comédie donnée aux pauvres ».

(2) Cette recette figure également au Grand Livre coté E 1500, mais à
la date du 24 octobre et comme ayant été reçue « aux portes de la co-
médie le jour de Saint-Paul ».

(3) Ces recettes figurent au Grand Livre coté E 1500.

(4) Cette recette est mentionnée au grand livre coté E 1502 comme
ayant été donnée « le jour et feste de la conversion de Saint-Paul »,
le 25 février au lieu du 25 janvier.

Charrier, Sabot et Richard recteurs, pour ce qu'ils ont receu à la porte de la comédie le sabmedy 3 de ce mois la somme de 163 livres » (1).

P. 3, « du 24^e dudict (décembre 1655) receu de MM. de la Coste, et Fournier recteurs ce qu'ils ont receu à la comédie en faveur des pauvres la somme de 242 livres (2) 10 solz 6 deniers ».

P. 4, « du 28 dudict (février 1656) receu à la comédie pour les pauvres le 26 dudict mois la somme de 362 livres (2) 5 solz 6 deniers ».

E 1502, « le 6 février 1657 à la comédie que les comédiens ont donnée pour les pauvres, desduction faicte des frais, 322 livres 15 sous 6 deniers ».

E 282, p. 2, « de MM. les comédiens pour la comédie qu'ils ont donnée aux pauvres de ladicte Aumosne générale le 1^{er} jour du mois de juin (1657) la somme de 225 livres 1 sol, déduction faicte des frais » (3).

P. 3, « de MM. les comédiens le dernier jour dudit mois de decembre de ladicte année (1657) la somme de 217 livres, déduction faicte des frais » (3).

P. 4, « de MM. les comédiens le 27^e dudict mois de febvrier (1658) la somme de 101 livres 4 sols pour la comédie qu'ils ont donnée aux pauvres de ladicte aumosne » (3).

E 283 (ou 284), p. 2, « du 18^e dudict (février 1659) des comédiens la somme de 321 livres 13 sols pour une comédie qui a esté donnée pour les pauvres de ladicte Aumosne générale sur laquelle somme a esté desduict les frais qui ont esté faicts tant pour les danseurs, violons que ce qui a esté donné aux suisses de Monseigneur l'Archevesque ».

P. 5, « du 14^e dudict (août 1659) des comédiens la somme de 84 livres 17 solz et 6 deniers pour une comédie qu'ils ont donnée pour les pauvres desduict les frais » (4).

E 1504. « 6 et 10 mai 1659 à la comédie qui a esté donnée aux pauvres 249 livres 2 sous 6 deniers ».

(1) Cette recette figure au grand livre coté E 1502.

(2) Et non 262 et 371 comme l'indique l'Inventaire sommaire.

(3) Ces recettes sont aussi inscrites au grand livre coté E 1502.

(4) Le grand livre coté E 1504 mentionne cette recette en l'attribuant à des comédiens italiens.



« 30 décembre 1659 à la comédie qui a esté donnée aux pauvres 234 livres 13 sous ».

« De la bouette ouverte le 21 juillet pour les comédiens et est oultre le billon mis au sac de la Charité 22 livres 10 sous 6 deniers ».

E 283 (ou **284**) (suite), p. 7, « du 6 mai (1660) de MM. les comédiens la somme de 218 livres 1 sol pour une comédie qu'ils ont donnée pour ladicte Aumosne y desduict les frais qui y ont esté faits et 2 escus qui se sont trouvés faux ».

P. 7, « du 10 dudict (mai 1660) des susdicts comédiens pour une seconde comédie qu'ils ont donnée la somme de 31 livres 1 sol 6 deniers à icelle desduict 88 livres pour avoir ladicte comédie ».

P. 8, « du 30 décembre (1660) de MM. les comédiens qui ont joué chez Monseigneur le Gouverneur la somme de 234 livres 13 sols pour une comédie qu'ils ont donnée pour les pauvres de ladicte Aumosne desduicts les frais ».

E 286, p. 30, « receu de la comédie donnée par aumône aux pauvres (28 février 1661) tous frais deduicts 192 livres 8 sous 6 deniers » (1).

p. 30 « De la comédie donnée par aumône aux pauvres le jeudy 22^e du courant (décembre 1661) 192 livres 5 sols 9 deniers ».

E 1506, « 10 mai 1661 de la comédie donnée aux pauvres 33 livres 13 sous 9 deniers ».

E 286, p. 30, « de la comédie donnée par aumône aux pauvres le jeudy gras (2 mars 1662) desduict tous les frais 2 livres 17 sols 6 deniers » (1).

P. 31, « de la comédie jouée en faveur des pauvres (6 janvier 1663) déduction faite de tous les frais 309 livres 16 sols 3 deniers » (1).

E 5108, « 8 février 1663 à la porte de la comédie donnée aux pauvres le 6 dudict les frais payés aux comédiens et 16 sous aux joueurs de violons tant pour ladicte comédie que pour une autre précédente reste net 234 livres 7 sous 6 deniers ».

(1) Ces recettes figurent au grand livre coté E 1506. Celle provenant de la comédie donnée le 22 décembre y est mentionnée à la date du 30 décembre. Quant à la comédie donnée le jeudy gras, le grand livre de raison indique qu'il a fallu déduire de la recette en provenant « les mêmes frais et violons ».

E. 288, p. 2, « du 18 dudict (janvier 1664) receu à la porte de la comédie donnée aux pauvres assisté de MM. les recteurs tous frais desdits 291 livres 10 sols » (1).

E 289, p. 104, « receu de la comédie donnée par charité en faveur des pauvres (6 février 1665) déduction faite des frais tant aux comédiens que pour la bande des violons 171 livres. (2) »

P. 104, « de la comédie donnée par charité en faveur des pauvres déduction faite des frais tant aux comédiens que pour la bande des violons (11 février 1666) 213 livres 17 sols » (2).

P. 104, « de la comédie donnée en faveur des pauvres déduction faite des frais tant aux comédiens que pour la bande de violons (27 février 1666) 180 livres 1 sol 6 deniers » (2).

E 1512, « receu le 19 décembre 1668 pour la comédie qui a esté accordée en faveur des pauvres tous les frais déduits payés aux comédiens et à la Violette pour la grande bande et étrennes aux gardes suisses et portiers reste net 180 livres 5 sous ».

E 291, p. 45, « 7 mars 1669 reçu de la comédie donnée pour les pauvres le 18 février distraction faite de 100 livres donné aux comédiens et 30 livres aux violons et autres menus frais reste net 217 livres » (3).

P. 45, « 27 novembre 1669 de la comédie donnée en faveur des pauvres le 26 du courant 308 livres 8 sols 3 deniers distraction de 100 livres payés aux comédiens et 30 livres aux violons et autres menus frais » (3).

P. 46, « 11 décembre 1670 de la comédie donnée en faveur des pauvres le 10 du couran tous frais déduits 244 livres 16 sols » (3).

E 292, p. 115, « du 27 décembre 1671 reçu de la commédie qui a été donnée pour les pauvres le 25 du présent mois déduction faite de ce qui a esté donné aux comédiens, au sieur la Violette, gardes, portier et autres » (4).

P. 116. « du 16 may 1672 de la comédie qui a esté donnée en

(1) C'est cette recette que Brouchoud (*op. cit.*, p. 62) indique comme la dernière perçue au profit de l'Aumône générale. Le grand livre coté E 1508 la mentionne à la date du 17 janvier.

(2) Le grand livre coté E 1510 mentionne ces 3 recettes, dont la 2^e a été par erreur mentionnée en 1665 dans l'Inventaire sommaire.

(3) Ces recettes figurent également au grand livre coté E 1514.

(4) Les recettes figurent au grand livre coté E 1516.

faveur des pauvres cejourd'huy déduction faite de ce qui a esté donnée aux commédiens, aux sieurs de Bargue et la Violette gardes, portiers et autres 225 livres 12 sols 3 deniers » (1).

P. 117, « du 10 décembre 1672 reçu de la commédie qui a été donnée cejourd'huy pour les pauvres, déduction faite de 143 livres 10 sols scavoir aux commédiens 100 livres aux sieurs de Bargue et la Viollette pour la bonne garde trente trois livres aux gardes de Monseigneur l'Archevesque six livres à ses suisses trois livres et au portier une livre dix sols » (1).

P. 117, « de la commédie donnée [le 8 dudit (janvier) 1673] pour les pauvres le samedi sept de ce mois déduction faite de cen quarante quatre livres cinq sols qui ont été donnés scavoir aux commédiens cen livres, aux violons trente trois livres aux gardes de Monseigneur l'Archevesque six livres à ses suisses trois livres et deux livres cinq sols aux portiers (reste) 122 livres 16 sols » (1).

E 293, p. 31, « du 24 janvier 1674 reçu de la commédie distraction faite de 143 livres 10 sols donnés tant aux comédiens, violons et gardes à Monseigneur l'Archeveque et argent taux mis au billon 150 livres » (2).

P. 31 « du 30 janvier 1675 reçu de la commédie donnée en faveur des pauvres toute déduction faite des frais pour icelle 197 livres 10 sols » (2).

E 294, p. 41 « du 14 février (1676) de la comédie donnée en faveur des pauvres tous les frais déduits 328 livres 13 sols ».

P. 41, « du 24 (septembre 1676) de la comédie donnée en faveur des pauvres déduction faicte de 25 livres données au sieur de Bargues pour la bande de violons, 6 livres aux gardes de Monseigneur l'Archevesque trois livres aux suisses 1 livre 10 sols au portier et 45 livres aux comédiens pour leur frais quoiqu'on ait accoutumé de leur donner 10 pistoles mais comme il n'y a pas ou de monde, l'on partagea avec eux ce que l'on avait receu, déduction toute faicte reste net 51 livres 10 sols » (3).

(1) Ces recettes figurent au grand livre coté E 1516.

(2) Le grand livre coté E 1518 mentionne ces recettes dans les mêmes termes.

(3) Le grand livre coté E 1518 mentionne cette recette à la date du 24 décembre.

E 1518, « receu pour les comédies données au profit des pauvres de l'hôpital déduction faite comme d'habitude des sommes payées aux comédiens, bandes de violons, gardes de l'Archévêque, aux suisses et au portier savoir le 23 février 1677 : 168 livres 6 sous, le 23 janvier 1678 : 124 livres 8 sous 6 deniers ».

E 1520, « de la comédie donnée au profit des pauvres de l'hôpital tous frais déduits savoir le 7 janvier 1678 : 80 livres, le 26 janvier 1682 : 251 livres 1 sou ».

E 1522, « de la comédie donnée le 17 février 1683 au profit des pauvres de l'hôpital tous frais prélevés 212 livres 6 sous 6 deniers » (1).

E 299, p. 30, « de la quête faite (18 février 1688) à l'Opéra donné en faveur des pauvres 1659 livres 3 sols 6 deniers desduction faite de 2 livres pour le vin aux machinistes, 15 livres aux huit commis des portes et pour les affiches 7 livres, 10 sols aux soldats du guet qui gardent la porte 11 livres 5 sols à M. Olivier soult-lieutenant du guet et 450 livres au sieur Legay directeur dudict Opéra pour leur frais et ce par ordre de Monseigneur le duc de Villeroy reste net 1173 livres 8 sols 6 deniers » (2).

E 301, p. 30, « 28 février 1692 pour la moitié de ce qui s'est questé à l'opéra donné cejour d'huy en faveur des pauvres étant convenu avec les acteurs qu'on partagerait, 401 livres 14 sols 6 deniers ».

P. 30, « 26 novembre 1692 de la comédie donnée en faveur des pauvres aujourd'huy desduits 48 livres données aux acteurs, 36 livres 15 sols aux joueurs de violons, 6 livres 10 sols aux gardes de Monseigneur l'Archevesque et 3 livres 5 sols aux suisses, reste 250 livres 4 sols 6 deniers ».

E 303, p. 36, « 2 avril 1693 de M. Thomé pour le net restant de l'opéra qui fut accordé le caresme dernier 208 livres 8 sols » (3).

(1) Même mention au grand livre coté E 1522.

(2) Le livre coté E 1522 mentionne cette recette en ces termes : « pour la quête faite à l'opéra donné par la faveur de Monseigneur le duc de Villeroy sur ce déduict 485 livres 15 sols donnés tant pour indemniser MM. les acteurs qu'autres frais 1173 livres 8 sols 6 deniers ».

(3) Le grand livre coté E 1522 mentionne cette recette comme provenant « d'une quête faite à l'Opéra ».

P. 36, « 11 février 1694 de M. Orcelle l'un des sieurs recteurs et procureur du bureau pour le net restant de l'opéra donné en faveur des pauvres 885 livres ».

P. 36, « 25 février 1694 de M. Orcelle pour le net restant de la comédie donnée en faveur des pauvres 804 livres 4 sols 9 deniers ».

E 304, p. 34, « 16 février 1695 de la quête faite à la porte de la comédie donnée en faveur des pauvres, les frais des acteurs relevés, 484 livres 14 sols » (1).

P. 34 « 28 février 1696 de celle faite à la porte de l'Opéra en faveur des pauvres tous frais des acteurs et auteurs déduits 900 livres ».

E 305, p. 35, « 25 janvier 1697 de la quête faite à l'Opéra 962 livres 1 sols (2) ».

E 306, p. 43, « 4 mars 1700 de M. Prost l'un des sieurs recteurs pour le revenant bon des questes faites à l'opéra et comédie représentés pour les pauvres 388 livres 7 sols 6 deniers (3) ».

E 307, p. 54, « le produit des quêtes sans détail du 26 janvier 1701 à Noël 1702 » (4).

E 308, p. 63, « 3 mai 1703 de la comédie représentée aujourd'hui pour les pauvres par les comédiens italiens, intitulée le banqueroutier, pour le net restant de 1105 livres 15 sols le surplus donné pour les frais et pour dédommager les dits, attendu que c'est une 1^{re} représentation et un jour de feste 645 livres 15 deniers » (5).

E 1526, « le 15 juin 1703 la somme de 84 livres 10 sous pour la moitié du provenu de la recette faite à la porte du Sauteurs, l'autre moitié estant pour l'Hospital » (Hôtel-Dieu).

E 309, p. 59 « du revenant bon de l'Opéra et comédie repré-

(1) Même recette au livre coté E 1522, mais à la date du 11 janvier.

(2) Même recette au livre coté E 1522.

(3) Cette recette figure au livre coté E 1524 comme provenant « de la comédie ou de l'Opéra ».

(4) Rien ne nous indique si des quêtes ont été faites à l'Opéra ou à la comédie.

(5) Le grand livre coté E 1526 qui mentionne cette recette, donne à la comédie italienne un double titre : « Le banqueroutier ou l'Arlequin roy de Chimère ».

sentés pour les pauvres le 19^e du courant (février 1705) 670 livres » (1).

P. 60, « du revenant bon de la comédie représentée pour les pauvres le 18^e de ce mois (février 1706) déduction faite des espèces fausses et defectueuses 1338 livres 15 sols » (1).

E 310, p. 48, « 31 mars 1707 de la comédie représentée pour les pauvres de cette maison, déduction faite de tous les frais payés à le Guay et autres. 889 livres 9 sols 3 deniers » (1).

P. 48, « 17 mars 1708 de la comédie représentée pour les pauvres de cette maison déduit 360 livres payé à le Guay et autres frais, reste net 1144 livres 17 sols 9 deniers » (1).

E 311, p. 45, « 9 mars 1710 de M. Gros recteur procureur du bureau pour le produit de la comédie représentée le 6 du courant pour les pauvres de cette maison tous frais déduits 957 livres 3 deniers » (1).

E 312, p. 42, « reçu dans la salle de Bellecour pour la représentation de l'Opéra des festes vénitiennes le 1^{er} jeudy de carême 1100 livres (19 février 1711) » (1).

P. 42, « 12 février 1712 de la représentation de l'Opéra d'Iphigénie dans la salle du gouvernement pour les pauvres 886 livres 1 denier » (1).

E 313, p. 46, « 10 mars 1713 de la recette de la représentation de l'Opéra d'Omphale dans la salle du gouvernement le jeudy 9 courant 780 livres » (2).

P. 46, « 23 février 1714 de la recette de la représentation d'Iphigénie le jeudy 22 du courant dans la salle du gouvernement les frais déduits 1000 livres » (3).

E 314, p. 39, « 15 mars 1715 de la représentation de l'Opéra 1156 livres 5 sols 9 deniers » (4).

(1) Le livre coté E 1526 mentionne ces recettes ; il compte même 1 sou de plus à la recette du 19 février 1705.

(2) Cette recette est mentionnée au livre coté E 1526 au mois de février 1712 et ne s'élève qu'à la somme de 480 livres.

(3) Même mention au livre coté E 1526.

(4) Le grand livre coté E 1528 intitule cet opéra « Callirhoë » et mentionne la même recette après « déduction faite de 361 livres 13 sols donnés aux acteurs ».

E 315, p. 46, « 4 février 1716 de la représentation de la comédie le 1^{er} jeudy de carême 990 livres 4 deniers » (1).

P. 46 « 11 mars 1717 de la représentation de la commédie le 1^{er} jeudy de Carême 654 livres 6 deniers » (1).

E 316, p. 3, « 23 février 1719 de la représentation de l'Opéra accordé aux pauvres de cet hôpital 664 livres 3 sols 3 deniers » (2).

P. 26, « 22 février 1720 de la représentation de l'Opéra représentée en faveur des pauvres de cet hôpital tous frais déduits 475 livres 14 sols 4 deniers ».

E 317, p. 4, « 27 février 1721 reçu de plusieurs personnes charitables pour dédommager cet hôpital du produit de la représentation de la commédie qui ne jouera point pour les pauvres comme anciennement et toutes les années 570 livres ».

P. 6, « 28 mars 1721 de plusieurs personnes charitables pour indemniser les pauvres du produit de la représentation de la comédie qu'on n'a pas fait jouer 225 livres 16 deniers ».

(1) Ces recettes figurent au livre coté E 1528 : mais celle du 4 février y figure à la date du 14 février et celle du 11 mars à l'année 1718.

(2) Même recette au grand livre coté E 1530.

II

Archives de l'Hôtel-Dieu.

Extraits des Comptes rendus des recettes et dépenses des recteurs-trésoriers de l'Hôtel-Dieu du Pont du Rhône.

1656-1657 (1), p. 6, « des commédiens pour une comédie qu'ils ont donné pour les pauvres le 19 février de la susdite année (1657) la somme de 234 livres 2 sols 3 deniers à icelle somme rabattu les frais d'un ballet et aux suisses de Monseigneur le gouverneur et 14 louis d'or aux comédiens ».

P. 6, « des susdits comédiens pour autre comédie donnée le 4 juin ditte année la somme de 51 livres 18 sols à icelle desdits 15 louis d'or à eux donnés ».

1651-1660, p. 4, « le 2 mars du sus dudit mois dudit an (mars 1659) de messieurs les commédiens reçu la somme de 251 livres 5 sols provenu d'une comédie qu'ils ont donnée ».

1661-1662, p. 2, « le 3 mars (1661) la somme de 202 livres 18 sols 6 deniers qu'on a receus de la comédie que Monseigneur l'Archevesque a accordé au profit des susdits pauvres ».

1675-1676, folio 1, « du 1^{er} mars (1675) reçu à la porte de la comédie deduits les frais 190 livres 14 sols ».

Folio 3, « 20^e du dit pour le net restant de la comédie deduits les frais 179 livres 18 sols (20 février 1676) ».

1677-1678, p. 2, « dudit jour de M. Tardy l'un des sieurs recteurs pour le net provenu de la commédie 123 livres 5 sols ».

P. 5, « le 28 février 1678 retiré de la commédie 21 livres 6 sols ».

1694-1695, p. 2, « 9 février 1694 de M. Fillon l'un des sieurs recteurs pour le revenu bon de la comédie donnée pour les pauvres 1014 livres 12 sols ».

(1) Ces chiffres indiquent les années des comptes rendus.

P. 4, « 23 février 1695 de M. Arthaud recteur pour le revenant bon de la comédie 395 livres 12 sols 3 deniers ».

1696-1697, feuillet 10, « du 20 février 1696 receu pour l'opéra qui a esté joué pour les pauvres 555 livres 16 sols 6 deniers ».

Feuillet 72, « du 23 janvier 1697 receu pour l'opéra qui a esté joué pour les pauvres 945 livres 6 sols ».

1702-1703, p. 8, « 6 juin 1703 des sieurs Montaud et Fanet pour la moitié afférente à l'Hôtel-Dieu pour la 1^{re} représentation des sauteurs 84 livres 10 sols » (1).

P. 8, « 11 juillet 1703 pour le net provenu de la commédie représentée en faveur des pauvres 427 livres 3 sols. »

1706-1707, p. 4, « 15 mars 1707 de M. Laureau pour le provenu de la comédie 605 livres 17 sols 2 deniers ».

Extrait (2) du Registre des actes du bureau du grand Hôtel-Dieu du Pont du Rhône de la ville de Lyon, depuis le 2 janvier 1656 jusqu'au 30 janvier 1658 (folio 92).

« Du mercredi 21 février 1657 après midy au bureau de l'Hôtel-Dieu les dits sieurs (recteurs) ayant cy devant prié Monseigneur l'Archevêque lieutenant général pour le Roy en ce gouvernement à ce qu'il luy pleut ordonner aux commédiens qui sont à présent en ceste ville de jouer une comédie pour le bénéfice des pauvres malades dudit Hostel Dieu, il leur avoit volontiers accordé

(1) Cf. *Archives de la Charité*, grand livre coté E 1526.

(2) Nous donnons cet extrait tel qu'il a été cité par Brouchoud (*op. cit.*, p. 64), car nous n'avons pu retrouver à l'Hôtel-Dieu le registre des actes du bureau. Le 5 octobre 1835, parut dans le *Courrier de Lyon*, sous la signature E.R.I.K., un article intitulé : Molière à Lyon. L'auteur de cet article regrettait que Dagier, dans son « Histoire chronologique de l'Hôpital général et du grand Hôtel-Dieu de Lyon », n'ait point rapporté le texte exact de la requête des recteurs et celui de l'autorisation du préfet. Dagier répondit le 25 novembre, dans le même journal, que ces textes n'existaient pas, et donna les raisons motivant son avis.

que non seulement lesdits commédiens qui sont à présent en ceste ville joueraient une commédie pour lesdits pauvres malades, mais encores ceux qui y viendroient cy après seraient obligés toutes les fois qu'ils y habiteront pour y jouer d'en donner une pour les dits pauvres du dit Hostel Dieu, ensuite de quoy ceux-ci en avaient joué une dans la grand'salle de l'hostel de Monseigneur le gouverneur où réside mon dit Seigneur l'Archevêque le 15^e jour du présent mois (1), de laquelle auroyt esté receu par les dits sieurs recteurs la somme de 409 livres qui a esté mise es-mains dudit sieur Arthaud pour la passer en sa feuille et mettre en son compte à desduire de la dite somme ce qu'il a desboursé pour les frais de ladite commédie dont il fera aussy despense en son dit compte qui luy sera passé sans difficulté dont et du tout a esté faict le présent acte. »

*Lyon, le 6 brumaire an 9 de la République française,
une et indivisible (2).*

Le préfet du département du Rhône à la Commission administrative des hospices de Lyon.

Le ministre de l'Intérieur m'a invité, citoyens, par sa circulaire du 24 fructidor dernier, à examiner s'il était de diviser utile les produits des droits sur les spectacles et fêtes publiques, et s'il ne serait pas convenable de les affecter totalement soit aux secours à domicile, soit aux dépenses des hôpitaux, le partage de ces droits, entre deux administrations distinctes, les rend trop modiques pour chacunes d'elles, suivant les expressions du ministre et double d'ailleurs la surveillance que j'ai à exercer sur l'emploi que ces administrations respectives sont chargées d'en faire.

(1) Cette représentation doit être celle qui figure à la date du 19 février dans le compte rendu de l'Hôtel-Dieu de 1656-1657. La somme donnée aux pauvres fut de 234 livres 2 sols 3 deniers, au lieu de 409 livres, car on déduisit de la recette les frais d'un ballet, une somme remise aux suisses du gouverneur, et 14 louis d'or aux comédiens.

(2) *Archives de l'Hôtel-Dieu, V^e Spectacles, n^o 437.* — Cette lettre nous a été communiquée par M. Bréghot du Lut, archiviste des Hospices civils de Lyon.

A ces considérations, j'ai ajouté celle de l'affectation exclusive d'une partie des produits de l'octroi, aux besoins des hospices, et le secours à domicile étant privé des moyens qui résultent de cette perception, j'ai pris le 12 vendémiaire dernier une décision portant que le produit des droits sur les spectacles et fêtes publiques seraient totalement affectés à ce dernier genre de secours.

J'ai soumis cette décision au ministre qui l'avait provoquée et je l'ai transmise aux Bureaux de bienfaisance, dont le président a été fondé à vous donner l'avis renfermé dans sa lettre du 19 vendémiaire.

La présente répond, citoyens, à votre lettre du 3 de ce mois.

Je vous salue,

VERNINAC.

III

Archives de la Ville de Lyon.

Extrait des Registres du Directoire exécutif du onzième jour du mois de nivôse (1^{er} janvier) l'an 4 (1795) de la République française une et indivisible (1).

« Le Directoire exécutif, vu le rapport du Ministre de l'Intérieur, arrête :

1^o) Tous les entrepreneurs ou sociétaires de tous les théâtres de Paris et des communes de la République sont invités à donner tous les mois et à dater de cette époque, une représentation au profit des pauvres, dont le produit, déduction faite des frais journaliers et de la part d'auteur, sera versé dans les caisses désignées.

2^o) Ces jours là les comédiens concourront par tous les moyens qui sont en leur pouvoir à rendre la représentation plus lucrative.

3^o) Les entrepreneurs ou sociétaires seront autorisés ces mêmes jours à tiercer le prix des places et à recevoir les rétributions volontaires de tous ceux qui désireroient concourir à cette bonne œuvre.

4^o) La recette de ces jours sera constatée légalement par une commission *ad hoc* nommée par le Ministre de l'Intérieur, et dans les communes du département par un des agens municipaux, lesquels seront tenus d'en rendre compte au Ministre.

5^o) Deux théâtres ne pourront donner le même jour dans la même commune, pour les pauvres. »

(1) *Archives de l'Hôtel de Ville*, R², « Théâtre, droit des pauvres ».

Lettre (1) du Ministre de l'Intérieur aux administrateurs du département du Rhône, du 24 nivôse an 4 de la République une et indivisible.

« Je vous envoie, citoyens, l'arrêté du Directoire exécutif portant invitation formelle aux entrepreneurs de tous les théâtres de votre ressort, de donner une représentation par mois au profit des indigens. Vous sentirez sûrement que cette invitation par son motif et son caractère devient en quelque sorte un ordre à tous les entrepreneurs et sociétaires de spectacle qui ne voudront pas s'attirer le reproche de se refuser à une œuvre de bienfaisance que l'humanité réclame et que le gouvernement auroit peut-être le droit d'ordonner, s'il n'était sûr d'avance du zèle avec lequel ou s'empressera d'y coopérer. »

Actes consulaires.

Du 1 ventôse an 4 de la République (2).

« Un des membres chargés de la recette des sommes provenant des deux représentations données en pluviôse dernier, l'une au théâtre des Terraux l'autre à celui des Célestins, au bénéfice des indigents de cette ville conformément à l'arrêté du Directoire exécutif en date du ... a déposé sur le bureau la somme de 131.703 l. 16 s. 6 d. dont 59.787 l. 10 en assignats et huit francs quatorze sous en numéraire produit par la représentation donnée au théâtre des Terraux, ce qui fait 59.796 l. 4 : et 71.897 l. 10 en assignats, dix francs deux sous et six deniers en numéraire produit par celle donnée au théâtre des Célestins ce qui fait 71.907 l. 12 s. 6 d. conformément au bordereau et aux procès-verbaux y relatifs mis sous les yeux du conseil, lesquelles sommes réunies donnent la totale de 131.703 l. 16 s. 6 d. susmentionnée.

Le Procureur de la commune entendu.

(1) *Archives de l'Hôtel de Ville*, R², « Théâtre, droit des pauvres ».

(2) Conseil municipal, D 10, folio supplémentaire 7.

Le conseil a arrêté que cette recette sera versée dans la caisse du Comité nous disons du trésorier de la commune qui en fournira son récépissé pour y rester déposée jusqu'à ce que le Ministre ait répondu aux lettres qui lui ont été écrites pour lui en demander l'emploi. »

Du 4 ventôse an 4 de la République (1)

« Le citoyen Piegay a déposé sur le bureau le reçu à lui fait par le citoyen Sablié trésorier de la commune des sommes provenant de la recette des deux représentations dans le courant de pluviose dernier, l'une au théâtre des Terraux, l'autre à celui des Célestins, lesquelles doivent rester déposées dans la caisse du dit receveur jusqu'à nouvel ordre, conformément à l'arrêté du conseil du 1^{er} ventose présent mois.

Le Procureur de la commune entendu.

Le conseil arrête que le reçu présenté sera transcrit sur le registre.

Suit la teneur du reçu ;

Je soussigné trésorier de la commune reconnais avoir reçu du citoyen Piegay officier municipal la somme de cent trente un mille sept cent trois francs quatre vingt deux centimes en numéraire, provenant de deux représentations aux deux théâtres de cette commune données dans le courant du mois dernier en faveur des indigents, laquelle somme doit rester en dépôt dans ma caisse, conformément à l'arrêté de l'administration municipale en date d'hier, à Lyon, le 2^e ventose an 4 de la République. Signé Sablié aîné trésorier. »

Du vingt-quatre ventôse an quatre (2).

« Sur la proposition d'un membre pour l'exécution de l'arrêté du Directoire exécutif en date du 11^e nivose dernier, relative à ce que les spectacles donnent tous les mois une représentation au profit des indigents.

(1) *Conseil municipal* D 10, folio supplémentaire 13.

(2) *Municipalité Midi*, D I^o, p. 13.

Arrête que les artistes de la salle des Célestins Ecole des Mœurs républicaine donneront jeudy prochain 17 mars (V.) et 27^e ventose les pièces de Roméo et Julliete précédé de la Bonne Mère, et qu'avis sera donné à la municipalité du Nord pour que le spectacle ne donne pas le même jour pour le même motif au profit sus dit. »

Du vingt-huit ventôse an quatre (1).

« Lecture faite du procès-verbal de la recette faite à la salle des Célestins au profit des indigents du jour d'hier.

Nous membres de l'administration municipale de Lyon division du Midy, les citoyens Baudrier, et Froment commissaire du Directoire exécutif, en vertu de l'arrêté pris le 24^e courant pour l'exécution de l'arrêté du Directoire exécutif en date du 11^e nivôse dernier, relative à ce que les spectacles donne tous les mois une représentation au profit des indigents.

Nous sommes transporté le 27^e dudit à l'heure de 5 de relevé à la salle de l'Ecole des Mœurs républicaine dite des Célestins, pour procéder à la recette qui proviendroient des représentations des deux pièces suivantes Roméo et Juliete, opéra en trois actes, horné de tout son spectacle, précédée de la Bonne Mère, comédie en prose et en un acte de Florian. La dite recette s'est portée comme suit savoir en assignats à la somme totale de soixante un mille cinq cent vingt sept livres dix sols déduction faite de celle de dix sept mille six cent soixante cinq livres pour les frais du théâtre, suivant le compte qui accompagne le présent et acquité par le citoyen Derouvre.

Et en outre reçu en espèces numéraire ce portant à la somme de deux cent quarante neuf livres quatre sols six deniers.

Dont et du tout, nous avons dressé le présent procès-verbal pour servir et valoir ce que de raison, à Lyon les jour, mois et ansusdits. Signé Baudrier et Froment. »

(1) *Municipalité Midi*, D 1^o, p. 16.

Du premier Germinal an quatre de l'ère républicaine (1).

« Lecture faite du procès-verbal de recette du produit du spectacle des Célestins le 27^e expiré au bénéfice des indigents en exécution de l'arrêté du Directoire exécutif du 11^e nivôse dernier.

Arrête que copie de l'arrêté susprécité et le procès-verbal sera envoyé à l'administration départementale, et qu'il leur sera demandé entre le mains de qui cette somme sera versée pour l'emploi être répartie aux dits indigents. »

Du six Germinal an 4^e de la République française (2).

« Le citoyen Saissy chargé de la recette des sommes provenant de la représentation donnée le 1^{er} germinal courant au théâtre des Terreaux au bénéfice des indigents en exécution de l'arrêté du Directoire exécutif a déposé sur le bureau le bordereau de la somme totale de 24.918 francs 13 s. et 6 d. produit de la dite représentation dont 24.560 francs en assignats et 358 francs 3 s. et 6 d. en espèce, laquelle somme, par la déduction à faire de 6.570 francs en assignats et de 133 francs et 10 c. en espèce métallique, pour frais de théâtre payés au Directeur, conformément au procès-verbal mis sous les yeux du conseil, est réduite à celle de 18.214 francs 13 s. et 6 d. dont 17.990 en assignats et 224 francs 13 s. 6 d. en espèce métallique, lesquelles sommes réunies forment bien le total ci-dessus de 18.214 francs 13 s. et 6 d.

Oui le commissaire du Directoire exécutif.

L'administration arrête que la dite somme de 18.214 francs 13 s. et 6 d. sera versée dans la caisse du trésorier de la commune qui en fournira son récépissé, pour y rester déposé jusqu'à ce que le Ministre des finances ait fait connaître l'emploi qui doit en être fait. »

(1) *Municipalité Midi*, D I^o, p. 20.

(2) *Municipalité Nord*, D I^o, p. 44.

Du douze Germinal an 4° (1) :

« Lecture faite de la lettre de l'Administration départementale de ce jour et de leur arrêté du 4° courant, relativement au versement du produit de la recette du 27° ventose dernière du spectacle des Célestins au profit des indigents, en exécution de l'arrêté du Directoire exécutif du 11 nivose dernier.

L'administration arrête que le versement de la susdite recette sera fait entre les mains du citoyen Nivière Chol, Receveur général de l'arrondissement du département du Rhône en exécution de l'arrêté de l'administration départementale sus précité. »

Du 13 Germinal an IV (2).

« En exécution de l'arrêté de l'administration départementale, du 4°, et de la lettre du 12° courant relativement au versement de la recette du 27° ventose dernier au profit des indigents, en exécution de l'arrêté du Directoire exécutif du 11° nivose dernier

Le versement a été fait par le Citoyen Golliet S^{re} Gff, qui en était chargé par le procès-verbal entre les mains du citoyen Nivière Chol, Receveur général du département, qui l'a gardé par devers lui. L'arrêté du département sus précité et suivant le récépissé eu dos de lettre du 12° comme suit :

Je soussigné Receveur du département du Rhône reconnais avoir reçu de l'administration municipale du canton de Lyon, division du midy, par les mains du citoyen Golliet secrétaire greffier de la dite administration la somme de soixante un mille sept cent soixante et quatorze livres six sols pour les causes énoncée cy derrière, laquelle somme m'a été compté savoir en assignats soixante un mille cinq cent vingt deux livres dix sols déduction faite de deux assignats faux et cinquante sols. Et deux cent cinquante une livre seize sols en numéraire dont quittance en conformité de l'arrêté du département du Rhône, en datte du 4° du

(1) *Municipalité Midi*, D I°, p. 36.

(2) *Municipalité Midi*, D I°, p. 40.

courant. A Lyon le 13^e germinal l'an 4 de l'ère républicaine. Signé Nivière Chol. »

Du vingt-neuf Germinal de l'an quatre de la République française une et indivisible (1).

« Lecture faite du procès-verbal du produit de la Recette provenant de la représentation au profit des indigens en exécution de l'arrêté du Directoire exécutif en date du 11 nivose dernier qui s'est porté comme suit : savoir en numéraire la somme de 258 l. 19 s. 6 d. et celle dix sept cent quatre vingt six livres cinq sous en assignats déduction faite de la somme de 14.674 l. 6 d. pour le montant des frais de théâtre et part d'auteur suivant le récépissé signé Luville, en conformité de l'article premier du dit arrêté sus précité.

Il nous a été demandé une somme de deux mille trois cents treize livres pour la part d'auteur des pièces de la Bonne Mère Roméo et Juliete précédemment donnée le 27 ventose dernier et que le directeur avait oublié de nous rappeler les dits frais, nous n'avons pas jugé à propos d'y adhérer sans en prévenir le conseil de notre administration municipale dont et dutout nous avons rédigé le présent procès-verbal pour servir et valoir ce que de raison, signé Baudrier et Mathieu.

Après avoir référé au conseil des objets ci-dessus, Oui le commissaire du Directoire exécutif.

L'administration arrête que les deux mille trois cent treize livres seront compté au Directeur, et attendu qu'il n'existe en assignats de la représentation relaté dans le présent procès-verbal que la somme de dix sept cents quatre vingt seize livres cinq sous en assignats, ils lui seront comptés de suite, et celle de cinq cents seize livres quinze sous restant dus pour parfaire les deux mille trois cents treize livres ci-dessus lui seront compté sur le produit de la prochaine représentation. »

(1) *Municipalité Midi*, D I^e, p. 72.

Du 14^e floréal an 4 de la République française (1).

« Les citoyens Saissy et Guillot, chargés de la recette des sommes provenant de la représentation le 4 floréal courant au théâtre des Terreaux au bénéfice des indigents en exécution de l'arrêté du Directoire exécutif, ont déposé sur le bureau le bordereau de la somme totale de 17.341 francs 17, produit de ladite représentation dont 17.025 francs en assignats et 316 francs 17 en espèce métallique, laquelle somme par la déduction à faire de 4.000 francs en assignats et de 145 francs en espèce métallique, pour frais de théâtre payés au Directeur, conformément au procès-verbal mis sous les yeux du conseil, est réduite à celle de 13.196 francs 17 dont 13.025 francs en assignats et 171 francs 17 en espèce métallique, lesquelles sommes réunies forment bien le total ci-dessus de 13 196 francs 17.

Oui le commissaire du Directoire exécutif.

L'administration arrête que la dite somme de 13.196 francs 17 sera versée dans la caisse du trésorier de la commune qui en fournira son récépissé pour y rester déposé jusqu'à ce que le Ministre des finances ait fait connaître l'emploi qui doit en être fait. »

Du vingt un floréal an 4^e (2).

« Sur l'observation faite par un membre qu'il existe entre les mains des Receveurs des sommes provenant des représentations données au théâtre des Célestins pour les indigens en vertu de l'arrêté du Directoire exécutif du onze nivose dernier, qu'à ces sommes bientôt il pourra en être ajouté d'autres et que cependant on a pas la satisfaction de les voir distribuer à ceux pour qui elles sont destinées. Sur quoi l'administration considérant que dans ce moment où il n'existe plus d'agences de secours il convient de savoir de quelle manière doit être effectuée la distribution des sommes affectées aux indigens.

(1) *Municipalité Nord*, D I^o, p. 70.

(2) *Municipalité Midi*, D I^o, p. 115.

Oui le commissaire du Directoire exécutif.

Arrête qu'il sera écrit à l'Administration centrale du département du Rhône, à ce sujet. »

**Lettre du Ministre de l'Intérieur au Préfet du Rhône
le 26 fructidor an X de la république (1).**

« Un arrêté des Consuls du 18 termidor dernier vient, Citoyen Préfet, de proroger pour l'an XI les droits à percevoir en sus du prix de chaque billet d'entrée et d'abonnement dans tous les spectacles où se donnent des pièces de théâtre... On n'a pas su tirer jusqu'à présent de ces droits toutes les ressources que l'on devait cependant espérer...

Tous les doutes doivent cesser en se pénétrant bien que le but de la loi est de mettre les plaisirs à contribution. Et je ne pense pas que le droit des pauvres puisse être contesté.

Quant aux droits à percevoir sur les spectacles qui se donnent en faveur des artistes ou autres citoyens, ils ne doivent être perçus qu'à raison d'un décime par franc en sus du prix ordinaire et habituel. Le doublement ou autre augmentation du prix des places est un avantage que le public veut bien assurer aux artistes pour lesquels le spectacle a lieu. Pour cet acte de bienfaisance il ne serait pas juste d'exiger qu'il payât de plus le décime par franc de l'augmentation à laquelle il veut bien souscrire.

Quant à l'emploi des produits, en se référant aux instructions de mon prédécesseur du 24 fructidor an VIII, je vous rappellerai de nouveau qu'en raison de leur modicité, il est bon d'en assurer la totalité soit aux hôpitaux, soit aux institutions de secours à domicile. C'est ainsi qu'à Paris les droits dont il s'agit font exclusivement partie des ressources des bureaux de bienfaisance ; et comme ces institutions sont plus répandues que les hôpitaux, je pense que ce qui a été fait pour cette ville doit être suivi pour les autres communes. »

(1) *Archives de l'Hôtel de Ville*, R², « Théâtre, droit des pauvres ».

Pétition de Desroches représentant la Compagnie à Monseigneur le Préfet du Département du Rhône l'un des commandans de la Légion d'honneur (1).

« Voici l'époque où chaque année la direction du grand spectacle obtient par abonnement, de la commission exécutive du bureau de bienfaisance la perception générale du droit des indigens sur tous les spectacles de la ville de Lyon et de ses faux bourgs. On sait avec quelle exactitude scrupuleuse elle a constamment rempli ses obligations même dans les temps les plus difficiles et malgré ses pertes immenses.

La nouvelle compagnie qui se charge de cette entreprise se flatte de mériter la même confiance et d'obtenir le même avantage. Sans doute le Magistrat dont la pensée est constamment occupée du bien public ne verra pas avec indifférence des citoyens étrangers à toute spéculation d'intérêt se réunir pour assurer au grand spectacle une existence inébranlable et brillante. Après dix années de revers on peut dire que cette tentative est un dévouement civique. Cependant la prospérité de cet établissement est un bienfait général ; elle donne de l'activité au commerce ; elle rend le séjour de la ville agréable aux étrangers ; elle présente aux beaux arts des objets d'émulation et l'indigence y trouve des secours certains et abondants. A leur origine les spectacles recevaient du gouvernement des encouragemens précieux et importants, ils jouissaient d'un privilège exclusif qui ne permettait pas cette concurrence absurde et ruineuse que la révolution a fait naître et qui a été le principe destructeur des théâtres. Le mal se fait avec rapidité et se répare avec lenteur ; déjà les élémens de de l'Economie Politique percent la nuit obscure où la licence les avait plongés. Mais le bien ne se montre encore qu'en perspective. La sagesse des administrateurs remplit seule l'espace qui nous en sépare. C'est à leur appui, à leur bienveillance que les grands spectacles doivent d'exister toujours.

L'abonnement de la perception générale du droit des indigens est dans leurs mains la pierre angulaire de ces édifices ; il supplée

(1) *Archives de l'Hôtel de Ville*, R², « Théâtre, droit des pauvres ». — Cette pétition est de 1807.

à leur ancien privilège, il affaiblit le dommage que leur cause la multiplicité des théâtres et des tretteaux, il les met à l'abri des vexations d'un premier spéculateur, et loin de nuire à l'intérêt des indigens, il leur assure un produit fixe et considérable.

Cet impôt fut autrefois perçu par les agens du bureau de bienfaisance ; et les abus, les frais de la perception firent donner la préférence à l'abonnement.

Cet abonnement fut proposé à l'enchère : on ne vit dans l'intention du fermier que le désir de nuire, et l'imprudence d'un spéculateur qui se livre à la merci d'une direction qui pouvait à son gré diminuer ses recettes en réduisant ses dépenses.

Veuillez donc, Monseigneur, prendre en considération tous les motifs d'intérêt public et particulier que nous avons l'honneur de vous présenter pour obtenir l'abonnement de la perception générale du droit des indigens. Le prix en a été porté à un prix excessif. Dans aucune ville de l'Empire, il ne s'élève à plus de 24.000 francs, et il nous répugne de solliciter une diminution sur celui de l'année dernière, mais nous pouvons édifier votre justice sur les pertes constantes qu'a éprouvées l'entreprise. Le domaine dont le fermier se ruine ne manque pas de s'appauvrir. Nous n'avons pas l'ambition d'un gain, mais une grande perte refroidirait notre zèle, et que deviendrait alors un théâtre abandonné par une compagnie qui peut seule lutter contre les charmes de la Fortune ? »



Vu :

Paris, le 28 octobre 1906.

**Le Doyen de la Faculté,
Président de la Thèse,
E. CAILLEMER.**

Vu et permis d'imprimer :

Lyon, le 31 octobre 1906.

***Le Recteur de l'Académie,
Président du Conseil de l'Université,
P. JOUBIN.***

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — Le droit des pauvres	3
Quelques idées générales sur sa nature, ses principaux caractères, sa moralité, son ancienneté à Paris.	
CHAPITRE PREMIER. — Le droit des pauvres pendant le réveil dramatique à Lyon	5
Les premiers symptômes du réveil dramatique. — Les moralités et les jeux dans les églises des Jacobins et de Saint-Bonaventure. — Les encouragements donnés aux représentations des mystères par Anne de Bretagne. — Les régimes de la censure et des subventions établis par le Consulat. — La troupe des Bavards de Notre-Dame de Confort. — Protection accordée au théâtre par l'Eglise et le Consulat.	
CHAPITRE II. — Le droit des pauvres de 1539 à 1657 .	23
La première recette perçue au profit des pauvres par le trésorier de l'Aumône générale. — Jean Neyron, fondateur du théâtre permanent à Lyon. — Les sommes qu'il verse à l'Aumône. — Arrêts du Parlement de Paris du 27 janvier 1541 et du 17 novembre 1548. — Révolution accomplie dans le domaine théâtral à la suite de ce dernier arrêt. — Représentation donnée en l'honneur de Catherine de Médicis. — L'influence italienne prépondérante à Lyon. — Générosité des comédiens pour les pauvres. — L'autorité royale se préoccupe du sort des pauvres ; sa déclaration du 18 juillet 1572 visant spécialement la ville de Lyon. — Représentation théâtrale au collège de la Trinité. — Recettes perçues du comédien Bellerose et des troupes jouant à Lyon. — Séjour d'une troupe ambulante de comédiens français. — Molière à Lyon et les pauvres.	

CHAPITRE III. — Le droit des pauvres de 1657 à 1721. 41

La délibération prise en 1657 par les recteurs de l'Hôtel-Dieu et la première recette perçue au profit des pauvres par le trésorier de cet établissement. — Générosités des comédiens à l'égard des deux maisons hospitalières de Lyon. — Nombreuses troupes ambulantes jouant la comédie. — Les ballets et les opéras. — Louis XIV à un ballet donné au collège de la Trinité. — Les recettes d'opéras au profit des pauvres. — Ordonnance du 25 février 1699. — Les troupes sédentaires à Lyon et les sommes versées aux pauvres.

CHAPITRE IV. — Le droit des pauvres de 1721 à 1789. 53

Mentions nouvelles inscrites en 1721 sur les registres des trésoriers de la Charité. — Les bals de l'Opéra et les fêtes données à Lyon. — Les concerts et la protection que leur accorde le Consulat. — L'abandon des anciennes traditions de bienfaisance à l'égard des pauvres. — Les courses de chevaux de 1774 et la générosité de Mme Lobreau.

CHAPITRE V. — Le droit des pauvres depuis la Révolution jusqu'à la loi du 7 frimaire an V 63

La tourmente révolutionnaire à Lyon et les interruptions constantes des représentations. — Loi des 16-24 août 1790. — Liberté des théâtres établie par la loi des 13-19 janvier 1791 et abolition de toutes les charges comme conséquence de cette émancipation. — Lyon dans le sang. — Arrêté du Directoire exécutif du 11 nivôse an IV. — Représentations données au bénéfice des indigents. — Loi du 7 frimaire an V et établissement définitif du droit des pauvres. — Création du bureau de bienfaisance à Lyon et sa substitution aux hôpitaux pour les recettes perçues dans les théâtres.

CHAPITRE VI. — Conclusion. 81

Nature des sommes perçues par les trésoriers des hôpitaux. — Abonnement et don gratuit. — Générosité connue des comédiens, sa mise à l'épreuve en 1637. — Les déductions opérées sur les recettes. — Les théories générales sur l'origine du droit des pauvres. — Cette origine à Lyon.

ANNEXES**I. — Archives de la Charité. 95**

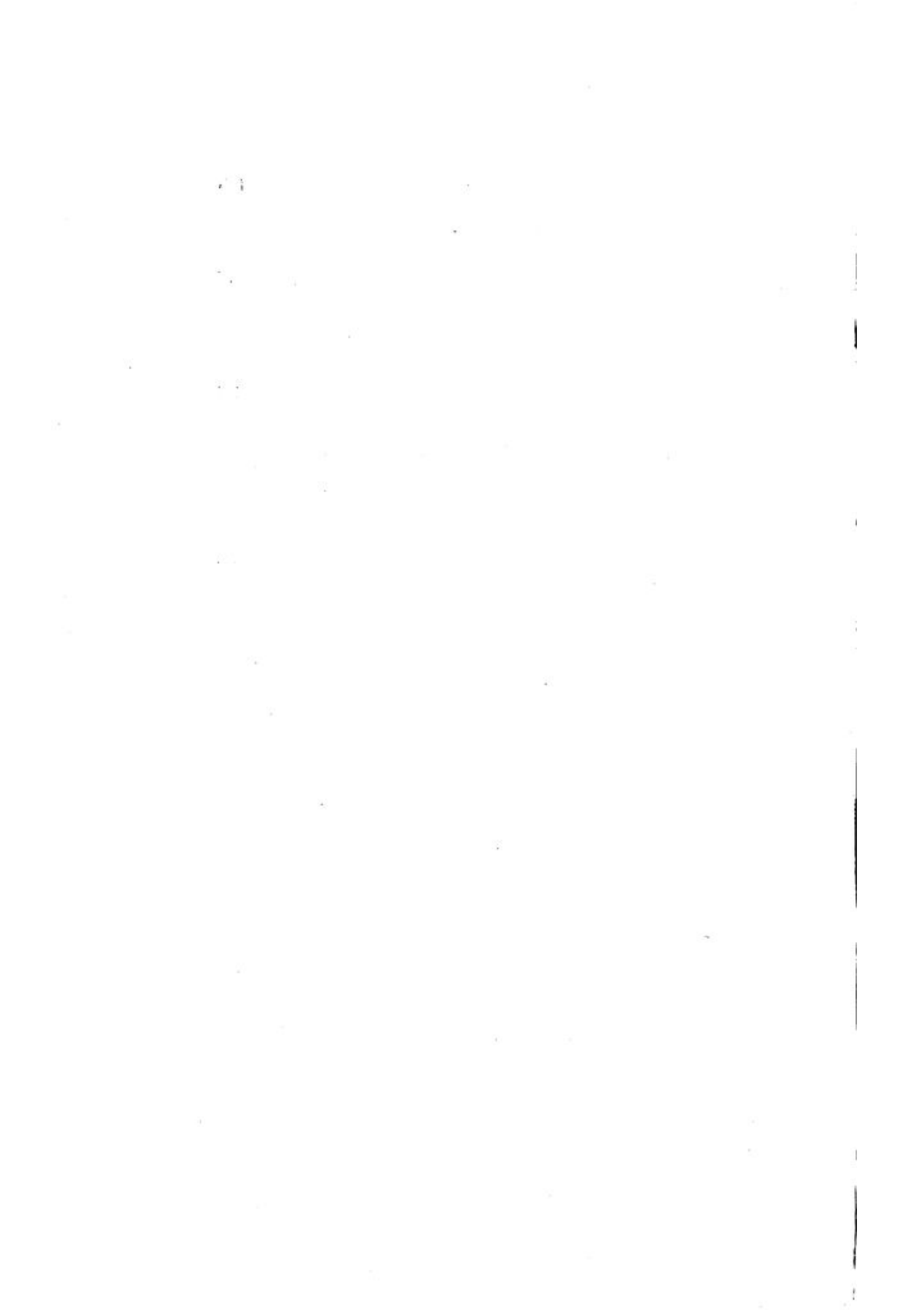
Extraits des registres de comptabilité des recteurs-trésoriers et des grands livres de raison de la Charité et Aumône générale.

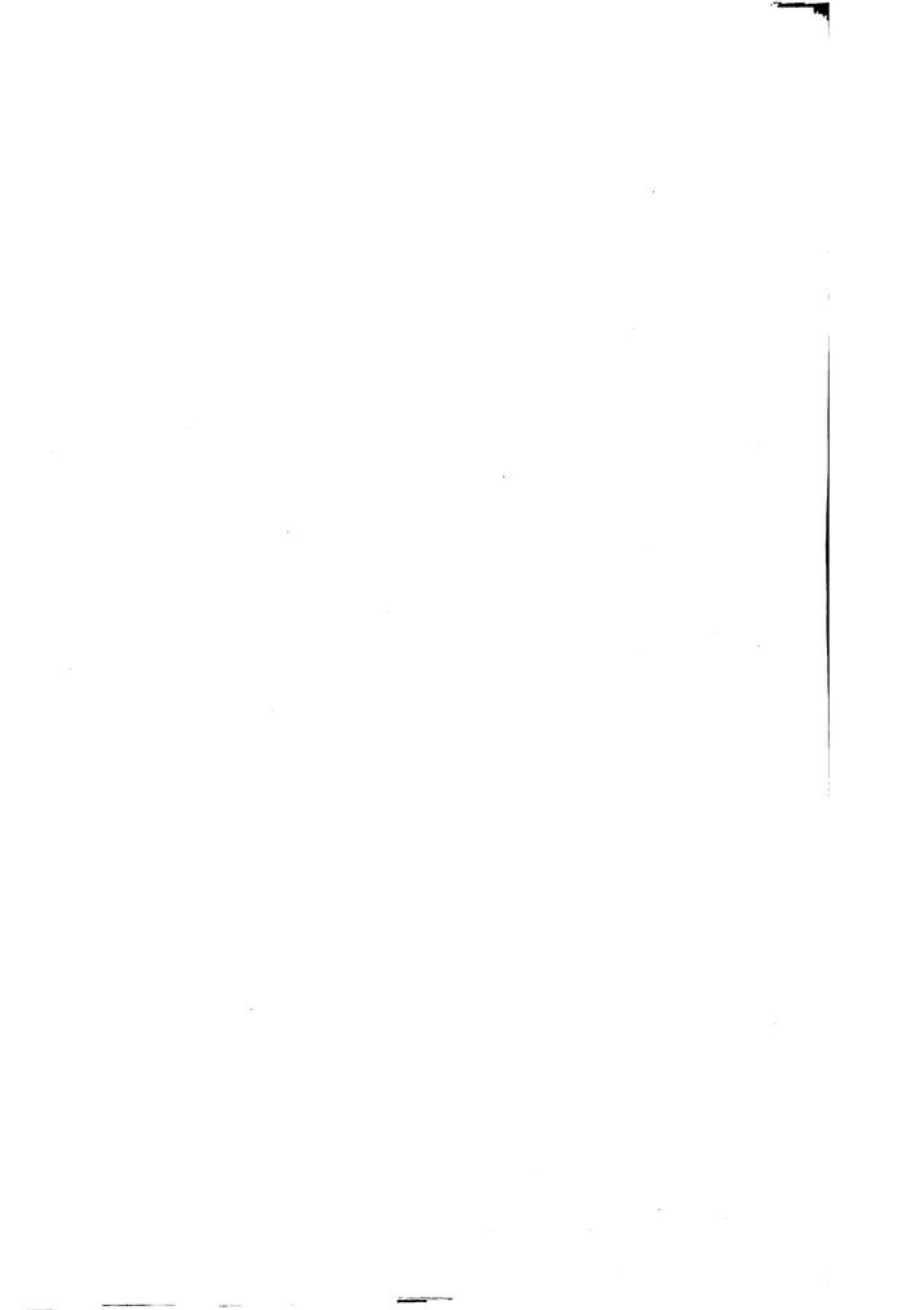
II. — Archives de l'Hôtel-Dieu 107

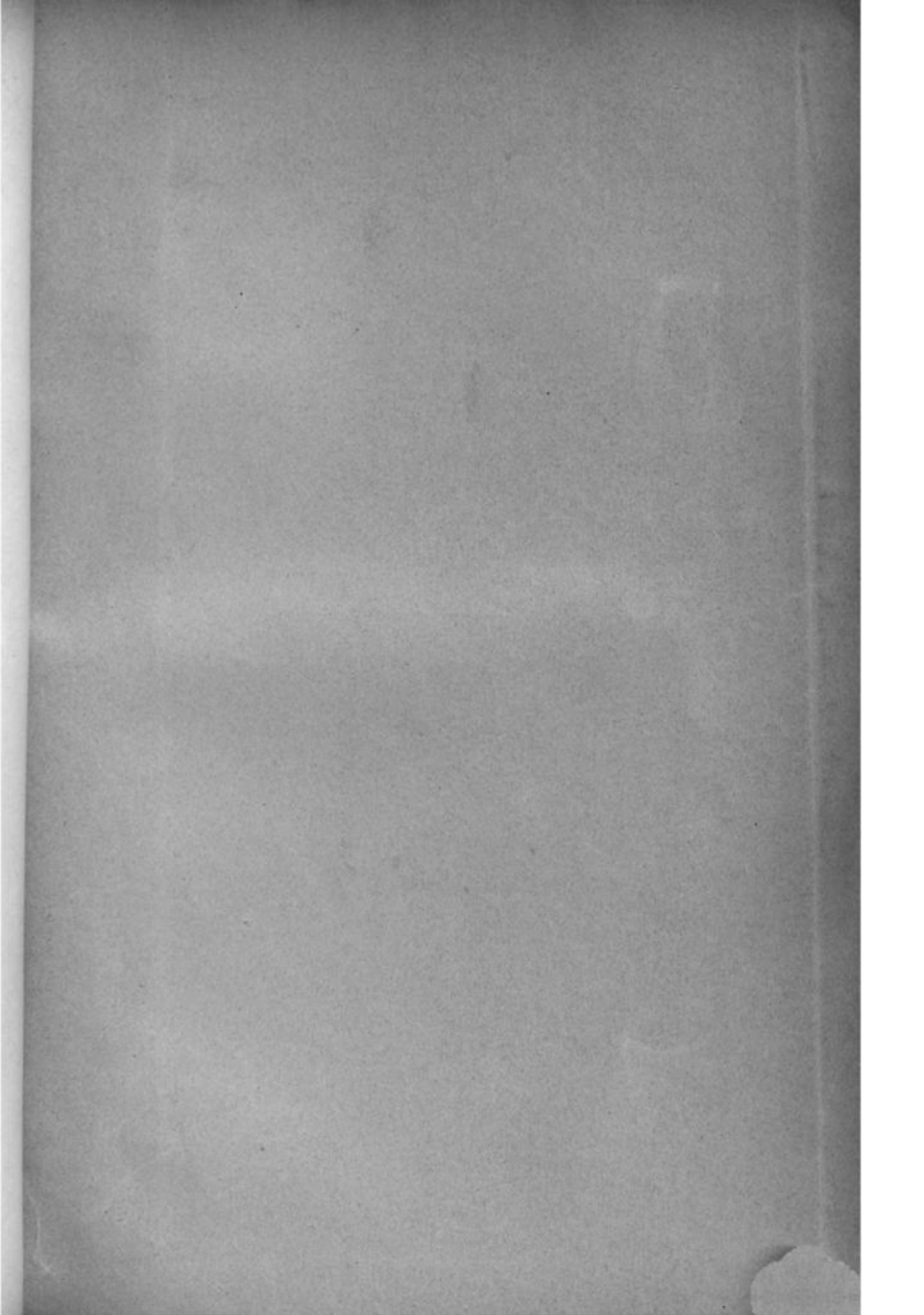
Extraits des comptes rendus des recettes et dépenses des recteurs-trésoriers de l'Hôtel-Dieu du Pont-du-Rhône. — Extrait du registre des actes du bureau du grand Hôtel-Dieu du Pont-du-Rhône de la ville de Lyon (1656-1658). — Lettre écrite le 6 brumaire an IX par le préfet à la commission administrative des hospices.

III. — Archives de la Ville de Lyon 111

Extrait des registres du Directoire exécutif du 11 nivôse an IV. — Lettre du ministre de l'intérieur aux administrateurs du département du Rhône, du 24 nivôse an IV. — Extraits des Actes consulaires. — Lettre du ministre de l'intérieur au préfet du Rhône le 26 fructidor an X. — Pétition de Desroches au préfet du Rhône.







2. 1. 07.

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haut-Marne)

uc
arc

